

L'AUTARCIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 4 Novembre 1937, à 14 heures

PAR

Radu PLESIA

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. LESCURE, professeur

Sufragants : MM. BAUDIN, professeur
PERROUX, professeur

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR
289, RUE SAINT-JACQUES, 289

L'AUTARCIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 4 Novembre 1937, à 14 heures

PAR

Radu PLESIA

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. LESCURE, professeur

Sufragants : MM. BAUDIN, professeur
PERROUX, professeur

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR
289, RUE SAINT-JACQUES, 289

—
1937

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

L'autarcie est un mot qu'aujourd'hui on entend souvent, qu'on critique presque toujours, mais dont on a peu discuté ou écrit pour faire une analyse théorique générale de ses avantages ou même de ses inconvénients. Cela d'ailleurs s'explique facilement si l'on tient compte que le mouvement autarcique qui inspire aujourd'hui plus ou moins la politique commerciale de *tous* les états (les uns en ont fait un dogme, les autres suivent le mouvement tout en le condamnant), est dû à une influence du politique dans le domaine de l'économique.

Le mouvement autarcique a donc fait son apparition avant que la théorie économique en ait pris connaissance; mais, comme il paraissait être en flagrante contradiction avec la doctrine économique dominante, ceux qui avaient été les promoteurs de l'autarcie, ceux qui voulaient pousser certains états vers l'autarcie, ont pourtant voulu donner un fondement et une explication économique à ce mouvement qui est, comme nous l'avons dit, d'inspiration purement politique. Leur nombre n'est pourtant pas bien grand, leur œuvre est peu volumineuse. Ce sont surtout les discours politiques et les décisions des gouvernements qui recherchent l'autarcie, qui parlent en sa faveur.

Ce que nous nous proposons de faire, c'est d'étudier la question de l'autarcie d'un point de vue critique et tout en commençant par suivre les faits

et les événements qui ont conduit vers l'autarcie, nous poursuivrons notre étude étant guidé par les deux questions qui, à nos yeux, présentent le plus d'intérêt dans l'analyse de l'autarcie : 1° Quelle est l'utilité qu'un pays peut trouver dans la pratique de l'autarcie ? C'est de l'utilité économique que nous voulons parler. Un Etat trouve-t-il avantage à abandonner ses importations comme aussi ses exportations ? 2° L'autarcie, c'est-à-dire la situation d'un Etat qui, économiquement, se suffit à lui-même, est-elle une chose possible ? Y a-t-il des Etats qui pourraient y arriver, et au prix de quels efforts ? Pour arriver à mesurer le prix de ces efforts, c'est toujours aux avantages que l'on en tire que nous les rapporterons.

Ainsi, nous nous trouverons souvent devant des situations où ces deux questions se confondront presque. Nous les avons pourtant distinguées pour des motifs qui serviront en même temps à expliquer ce qui nous a conduit à faire une étude de l'autarcie. En effet, lorsque nous nous sommes proposés de faire un examen critique de l'autarcie, nous avons été poussés par cette question : Sur quelle base la politique commerciale d'un pays doit-elle se fonder pour servir le mieux à l'enrichissement d'un pays ? Il est évident que vouloir y répondre nécessiterait un travail immense que nous ne pouvons pas entreprendre. Laissant donc de côté les arguments trop connus du libre échange et du protectionnisme, nous nous limiterons à n'étudier la question que dans un régime autarcique. Seule attirera encore notre attention, après avoir fait un examen rapide du « Système National » de List, une théorie originale, qui, bien que ne faisant pas partie de la doctrine autarcique absolue, veut pourtant se poser à l'antipode du libre échange, juste-

ment en poursuivant le but de l'enrichissement d'un pays. Nous voulons nommer la théorie de M. Manoi-lesco sur le fondement théorique du protectionnisme.

D'ailleurs, *l'autarcie*, qui peut se définir d'après l'origine étymologique du mot qui vient de « *αυταρχεια* » *Etat qui se suffit à soi-même* (1) dans la pratique arrive à un résultat beaucoup moins complet. Il serait peut-être plus précis et plus correct de parler d'une autarcie relative, incomplète, ou bien d'une tendance autarcique. Nous croyons, en effet, que malgré le désir que l'on aurait de l'appliquer, nous ne trouvons aucun Etat qui arrive ou qui *puisse arriver* à une autarcie absolue, c'est-à-dire à une indépendance économique absolue.

Dans l'analyse que nous allons faire de l'autarcie appliquée aux différents Etats qui la recherchent, nous nous proposons de le démontrer. Les faits sont à notre preuve puisque les autarcistes les plus convaincus même, n'envisagent souvent l'autarcie qu'appliquée à des « blocs économiques » et non pas à un état pris individuellement. Cette forme d'économie mégaspaciale trouvera-t-elle sa réalisation dans l'impérialisme colonial duquel on parle parfois avec tant d'enthousiasme aujourd'hui ? Notre analyse portera aussi sur cette question.

Dans l'étude que nous poursuivons nous commençons donc par nous poser la question suivante :
POUR ENRICHIR UN PAYS ET SURTOUT POUR ARRIVER
A LA PLUS GRANDE SATISFACTION DES BESOINS MATÉRIELS

(1) La forme « *Autarchie* » qu'en emploie souvent est incorrecte, étant la transcription de « *αυταρχεια* » qui signifie « pouvoir absolu d'un monarque » a été condamnée par le Congrès des Economistes de langue française de 1936.

HUMAINS, EST-IL DÉSIRABLE DE PRATIQUER LE LIBRE ÉCHANGE, UN PROTECTIONNISME LIMITÉ, OU L'AUTARCIE ?

Mais, comme nous ne pouvons approfondir la question en analysant ces trois régimes, nous nous limiterons à étudier la question de l'autarcie. Tout en cherchant l'utilité pour l'économie, donc les avantages de l'autarcie, nous tâcherons de l'expliquer. Comment se fait-il que tout à coup elle soit devenue l'astre vers lequel se tournent les regards d'un grand nombre des tout-puissants qui tiennent en leurs mains les rennes de la politique commerciale de leurs pays. Nous trouverons que, si l'autarcie s'est développée dans une situation économique spéciale et si trouble du monde entier, elle se base pourtant sur une exigence du « politique ». Ne peut-on donc pas dire qu'elle dépend de ces deux conditions et que le jour où la situation politique sera différente, « la lutte » pour l'autarcie disparaîtra ?

PREMIERE PARTIE

DU LIBÉRALISME A L'AUTARCIE

CHAPITRE PREMIER

LE LIBÉRALISME

Le monde économique actuel se base encore sur le régime individualiste tel qu'il a été préconisé par Quesnay, Turgot et Adam Smith, il y a environ 150 ans. Leur doctrine, comme celle de toute la pléiade de célébrités qui ont formé les théoriciens de l'école classique, base les échanges internationaux sur le principe du libre-échange et de la division internationale du travail. Leur doctrine est catégorique et ne paraît accepter aucune atténuation. Elle doit s'appliquer partout et toujours !

Pour expliquer et montrer le bien-fondé de cette division, Adam Smith écrit dans « La richesse des nations » (1) :

« La maxime de tout chef de famille prudent
« est de ne jamais faire chez soi la chose qu'il coû-
« tera moins cher à acheter qu'à faire. Le tailleur
« ne cherche pas à faire ses souliers, mais il les
« achète au cordonnier, etc... Ce qui est prudent
« dans la conduite de chaque famille en particu-

(1) Tome II, page 36.

« lier, ne peut guère être folie dans celle d'un grand « empire » !

Et si l'on voulait encore approfondir les causes pour lesquelles l'école classique s'attache à cette division internationale du travail et enseigne même que chaque Etat doit essayer de se spécialiser dans une certaine production, nous pourrions dire qu'on échange parce que les conditions de production varient suivant les personnes et les lieux. Suivant les personnes, du fait que la spécialisation augmente la productivité du travail ; suivant les lieux, parce que la productivité du travail dépend aussi des données naturelles. Il en résulterait donc pour tout producteur un avantage évident à ne s'attacher qu'aux productions du meilleur rendement pour se procurer le reste par voie d'échange, dans la mesure où les moyens de transport le permettraient. De cette façon l'ensemble des productions serait réalisé dans les conditions les plus favorables. Au moindre effort correspondrait le plus grand bien-être possible !

En ce qui concerne les valeurs échangées, la théorie classique proclame « *l'équivalence de la demande réciproque des nations commerçantes* ». On tend ainsi à un équilibre des échanges qui serait suivi par un équilibre économique général. Cette équivalence n'est évidemment pas obtenue uniquement par les marchandises, puisque l'équilibre est souvent dû aux échanges de capitaux et de services. La base des échanges reste pourtant celle des marchandises, et J. B. Say, dans sa fameuse « loi des débouchés » a établi l'axiome que les produits s'échangent contre des produits, la monnaie ne jouant entre eux que le rôle d'intermédiaire et de commune mesure des valeurs.

Reste à savoir dans quelles conditions cet équi-

libre est établi. Pour certains des économistes libéraux, notamment Ricardo et Bastiat, la valeur des échanges est réglée par le « coût de production ». Si donc, entre deux pays il y a pour un produit déterminé un coût de production différent, 100 dans le pays A et 150 dans le pays B, les consommateurs du pays B auront tout avantage à importer ce produit du pays A. Pour un autre produit, la situation peut être inverse, le pays B produisant moins cher que le pays A, qui à son tour trouvera avantage à importer.

La différence entre les coûts de production qui décide de l'importation d'un produit peut donc être considérée comme un bénéfice pour le pays importateur, cela dû au commerce international. Vouloir introduire des droits de douane, c'est diminuer le bénéfice, ou l'économie, que le pays importateur fait.

En même temps chaque pays devra se spécialiser uniquement dans la production où il se trouvera avantagé en comparaison avec les autres pays, et abandonner toutes les productions où il est désavantagé.

J. Stuart Mill introduit ici quelques précisions dans sa « théorie des valeurs internationales ».

D'abord, dit-il, si par exemple le pays B ne produit une marchandise qu'au coût de production de 150, tandis que dans le pays A on peut l'avoir pour 100, les producteurs du pays B seront éliminés du marché et ceux du pays A bénéficieront d'un monopole de fait, grâce auquel le prix ne restera plus à 100, dans l'exemple choisi, mais pourra être augmenté jusqu'à 150 approximativement, (car il faut tenir compte des frais de transports). Le prix pourra donc varier dans des limites fixées par le coût de production dans les deux pays. Cette va-

riation sera à son tour déterminée par la loi de l'offre et de la demande. Les importations pourtant, seront toujours payées par des exportations, conformément à la loi des débouchés, mais les quantités échangées varieront suivant la situation comparative des deux pays. Si l'un de ces pays a moins besoin des produits de l'autre, les conditions de l'échange international seront naturellement plus favorables au premier qu'au second. Il vendra cher et achètera bon marché ; en conséquence, il aura besoin, pour payer ses importations, d'une moindre quantité de marchandises exportées. Pour l'autre pays, à l'inverse, le rapport quantitatif des importations aux exportations se traduira dans le sens d'un excédent de celles-ci. Il s'ensuit donc, pour que le libre échange soit vraiment avantageux, qu'il n'est pas suffisant que le coût de production à l'étranger soit inférieur au coût de production nationale, mais il faut aussi que le pays importateur, pour payer ses achats à l'étranger, ne soit pas obligé à vendre à trop bas prix ses propres produits.

Voilà, rapidement résumées, les théories classiques sur le libre-échange, qui veulent expliquer sa nécessité, ses avantages et aussi la manière dont il profite à l'enrichissement d'un pays.

Il est évident que le commerce international est de la plus grande importance pour l'enrichissement même d'un pays : Pour l'exportation d'abord, elle favorise le développement de l'industrie nationale. Ensuite, et c'est ici le plus important, parce que, en retour il permet des importations d'autres produits de matières premières et de marchandises qui manquent ou que le pays ne peut se procurer que difficilement sur son propre marché. L'avantage n'est donc pas seulement dans les expor-

tations elles-mêmes, qui font travailler et gagner une partie de la population, mais aussi dans les importations qui font apparaître dans le pays une abondance et une amplitude de produits variés et bon marché qui permettent « *d'accroître le bien-être.* » Il s'ensuit donc, qu'un pays a parfois intérêt à importer, s'il peut le faire meilleur marché qu'en produisant lui-même, pour employer ses forces productives ailleurs où il en tirera plus d'avantages, se spécialisant de cette façon dans les productions qui lui sont plus favorables par sa situation. De cette façon, ce pays pourra se développer et s'enrichir, même s'il est obligé aussi à beaucoup importer. C'est ainsi qu'apparaît une division du travail international profitable à tous et qui peut être poussée d'autant plus loin que la liberté du commerce est plus grande.

Malgré cela, peut-on dire que le libre échange a vraiment existé ? Un seul exemple peut être fourni par tous ceux qui conseillent un libre-échange absolu : l'Angleterre. Mais encore, ne peut-on pas dire, en employant une phrase de M. André Siegfried, qu'à cette époque, « l'Angleterre était seule, l'Angleterre était forte » ! (2)

Aujourd'hui, quand cette situation a changé, et que l'Angleterre trouve en face d'elle des concurrents, dont les uns ont pu s'élever, justement en renonçant au libre-échange et en pratiquant un protectionnisme assez prononcé, les Etats-Unis par exemple, l'Angleterre renonce à la politique commerciale qu'elle a suivie depuis Cobden !

(2) André Siegfried. Cours sur la Politique Commerciale des Grandes Puissances, fait à l'Ecole libre des Sciences Politiques.

On a prétendu que ce sont des considérations d'ordre pratique qui ont empêché le libre-échange de se développer. D'abord, dit-on, un pays qui pratiquerait le libre-échange, et se serait spécialisé dans un petit nombre de productions, pourrait se trouver dans une situation bien délicate si une guerre venait gêner la circulation des biens, ou, si une mauvaise récolte sévissait dans un pays voué à l'agriculture.

Le libre-échange, aussi, ne tient pas suffisamment compte des intérêts de la classe ouvrière. Il ne connaît pas « la protection du travail national et au contraire, prévoit la migration internationale de la main-d'œuvre ». « Ubi bene, ibi patria », telle est sa devise !

En ce qui concerne l'enrichissement des pays, le libre-échange ne voit qu'un avantage immédiat, au maximum celui de l'économie réalisée par la différence du coût de production.

Mais un pays peut-il vraiment s'enrichir dans ces conditions seulement ? Le vrai fondement de la richesse d'un pays ne peut être que dans son *développement économique général*. Or, dans l'analyse que nous ferons des arguments théoriques des protectionnistes, et notamment des théories de Fr. List et de M. Manoilescu, on verra qu'ils prétendent que c'est par ce protectionnisme seul qu'on arrivera à ce développement.

Le fait est que, pour ces considérations ou pour d'autres causes, le libre-échange n'a jamais représenté dans le monde qu'un idéal qu'on a parfois rapproché de plus près, il en a été ainsi pendant le II^e Empire, mais duquel on s'éloigne à présent de plus en plus.

D'ailleurs, même au moment où la théorie classique du libre-échange était universellement re-

connue comme devant être le vrai fondement d'une politique commerciale, de puissants arguments se sont élevés, soit pour la critiquer, soit pour expliquer pourquoi le fait de vouloir l'appliquer directement à toute l'humanité, n'était pas une chose réalisable. Parmi ces derniers, il est du plus grand intérêt d'exposer et d'insister sur une théorie fautive dont certains arguments servent encore aujourd'hui à ceux qui soutiennent l'autarcie. Nous voulons parler de la théorie protectionniste de Frédéric List.

CHAPITRE II

LES THÉORIES PROTECTIONNISTES

Dans son remarquable livre sur le « Système national d'Economie politique », List s'occupe et se déclare pour la protection. Cela veut-il dire que List est contre la liberté du commerce ? Non, au contraire, la liberté c'est le but mais on ne peut pas y arriver en l'instaurant directement, et alors, le meilleur moyen pour obtenir ce résultat, c'est de passer par le protectionnisme.

List parle non pas seulement en théoricien mais en homme qui a connu la réalité et qui, dans les nombreux voyages qu'il a faits, a vu certaines situations avec beaucoup de perspicacité. Peut-être a-t-il aussi été influencé par l'exemple de l'Allemagne dont la politique commerciale a été la principale préoccupation de toute sa vie.

En ce qui concerne la théorie de List par rapport à l'œuvre d'Adam Smith, H. Richelot, dans l'introduction qu'il a faite à sa traduction du Système national (1), dit : « List ne veut pas la démo-

(1) Frédéric List. Système national d'Economie politique. Traduction de H. Richelot, 1857.

« lir pour refaire un édifice nouveau, il reconstruit
« seulement une aile imparfaite en s'attachant à
« la coordonner avec le reste du bâtiment. » Et
List lui-même dit : « La théorie régnante est exclu-
« sivement occupée de l'avenir. L'association uni-
« verselle et la liberté absolue des échanges, ces
« idées peut-être réalisables après des siècles, elle
« les considère comme réalisables dès aujourd'hui.
« Méconnaissant les nécessités du présent et l'idée
« de nationalité, elle ignore l'existence de la nation
« et par suite le principe de l'éducation de la nation
« en vue de l'indépendance ». Elle voit toujours le
genre humain, le bien-être de l'espèce entière, ja-
mais la nation et la prospérité nationale.

Ce sont donc des considérations nationales qui
sont à la base de la théorie de List. Il introduit d'ail-
leurs la notion de « *nation normale* » ; c'est celle
qui, pourvue de nombreuses ressources, d'un ter-
ritoire et d'une population suffisante, est arrivée à
développer harmonieusement l'agriculture, l'indus-
trie manufacturière, le commerce et la navigation,
et comme conséquence aussi, l'art, la culture et la
littérature ; et, c'est justement pour y arriver qu'une
nation doit recourir au protectionnisme. Les na-
tions doivent donc y faire appel, mais tout système
douanier doit constamment prendre pour règle le
principe de *l'éducation industrielle du pays* ; ainsi
vouloir encourager l'agriculture à l'aide de droits
protecteurs est considéré comme une entreprise in-
sensée.

List distingue dans le développement écono-
mique des peuples les principales phases successi-
ves que voici : l'état sauvage, l'état pastoral, l'état
agricole, l'état agricole et manufacturier, enfin l'état
agricole, manufacturier et commercial.

Il est évident qu'un pays qui est arrivé à ce

dernier état est incomparablement plus civilisé, plus développé et plus puissant qu'un peuple purement agriculteur, et une nation qui attache quelque prix à son indépendance et à sa conservation, doit donc s'efforcer de s'élever, de réunir le plus promptement possible sur son territoire, l'agriculture, les manufactures, la navigation et le commerce, car si une nation arrivait à monopoliser toute la vie manufacturière du globe et à comprimer toutes les autres nations dans leur développement, elle parviendrait à la domination universelle.

L'élévation des peuples agriculteurs au rang des peuples à la fois agriculteurs, manufacturiers et commerciaux ne saurait s'opérer sous l'empire du libre-échange que dans le cas où toutes les nations appelées à l'industrie manufacturière se trouveraient dans le même moment au même degré de civilisation, où elles n'apporteraient aucun obstacle au développement économique les unes des autres, où elles n'arrêteraient pas les progrès les unes des autres par la guerre ou par les lois de douane. Mais, si une nation a devancé les autres dans leur développement, elle essaiera de garder sa suprématie par un ensemble de mesures qu'on appelle le système douanier. De même, les nations qui ont été devancées par les autres, essayeront d'opérer la transition de l'état agricole à l'état manufacturier sous la protection d'un système douanier.

« Le système douanier n'est donc pas, comme
« on l'a prétendu, une invention de têtes spéculati-
« ves, c'est une conséquence naturelle de la tendan-
« ce des peuples à chercher des garanties de leur
« conservation et de leur prospérité ou à établir
« leur prépondérance. »

« Usez de la protection douanière, dit l'inspi-

« rateur du système national, mais avec ménage-
« ment et intelligence, *réservez-la pour les indus-*
« *tries considérables dont la possession importe à la*
« *prospérité et à l'indépendance du pays...*

« ...elle n'est féconde que sur un espace assez
« vaste pour permettre un large développement de
« la division du travail national... elle n'est bonne
« qu'autant qu'elle sert à l'éducation industrielle de
« la nation, et cette mission une fois remplie, elle
« doit faire place à la liberté. *La protection n'est*
« *qu'un moyen, c'est la liberté qui est le but.* »

J. Stuart Mill lui-même, n'avait-il pas dit que la supériorité d'un pays sur un autre, dans une branche de travail, tient parfois à ce qu'il s'y est adonné plus tôt ; il possède alors de l'habileté acquise et de l'expérience, et un droit protecteur temporaire dans ce cas, ne présenterait pas d'inconvénients ! (2)

C'est ce caractère temporaire que le système mercantile n'avait pas vu. Il commet la grave erreur de soutenir l'utilité et la nécessité absolues, universelles des restrictions, parce qu'elles ont été utiles et nécessaires chez certaines nations et dans certaines périodes de leur développement.

« Il (le système mercantile) ne voit pas que les
« restrictions ne sont qu'un moyen et que la liberté
« est le but. N'envisageant que la nation et jamais
« l'humanité, que le présent et jamais l'avenir, il
« est exclusivement politique et national, il man-
« que du coup d'œil philosophique de la tendance
« cosmopolite ! »

(2) Plus tard, J. S. Mill a repoussé cette idée, quand il s'aperçut que dix ans, vingt ans et davantage, ne suffiraient jamais pour les faire sortir de la période infantile.

Dans sa théorie, List exige donc avec insistance qu'une fois un pays suffisamment développé, il ne faut plus maintenir les restrictions, car elles donnent naissance à l'indolence.

Voici le processus d'une bonne politique commerciale : D'abord certains peuples, par le libre commerce avec des peuples plus avancés qu'eux, sortent de la barbarie et améliorent leur agriculture, puis, au moyen de restrictions, ils font fleurir leurs fabriques, leur navigation et leur commerce extérieur, puis enfin, *après avoir atteint le plus haut degré de richesse et de puissance, par un retour graduel du libre commerce et de la libre concurrence*, ils préservent de l'indolence leurs agriculteurs, leurs manufacturiers et leurs négociants et les tiennent en haleine afin de conserver la suprématie qu'ils ont acquise.

D'ailleurs, des droits d'importation trop élevés qui excluent absolument la concurrence étrangère sont préjudiciables au pays même qui les adopte, car ils suppriment l'émulation entre les fabricants indigènes et les fabricants étrangers et entretiennent chez les premiers l'indolence. De même, *rien de plus dangereux et de blâmable que la clôture subite et absolue du pays au moyen de prohibitions.*

List dit même : « Le commerce international, « en éveillant l'activité et l'énergie par les nouveaux « besoins qu'il crée..., est l'un des plus puissants « instruments de la civilisation et de la prospérité « des peuples. »

Ainsi, on voit que la théorie de List est profondément attachée au commerce international, elle prétend même être la théorie de la vraie liberté du commerce, puisque le protectionnisme ne doit être qu'un phénomène passager, un moyen pour arri-

ver à la liberté. Mais, par ce moyen on aura tenu compte des intérêts des nations qui pourront toutes arriver à un développement économique général ; mais, si à ce point de vue « le système national » se rapproche des tendances de l'autarcie, il est, pourtant, bien loin d'elle, quand il fait les éloges du commerce international et qu'il déclare avoir comme but, le libre-échange !

Ayant ainsi vu, dans les grandes lignes, les principes du « système national » en ce qui concerne la politique commerciale, il est nécessaire à présent de faire une analyse de cette théorie au point de vue de l'enrichissement du pays. On exposera donc les idées de List sur cette question. Il est évident que, de ce qu'on a déjà dit, on voit que le premier but de la politique protectionniste est justement *le développement économique de la nation* en vue du libre-échange. Or, ce développement économique, n'est-ce pas la richesse même ? et, à côté de cette richesse, il y a en même temps « la civilisation, l'éducation politique et la puissance des peuples qui dépendent principalement de leur état économique et réciproquement ! » Car l'industrie manufacturière est favorable « aux sciences, aux « arts, et aux progrès, elle augmente le bien-être « général, la population, le revenu de l'Etat et la « puissance du pays ; elle fournit à celui-ci les « moyens d'étendre ses relations dans toutes les « parties du monde et de fonder des colonies ».

Ainsi, le protectionnisme est le vrai moyen pour enrichir un pays et produire son développement général. Voici maintenant comment List explique cet enrichissement.

Toute restriction, sans doute, par le renchérissement des articles qui en sont l'objet, produit un mal immédiat qui consiste dans une perte de va-

leurs, mais ce sacrifice temporaire peut être largement compensé par un accroissement durable de la puissance productive ! Car, en prenant l'exemple d'un pays non développé, d'une nation purement agricole, on y trouve une portion considérable des forces productives et des ressources naturelles qui demeurent oisives et inemployées ! En plus, la prospérité, en tant qu'elle résulte du commerce extérieur, peut être interrompue, troublée, anéantie par des mesures de l'étranger et par des guerres. Il est vrai que, par l'exportation du blé, du vin, du lin, du chanvre, de la laine, etc. une nation inculte ou pauvre peut, à l'origine, améliorer notablement son agriculture ; mais ce n'est pas ainsi qu'un grand peuple parvient à la richesse, à la puissance, à la civilisation ! et c'est au protectionnisme que ce pays devra faire appel.

La perte causée par les droits protecteurs ne consiste, après tout, qu'en valeurs ; mais le pays acquiert ainsi des forces au moyen desquelles il est mis pour toujours en mesure de produire des masses incalculables de valeurs. D'ailleurs, le droit protecteur sur les produits manufacturiers ne retombe pas sur les agriculteurs du pays. Par le développement de l'industrie manufacturière, la richesse, la population, et par suite, la demande des produits agricoles, la rente et la valeur d'échange de la propriété foncière augmentent extraordinairement, tandis que les objets manufacturés nécessaires aux agriculteurs, baissent de prix avec le temps.

Dans un chapitre du « Système national », intitulé « Théories des forces productives et la théorie des valeurs », on trouve des considérations des plus intéressantes. Ainsi, il est dit : « Les causes de la richesse sont tout autre chose que la richesse elle-même ». Un individu peut posséder de la richesse,

c'est-à-dire des valeurs échangeables, mais s'il n'est pas capable de produire plus de valeurs qu'il n'en consomme, il s'appauvrira. Inversement, un individu peut être pauvre, mais, s'il est en état de produire au delà de sa consommation, il deviendra riche. *Le pouvoir de créer des richesses est donc infiniment plus important que la richesse elle-même.* Il en est ainsi des individus, mais aussi des nations. La prospérité d'un peuple ne dépend pas, comme le pense J. B. Say, de la quantité de richesses et de valeurs échangeables qu'il possède, mais du degré de développement des forces productives.

Un peuple a aussi le plus grand avantage à développer son industrie en vue de son commerce intérieur qui peut être jusqu'à dix fois plus considérable que son commerce avec l'étranger, et le commerce ne peut être important que là où l'industrie nationale est parvenue à un haut degré de développement.

Ici, List insiste encore sur le besoin de tout pays de s'industrialiser puisqu'une nation purement agricole ne développera pas à un haut degré son commerce intérieur ou extérieur, ses voies de communications, sa navigation, elle n'accroîtra pas sa population en même temps que sa prospérité, elle n'acquerra pas une grande puissance politique. Le pays purement agriculteur est infiniment au-dessous du pays à la fois agriculteur et manufacturier. Il ne peut pas déterminer lui-même l'étendue de sa production ; *il faut qu'il attende les achats de l'étranger*, et il est exposé à voir ses relations avec les nations manufacturières interrompues par la guerre ou par des mesures commerciales ; il éprouve alors le double inconvénient de ne point trouver d'acheteurs pour le trop-plein de sa production agri-

cole et d'être privé des articles fabriqués dont il a besoin.

Pourtant, pour List « la protection doit se limiter à certaines branches fondamentales de la « production nationale, branches maîtresses dont « les autres tirent leur sève comme des rameaux « secondaires. Au contraire, un tarif qui protège « indifféremment toutes les entreprises n'apparaît « plus comme un moyen de stimuler les forces productives, mais comme un instrument général de « défense à l'égard de la concurrence », disent MM. Gide et Rist en parlant du « Système National » (3).

Faire appel au protectionnisme pour rechercher et encourager l'industrie manufacturière, favoriser le développement économique général, essayer de devenir une « nation normale » pour, ensuite, pouvoir faire appel au libre-échange, telle doit être la politique commerciale de tout pays et aussi telle est l'essence des principes du « système national ».

Comment faut-il considérer toutes ces idées, et surtout, que faut-il penser des idées de List sur l'enrichissement et de l'avantage qu'il trouve dans le protectionnisme ? Vouloir répondre à cette question et vouloir discuter là-dessus, ce serait ouvrir le débat sur l'éternelle question : libre-échange ou protectionnisme.

Car si le « Système national » prétend avoir comme but le libre échange en passant par le protectionnisme, une grande partie des arguments qu'il développe sont ceux des protectionnistes. Mais, si l'on veut considérer les événements et la situation

(3) Gide et Rist. Histoire des Doctrines Economiques. Paris 1920.

de nombreux pays, on peut trouver des exemples où la théorie de List paraît avoir un fondement de vérité.

Même en laissant de côté des exemples brillants comme celui des progrès réalisés par la France sous Colbert, et dont la doctrine tient plus du mercantilisme que d'un protectionnisme savant, est-ce que le développement si rapide et si brillant des Etats-Unis, de l'Allemagne et de la France au ^{xix}^e siècle ne se sont pas produits sous le protectionnisme ?

Malgré la puissance des arguments du libre-échange contre cette théorie, on peut trouver de nombreux exemples qui paraissent être favorables aux enseignements du système national. Si l'on voulait appliquer celui-ci, on pourrait pourtant craindre qu'il rencontrât des difficultés qui rendraient sa réalisation pratique difficilement réalisable.

Est-ce qu'un Etat qui a permis à son industrie de se développer grâce au protectionnisme pourra, le jour de l'émancipation venu, revenir, comme le veut List, vers le libre-échange en abaissant graduellement le tarif douanier ? L'Etat ne trouverait-il pas devant lui les intérêts privés de quelques-uns qui finiront par avoir raison de l'intérêt général, comme disent justement les libéraux en critiquant le protectionnisme. L'exemple de l'Angleterre, adoptant le libre-échange, que List nous donne, n'a-t-il pu se produire que parce que l'Angleterre était seule et ne rencontrait pas de concurrence ?

Si donc, on ne peut revenir vers le libre-échange, le Système National perd beaucoup de son originalité. On doit pourtant le distinguer des autres protectionnistes, ceux qui reproduisent la théorie mercantiliste de la balance du commerce d'abord, les autres ensuite, les protectionnistes modernes

surtout. En effet, ces derniers s'appuyent sur deux arguments principaux :

a) *l'utilité pour une nation de conquérir son autonomie économique.*

b) *la nécessité patriotique de réserver aux nationaux le marché national.* Ces deux points, s'ils étaient appliqués dans leurs conséquences logiques, aboutiraient à rendre inutile tout commerce extérieur, et à *aucun moment List n'a songé à faire de l'autonomie économique* ou de la conservation du marché intérieur *le pivot d'une politique protectionniste.* Ses arguments et son but sont bien différents.

*
* *

La théorie de Frédéric List sur laquelle on s'est arrêté pendant quelque temps, nous a permis de voir que le libre-échange, tel que le désirent ses champions, a rencontré, (à côté du manque de réalisation pratique dont nous avons parlé dans le chapitre premier, des critiques même théoriques soit de ceux qui lui contestent toute valeur, soit de ceux, comme List, qui y voient un but réalisable par le moyen du protectionnisme seulement.

Du premier groupe, ceux qui contestent toute valeur au libre-échange, on a très peu parlé ; leurs opinions sont trop connues et, comme on l'a dit, en faire une analyse critique, serait faire un exposé de toute la controverse entre le protectionnisme et le libre-échange.

On s'arrêtera pourtant sur une théorie qui, par son originalité, par les notions nouvelles qu'elle introduit, nous paraît du plus grand intérêt. C'est la

« Théorie du protectionnisme et de l'échange international » de M. Manoilescu (4).

L'auteur se propose de créer une doctrine du protectionnisme, puisqu'il constate qu'en dépit des variations de la richesse et surtout en dépit des différences du degré d'avancement dans leur évolution industrielle, le protectionnisme domine dans tous les pays.

Pourtant, il n'y a pas de doctrine proprement dite de la protection. Aucune base scientifique pour nous dire quand il est vraiment avantageux de faire appel au protectionnisme et quand il faut y renoncer, ou bien, quel doit être le taux de la protection. En citant Yves Guyot (5), M. Manoilescu dit : « Une « industrie est protégée non pas d'après son importance, mais d'après l'influence de ses patrons. » Et il dit encore : « La théorie de List doit aussi être « rejetée, puisque ce n'est pas une vraie théorie « de la protection permanente. Elle ne fait qu'affaiblir le principe de la protection puisqu'elle est « présentée comme une exception au libre-échange « qui est le but. » List, qui a combattu le protectionnisme comme régime permanent d'encouragement de la production nationale, qui préconise une protection provisoire d'éducation pour les *industries seulement* et aussi seulement pour certains pays se trouvant dans une certaine phase de leur évolution économique et sociale, ne peut pas être considéré, d'après M. Manoilescu, comme un vrai protectionniste.

Il faut donc créer une théorie par laquelle les

(4) Mihail Manoilescu, *Théorie du protectionnisme et de l'échange international* (Paris, Marcel Giard, 1929).

(5) Guyot Yves. *La Comédie protectionniste*, Paris 1903.

pratiques protectionnistes actuelles soient remplacées par la science, et le désordre des intérêts particuliers, par l'ordre de l'intérêt général, clairement conçu et défini. Voilà ce que l'auteur se propose, voilà ce dont on aura à parler à présent.

* * *

M. Manoilescu introduit une motion, d'après nous d'une importance capitale, celle de la *productivité d'une branche de la production*.

Voici comment il faut déterminer (mesurer) cette productivité pour une unité de production donnée (fabrique ou exploitation agricole) : On prend la valeur brute de la production et on y soustrait tout ce qui représente une valeur préexistante à l'opération industrielle : a) les matières premières qui, à leur tour, avaient été l'objet d'une autre opération ; b) le combustible, c) les outils, d) l'entretien des fabriques, e) leur amortissement. Ce qui reste : Les salaires, les bénéfices du capital, les intérêts aux créiteurs, les assurances et les impôts, constitue la production nette. Pour mesurer cette production et pour comparer les différentes productions entre elles, il faut établir — les rapporter à — une unité. On peut les rapporter au capital investi ou bien au travail investi — au nombre des ouvriers. Mais, puisque c'est l'homme qui, en dernier lieu, est l'objet des préoccupations de la science économique, c'est lui qui constitue l'unité de mesure pour la production comme aussi pour la consommation.

« Une plus grande productivité par tête d'agent de production, signifie en même temps la possibi-

lité d'une 'grande' consommation par tête d'habitant... c'est donc le signe réel et le plus concret de la prospérité d'une société humaine. »

M. Manoïlesco accorde cette importance à la notion de production nette, parce que c'est elle qui représente le *gain national* réalisé par une branche quelconque de la production. Constitue un gain national tout ce qu'une industrie produit comme nouvelle valeur en dehors de la matière première, du combustible, etc. qu'elle emploie. Il ne faut donc pas mesurer l'avantage national d'une production par l'importance « du gain individuel du capitaliste qui est chose de surface » il n'y a que le gain national qui soit chose profonde. « Or, dit M. Manoïlesco, il peut arriver que, malgré la réalisation « d'une grande puissance de production, donc d'un « gain national considérable, il manque à la production d'une marchandise dans le pays certaines « conditions, ce qui fait que le prix de la marchandise créée dans le pays est supérieur au prix de « la même marchandise créée à l'étranger. »

Il n'en reste pas moins que la production de cette marchandise est avantageuse pour le pays. D'ailleurs, M. Manoïlesco montre, et il le prouve par de nombreuses statistiques, qu'en passant d'une branche de production à une autre, la productivité est extrêmement variable. Ainsi, d'après des diagrammes qu'il construit pour les Etats-Unis en 1914, nous pouvons constater que la productivité varie de 3.500 dollars par ouvrier par an dans l'industrie chimique à moins de 1.000 dollars par an dans les textiles et ateliers de réparations.

Pour chaque pays, on peut établir une moyenne de productivité correspondant à toute la population travaillante du pays et qui est de beaucoup

supérieure dans les pays industriels à celle des pays agricoles ou à économie mixte. Il résulte donc que la grande productivité est dans l'industrie, et au contraire, dans l'agriculture la productivité est généralement des plus faibles. D'ailleurs, les chiffres sont là pour nous le prouver. Dans les pays agricoles nous trouvons les revenus les plus bas par tête d'habitant. En 1900 le revenu moyen par habitant et par jour est de 0,46 fr. or en Russie et de 0,50 fr. en Roumanie. En 1927, M. Manoilescu trouve un revenu par jour et par tête d'habitant de 2,25 frs suisses en Roumanie. Il faudrait donc le travail de 1,6 producteurs, *pendant une année* pour chaque 1.000 frs suisses exportés ! Voilà des chiffres effrayants !... conclut M. Manoilescu.

En effet, surtout si l'on compare la production nette de l'agriculture par rapport à celle de l'industrie, on trouve qu'elle est *quatre fois plus grande* dans cette dernière.

Si nous prenons les 23 pays principaux du monde, nous constatons que pour le revenu agricole qui est de 20 % du revenu total de ces nations, travaille 52 % de la population active. Et le reste de 80 % du revenu total est réalisé seulement par 48 % de la population active. Par conséquence mathématique, toutes les autres activités humaines sont en moyenne approximative de 4,35 fois plus productives que l'activité agricole. C'est ce que M. Manoilescu appelle l'infériorité intrinsèque de l'agriculture à laquelle il oppose la supériorité intrinsèque de l'industrie.

De toutes ces constatations on peut conclure que ce que tous les pays doivent d'abord rechercher, les pays agricoles y compris, c'est de pousser leur activité vers les industries à grande productivité.

Il est évident que pour le réussir, les pays doi-

vent faire appel au protectionnisme (taxes douanières ou subventions. On constate aussi que dans *les pays de civilisation avancée, il y a une tendance à l'égalisation du rendement des différentes activités productives*. Une civilisation développée fait disparaître les contrastes économiques trop forts, qui caractérisent les civilisations arriérées. Ainsi la productivité de l'industrie n'est que de 1,57 fois plus grande que celle de l'agriculture en Angleterre. Il en résulte que ce sont surtout les pays agricoles et arriérés qui ont le plus grand avantage relatif à passer des occupations agricoles aux occupations industrielles.

Puisque, ce que tous les pays doivent en premier lieu chercher, c'est de développer les branches de la production à grand rendement ; ils doivent même faire appel au protectionnisme en abandonnant le libre-échange. Celui-ci est d'ailleurs rejeté, les arguments sur lesquels il se base étant jugés faux. L'argument suprême du libre-échange c'est qu'une nation, tout comme un individu, doit acheter, aussi bon marché que possible, les produits dont elle a besoin. Mais comparaison n'est pas raison. D'après M. Manoilescu, la situation de l'individu est la suivante : Il a un revenu déterminé, et en général il ne peut le changer qu'en changeant de profession ; de ce revenu, il achète les utilités qui satisfont ses besoins. Par sa profession, sauf s'il est agriculteur, il ne produit pas d'utilité qu'il consomme lui-même. Le seul problème est pour lui d'acheter meilleur marché afin de réaliser avec son revenu déterminé une somme maxima de satisfactions.

Il n'en est pas ainsi pour une nation. Celle-ci satisfait d'abord une grande partie de ses besoins par son propre travail. En changeant la structure

de son appareil de production, elle peut satisfaire une partie de plus en plus grande de ses besoins et diminuer ainsi la partie de ses besoins à couvrir par des importations de l'étranger. D'autre part, les marchandises importées — les seules qu'elle achète — ne sont pas payées d'une source de revenu fixe, comme chez un individu. « *Les marchandises sont payées en marchandises* que cette même nation produit. Ces marchandises peuvent varier tout comme quantité que comme valeur (c'est-à-dire comme pouvoir d'acheter d'autres marchandises) *Il dépend énormément de la puissance et de la facilité de créer ces marchandises qui servent à l'échange pour décider sur le caractère avantageux ou désavantageux de l'opération d'achat.* » Le bon marché seul des marchandises importées ne suffit pas à nous faire une idée de l'avantage de l'opération. Cet avantage ne dépend pas seulement de « comment on achète », mais surtout de « comment on se crée la puissance d'acheter. »

Chez une nation le problème de l'achat n'est jamais un problème purement commercial, c'est en même temps aussi un problème de la production (6).

Et voici comment M. Manoilescu résume la position d'un pays dans l'échange international : « *Dis-moi non seulement ce que vous achetez, mais aussi avec quoi vous achetez pour que je vous dise si vous achetez cher ou bon marché.* » Et M. Manoilescu nous donne un exemple frappant : « En Roumanie, on peut avoir le wagon de charbon étranger au prix de 6.000 lei, tandis que le charbon bon roumain de la même qualité coûte 7.500 lei

(6) Nous avons trouvé des idées semblables mais expliquées d'une façon beaucoup moins précise et complète chez Stuart Mill.

« le wagon. Par contre, la productivité dans la pro-
« duction du charbon est de 75.000 lei par produc-
« teur et par année, tandis que la productivité
« moyenne du pays est d'environ 30.000 lei par
« producteur et par année. Dans ces circonstances,
« il est plus avantageux pour la Roumanie de pro-
« duire le charbon que de l'importer. En effet,
« pour produire 100 wagons dans le pays, valant
« 750.000 lei, la productivité étant de 75.000 par
« producteur et par année, on a besoin de dix pro-
« ducteurs dans une année.

« En même temps, pour payer 100 wagons de
« charbon importés, valant 600.000 lei, on a be-
« soin d'exporter des marchandises nationales com-
« portant une productivité moyenne de 30.000 lei
« par producteur et par année, donc on a besoin de
« vingt producteurs dans un an. Donc il est plus
« avantageux de produire le charbon dans le pays
« même avec une infériorité de $6.000/7.500 = 0,80$,
« donc de 20 % vis-à-vis de l'étranger, que de l'im-
« porter. En important, c'est avec le travail de vingt
« ouriers dans une année que l'on procure 100 wa-
« gons de charbon, tandis qu'en produisant direc-
« tement dans le pays, *l'on a avec le même travail*
« *200 wagons de charbon.* »

Ensuite, M. Manoilescu dit encore : « Il est pro-
« fitable de renoncer à produire la marchandise
« comportant une petite productivité, pour ne pro-
« duire que la marchandise comportant la plus
« grande productivité, même si la première mar-
« chandise est produite dans des conditions *compara-*
« *tivement* supérieures à l'étranger »... la supé-
« rité comparative sur l'étranger de chacune des deux
marchandises n'a aucune importance : il ne faut pas
produire la marchandise ayant le plus grand avan-

tage comparatif par rapport à l'étranger ; mais, la marchandise qui, dans les conditions de la production indigène, représente vis-à-vis de l'autre, la plus grande productivité absolue.

Créer des industries de grande productivité pour faire augmenter la moyenne de productivité du pays par tête d'habitant ce qui est le signe réel de la prospérité d'une société humaine, ne pas importer les marchandises de grande productivité qu'il faut payer avec des marchandises qui ont, généralement, une productivité plus faible, car la nation y perd, voilà les idées maîtresses de la politique économique que doivent suivre les états appliquant la théorie de M. Manoilescu.

Voyons, maintenant, comment, en appliquant ces idées M. Manoilescu envisage le problème du commerce international :

Chaque pays voulant avoir des activités à grande productivité pourra faire appel au protectionnisme puisque même avec une protection de proportion extraordinaire on peut réaliser pour l'économie nationale un grand profit, car, il n'y a pas de limite a priori pour le degré de protection. (M. Manoilescu nous parle de taux de protection atteignant 200 %). Mais il faut, en pratique, tempérer ces conclusions un peu absolues puisqu'elles ne tiennent pas compte de considérations d'ordre social et autres qui ne peuvent pas être négligées dans le problème de la protection.

Pourtant, le libre-échange qui arriverait à des conclusions comme, par exemple, celle que les Etats-Unis ne devraient produire que du coton, du tabac et du blé (7) doit être entièrement repoussé.

(7) Patten. Les fondements économiques de la protection. Paris, 1899, Giard.

Il faut à présent se demander si, par le fait de rechercher de grandes productivités, on n'arrivera pas à un abandon général de la production des choses indispensables à la vie mais produisant une faible productivité. Non, car le réglage des quantités des choses indispensables à la vie, se fait automatiquement à l'aide du *mécanisme constant des prix*.

De même, le jour, où grâce à la protection, l'essor des industries aura jeté dans le monde une énorme quantité de produits industriels, les prix vont baisser de beaucoup par rapport aux prix des produits agricoles et des matières premières (8).

Il y aura donc un « abaissement de la productivité correspondante à l'activité industrielle et un rapprochement de cette productivité de la productivité agricole », ce qui ne peut être qu'un fait réjouissant puisqu'il signifie une évolution heureuse dans la vie de l'humanité.

En ce qui concerne l'opération des échanges même, il résulte, de ce qui vient d'avoir été dit, que l'excédent des exportations sur les importations n'est pas en lui-même un bienfait absolu qu'il faut réaliser à tout prix et dans tous les pays. Avoir eu un solde actif de la balance de commerce, ne signifie pas que le pays s'est enrichi, si le pays importe des marchandises à grande productivité et s'il exporte des marchandises à petite productivité. De même, le total respectif des exportations et des importa-

(8) M. Manoilescu, croyons-nous, se trompe en disant que les prix baisseront dans le monde entier. Peut-être aurait-il été intéressant, en analysant les incidences des tarifs douaniers sur le revenu national, de faire une distinction entre le revenu nominal et le revenu réel. Car, si le premier a toutes les chances de se trouver accru, le second ne sera-t-il peut-être pas diminué du fait que les prix auront monté plus que proportionnellement au revenu nominal.

tions ne fait qu'indiquer le chiffre d'affaires d'une nation et il en est de même des chiffres de la balance des comptes. Or, « le chiffre d'affaires d'une entreprise ne nous donne pas une idée du bénéfice qu'elle réalise. On peut tout au plus supposer que, normalement, le bénéfice croît quand le chiffre d'affaires croît. » Et pour certains pays, cette supposition n'est pas exacte. « C'est la qualité des marchandises importées qui décident du caractère avantageux ou désavantageux des opérations d'échange. »

En ce qui concerne la limite de la protection, M. Manoilescu trouve qu'elle est « de pousser l'industrie nationale jusqu'à la satisfaction des besoins du marché intérieur ».

Il ne faut donc pas, par la protection de l'industrie, lui permettre d'exporter au-dessous du prix de revient (lors même que parfois, à côté d'une perte concrète et positive de l'industrie, le pays pourrait trouver un gain). Le dumping est donc écarté.

Mais si la production intérieure d'un pays doit suffire à elle seule à satisfaire ses besoins, le commerce international n'a plus de rôle, surtout, si l'on préfère que les forces économiques (hommes et capitaux) employées dans la distribution, transport et commerce, doivent être tournées vers la production car « *il est toujours profitable d'éviter le commerce international et de diriger les forces économiques, devenues libres dans le commerce, vers l'industrie et l'agriculture, donc vers la production* ».

« Le commerce n'est qu'un moyen et un mal nécessaire parce que son extension n'est pas un bien en elle-même, au contraire. »

Mais après avoir dit tout cela, M. Manoilescu s'exprime ouvertement en faveur du commerce international et surtout contre l'idée d'autarcie, et voici ce qu'il dit :

« *L'Idée de l'industrialisation des pays arriérés n'a rien de commun avec l'idée d'autarchie ni avec l'idée de protection généralisée...*

« L'idée d'autarchie dans la vie moderne ne peut être soutenue que sur un seul argument : la guerre. Et encore ! ...L'industrialisation, telle que nous la concevons, est le contraire de l'autarchie. Chaque pays se consacre de préférence aux activités les plus productives, sans se préoccuper de la manière dont il va satisfaire à tous ses besoins. Le but est d'élever le niveau général de la productivité du pays. Quant à son approvisionnement en articles nécessaires à la vie de la nation, elle se fait soit par la production intérieure, soit par l'importation, *sans aucune préférence de ce point de vue*. Seul, le degré de productivité qu'un article comporte, décide pour sa production intérieure ou pour l'importation...

« La tendance à la concentration vers certaines activités à grande productivité, mène plus tôt vers des systèmes de production spécialisés et complets, par rapport aux besoins intégraux d'un pays. Une interdépendance se crée et se maintient entre tous les peuples par suite de la réalisation de cette tendance.

« Si chaque pays, d'un côté, arrive à produire pour sa consommation intérieure certains articles industriels, et devient pour ces articles indépendant de l'étranger, en échange, il reste dépendant des autres pays pour tous les autres articles — en

« si grand nombre ! — qu'il renonce à produire à
« cause de leur productivité trop petite.

*« Donc, c'est du côté de l'interdépendance et de
« l'appui réciproque des nations et non pas du côté
« de l'autarchie que mène notre conception. »*

De même, le système de M. Manoilescu est tout à fait opposé au système protectionniste généralisé. Seuls, les articles à forte productivité (dont la productivité dépasse la productivité moyenne du pays) sont protégés à l'exclusion de tous autres.

Pourtant si toute cette argumentation éloigne la théorie protectionniste de l'autarchie, elle reste, certes, beaucoup plus loin encore du libre échange, puisque « le but de chaque nation ne peut être
« de se confiner aux activités qui présentent une
« grande supériorité vis-à-vis de l'étranger (supé-
« riorité relative externe demandée par le libre-
« échange), mais au contraire de se concentrer
« dans les activités qui présentent un maxima de
« productivité absolue (supériorité intrinsèque in-
« terne). »

*
**

Voici un exposé rapide des idées de M. Manoilescu sur les échanges internationaux.

Que faut-il en penser ? Il est certain que la notion de productivité du travail que M. Manoilescu introduit est du plus grand intérêt, et sa théorie peut expliquer beaucoup de choses. En réalité, peut-on contester que les pays industriels se trouvent dans une situation économique générale beaucoup plus brillante que celle des pays agricoles. Peut-on comparer le « standard of life » d'un seul pays agricole avec celui d'un pays industriel ? A-t-on vu un seul pays agricole arriver, par le libre-échange, donc par l'exploitation de son agriculture seule-

ment, (qui est la production présentant le plus grand avantage naturel), à augmenter son revenu national, améliorant ainsi la situation économique du pays, donc relever le « standard of life » jusqu'au niveau de celui des pays industriels ? En même temps, l'exemple que M. Manoilescu donne sur la production du charbon en Roumanie, paraît concluant et, malgré les critiques qu'il a relevées, nous croyons qu'il contient un fondement de vérité.

Pourtant, la théorie de M. Manoilescu laisse plusieurs points d'interrogation. Il est vrai qu'il annonce un autre ouvrage, qui aura comme but l'étude des répercussions du régime de protection sur l'économie intérieure de chaque nation. Peut-être y trouvera-t-on quelques explications sur les questions que son premier volume n'a pas élucidées.

M. Manoilescu croit que l'avènement industriel des nouveaux pays ne troublera pas l'équilibre de l'humanité, puisque cette transformation ne fera qu'augmenter leur pouvoir d'achat. Ils ne cesseront pas d'importer des pays déjà industrialisés actuellement, mais, au contraire, ils pourront acheter plus. Avec le libre-échange, « les pays agricoles res-
« teront toujours purement agricoles et auront
« toujours une très petite capacité d'achat. Il n'y a
« que l'industrialisation de ces pays qui puisse aug-
« menter leur capacité d'achat et créer un débou-
« ché pour les produits des anciens pays indus-
« triels. » Ensuite, il nous dit encore : « Chaque
« pays aura la possibilité de satisfaire, pour un
« grand nombre de marchandises fines toute sa
« consommation intérieure. Il va sans dire qu'a-
« lors, chaque peuple aura de moins en moins la
« possibilité d'exportation de ces marchandises,
« pour la simple raison que tous les pays ne peu-
« vent pas être en même temps exportateurs des mé-

« mes articles industriels. » Il ressort donc, que les pays exportateurs devront changer la nature de leurs exportations. De même, d'après la théorie du protectionnisme, dans certaines conditions, dans le détail desquelles nous ne pouvons pas entrer, il devient plus avantageux pour les pays de produire seulement des produits industriels et de renoncer à la production agricole.

Mais, comment toutes ces transformations, se produiront-elles ? Comment est-ce qu'un pays peut renoncer à la production agricole ? Comment un pays industriel, dans le cas où, pour les marchandises qu'il exportait, ne trouvant plus de débouchés, pourra-t-il changer la nature des produits d'exportation ?

Evidemment, tous ces changements sont possibles en théorie mais, *pourra-t-on y arriver sans troubler l'équilibre économique, si pas celui de l'humanité, du moins celui des nations les pratiquant ?*

Comment la Roumanie, par exemple, pourrait-elle renoncer à son agriculture, si elle se trouvait dans une situation comme celle où la théorie du protectionnisme nous enseigne qu'il faudrait le faire ? *Et alors, que fera-t-elle, si des pays comme l'Allemagne, (où vont presque un tiers des exportations roumaines) et d'autres pays importateurs de produits agricoles roumains, trouvant une grande productivité dans leur agriculture, renoncent à importer des céréales pour les produire eux-mêmes ?*

M. Manoilescu dit encore, en critiquant l'autarcie, que son système se fonde sur l'interdépendance des nations. Tous les pays ne produisent donc pas la même chose, mais comment cela sera-t-il possible, puisque, ce que chaque pays doit chercher à produire c'est la marchandise ayant la plus grande

productivité, et que « *les branches de production* » *présentant une grande productivité absolue, sont* « *presque les mêmes dans tous les pays* ». (P. 299). N'y a-t-il pas une contradiction dans cela.

Voilà plusieurs questions qu'on se pose, après l'étude de la théorie du protectionnisme et qui semble rendre son application difficile.

Peut-être le second volume que l'auteur annonce apportera-t-il les éclaircissements et les solutions que nous ne pouvons pas trouver.

*
* *

L'analyse de la théorie de M. Manoilescu nous a permis de prendre connaissance d'une théorie à base scientifique, qui vise l'enrichissement des pays. Ses moyens sont complètement opposés au libre-échange, mais en même temps, elle rejette aussi l'autarcie dont on s'occupera à présent.

CHAPITRE III

L'ÉVOLUTION VERS L'AUTARCIE

Ayant jusqu'à présent parlé de l'opposition de doctrine entre le libre-échange et le protectionnisme, on s'est occupé des faits, dans les limites de l'indispensable seulement ; on a pourtant dû les prendre en considération, puisque, en Economie politique surtout, les faits agissent d'une façon si puissante sur les doctrines !

Dans le présent chapitre, on aura à s'occuper de la question de l'autarcie qui est le but de notre étude, et c'est ici qu nous insisterons beaucoup plus sur les faits, vu que ce n'est que par eux seuls qu'on arriverait à expliquer l'autarcie.

*
* *

Si l'on commence par considérer la situation avant la gurre mondiale, on peut dire que durant toute la seconde moitié du xix^e siècle et jusqu'en 1914, les échanges internationaux étaient basés sur le principe de la division du travail entre les nations, mais dans cette division, l'Europe a presque

le monopole des exportations industrielles du monde entier, tandis que pour les importations de matières premières, dont elle a besoin, elle s'adresse en général aux autres continents. Les Etats-Unis même sont dans une position inférieure, ils dépendent de l'Europe par les capitaux qui étaient venus mettre en valeur et financer le nouveau continent.

La guerre a pour effet de détourner l'activité des pays belligérants. Elle facilite la formation d'une nouvelle industrie et la mise en exploitation de nouveaux champs de culture. Il y a donc des pays jeunes qui profitent de la guerre ; en premier lieu, il faut citer les Etats-Unis comme le pays s'étant le plus enrichi par la guerre. Mais, une fois la paix conclue, tous ces pays nouvellement développés, voudront continuer à produire, tandis que les pays d'Europe chercheront à reprendre leur rôle d'avant-guerre et se mettront aussitôt au travail. En même temps, certains pays créés ou développés politiquement, (il s'agit surtout des pays de l'Europe Centrale), se sont entourés de barrières douanières, dès que la guerre a été finie, voulant aussi arriver à un développement économique, qui leur donne une plus grande autonomie. Ainsi, on voit déjà une confusion entre l'indépendance politique et l'indépendance économique, et aussi une première manifestation marquée de la tendance autarcique. Il est peut-être utile d'ouvrir ici une parenthèse.

Dans une très intéressante intervention faite lors des débats du congrès des économistes de langue française de 1936 (1) sur l'autarcie, M. Oualid faisait remarquer qu'il ne fallait pas confondre le

(1) L'Autarcie. Travaux du Congrès des Economistes de langue française. Paris 1936. Domat-Montchrestien.

protectionnisme et l'autarcie. Le premier ne vise qu'à protéger *momentanément* certaines productions pour regagner l'avance prise par d'autres pays; l'autarcie vise la suppression du commerce international.

Cette distinction est des plus exacte, et on a pu la constater en exposant les théories de List et de M. Manoilescu qui se déclarent adversaires de l'autarcie. Malheureusement, aujourd'hui on ne peut plus que *très difficilement faire cette distinction*. En effet, dans ses manifestations actuelles, (comme on l'a dit dans l'Introduction) on ne peut parler d'une autarcie absolue qui correspondrait au sens étymologique du mot, mais d'une tendance autarcique. Or, *cette tendance autarcique, c'est le fondement de toute protection d'aujourd'hui*. Le protectionnisme n'a plus ce rôle d'éducation passagère de certaines industries, mais, il semble s'établir définitivement, *pour permettre à une nation de développer au maximum toutes ses possibilités et toutes ses ressources*.

Fermons, à présent, la parenthèse pour revenir à l'étude de l'évolution économique de notre époque.

On a vu le rôle de la guerre sur cette évolution. Ce serait pourtant exagérer que d'attribuer à la guerre seule, toutes ces transformations et leurs conséquences.

Il ne faut pas croire que ce n'est que par suite des tristes événements de 1914-1918 que nous assistons à ce bouleversement économique. Il est presque une tendance naturelle qu'avec le temps, les pays jeunes et les pays arriérés commencent à vouloir s'outiller, en apprenant qu'ils peuvent produire eux-mêmes certaines marchandises. La guerre

n'a fait qu'accroître cette tendance et fit aussi apparaître ce bouleversement qu'on aurait peut-être pu éviter autrement, l'équilibre n'ayant pas été rompu.

Dans ce bouleversement, il y a beaucoup de monde qui souffre, on ne sait quel intérêt écouter d'abord ; mais un fait est certain, c'est que la première chose qu'on fait, c'est de négliger les autres pays et de vouloir réserver le marché national à ses propres produits pour secourir sa propre industrie qui est en souffrance. Mais cette politique influera sur l'étranger, qui presque involontairement devra réagir (s'il ne le fait pas par politique de représailles), puisque, ne pouvant plus vendre, il ne pourra lui-même plus acheter. Pour donner un exemple des erreurs qui ont été commises dans ce domaine, supposons un pays X. producteur de coton qu'il vend au pays Y. dont il achète des machines agricoles. Au moment où il aura la possibilité de fabriquer ces machines lui-même, il ne voudra plus les importer, estimant ainsi faire une économie. Mais, il ne se rend pas compte que, de ce fait, le pays Y ne pourra plus lui acheter son coton, car, il est obligé lui aussi à faire des économies. Il en est ainsi, parce que *dans les échanges on ne voit pas qu'on est deux (au moins) faisant une opération réciproque et, on n'envisage qu'une opération simple, celle de vente.*

Voilà comment se sont développées les entraves au commerce international que la crise de 1929 a encore gêné par les mesures qui y ont été prises : les contingentements, les restrictions de devises et ce principe des échanges bilatéraux, introduit par le fonctionnement des clearings.

Un autre fait a encore contribué à aggraver la situation. A côté de cette tendance des pays jeunes de se limiter à leurs propres marchés, on a assisté à

une politique inverse, celle des pays industriels, des pays évolués, qui veulent se suffire au point de vue agricole. Il en est résulté une surproduction mondiale qui a produit une baisse catastrophique des prix des denrées agricoles.

Le résultat de tous ces événements ne s'est pas fait attendre. Le commerce international a diminué d'une façon formidable ; rien que depuis 1928 jusqu'en 1933 cette baisse atteint plus de la moitié en valeur, et, quant à la production mondiale, elle-même, elle est en 1932 de 10 % inférieure à celle de 1913.

Les échanges internationaux se font donc de plus en plus difficilement, et, on peut concrétiser ce changement par la différence des formules qui étaient à la base du commerce extérieur ; autrefois, un pays disait à ses clients : « Je ne te donnerai quelque chose, si tu me donnes quelque chose ». Aujourd'hui, on dit : « Je te prendrai quelque chose, si tu m'en prends autant ! »

L'attitude de chaque pays d'ailleurs, comme nous l'avons expliqué, est celle du plus grand égoïsme. Chaque pays oublie qu'il existe une interdépendance des peuples, et ils oublient aussi le conseil si plein de sagesse de David Hume qui disait : « Seule la prospérité des autres nations développe la nôtre ! »

On a vu ainsi comment les événements qui ont eu lieu depuis 1914, et qui ont abouti à la crise de 1929, ont favorisé le développement de l'autarcie, qui à son tour n'a fait qu'aggraver la situation économique. Pourtant, il ne faut pas attribuer cette forte poussée vers la politique autarcique, à l'évolution économique seule. D'autres causes sont venues, et pour combien ! avantager ce développement.

Il y a d'abord une conséquence de l'expérience que certains peuples ont subie pendant la guerre. On a vu, que pour vaincre, il ne suffit pas d'avoir une armée puissante, on peut arriver bien facilement à perdre une guerre par la débâcle économique due à l'impossibilité de se procurer les aliments et les produits nécessaires à la subsistance, non pas seulement de la population civile, mais, à celle même des troupes.

Ainsi, l'idée d'une nouvelle guerre, fait rechercher à certains pays la plus grande indépendance économique possible. Dans un livre, dont nous aurons encore l'occasion de parler, intitulé « Autarkie » de Ferdinand Fried, (2) l'idée d'un blocus possible contre l'Allemagne, apparaît comme un spectre à travers tout le livre.

C'est encore depuis la guerre que nous assistons à la formation de courants d'un nationalisme de plus en plus puissants. Or, comme il est naturel, le nationalisme veut voir augmenter toujours davantage la puissance politique et, donc aussi, économique d'un pays. Son développement économique est recherché au maximum dans tous les domaines et, parfois même, l'orgueil national trouve-t-il une satisfaction à dire que le pays peut se suffire à lui-même. Or, comme nous vivons à une époque où la politique domine puissamment l'économie, ce fait ne reste pas sans conséquences.

Un pays peut aussi arriver à *craindre* le commerce international. On peut très bien supposer un pays qui dépend de l'étranger pour son ravitaillement en certaines marchandises, qui lui sont indis-

(2) Ferdinand Fried. Autarkie. Jena 1932.

pensables ; or, il se peut très bien que ses fournisseurs lui refusent ou soient empêchés de continuer à lui vendre ces marchandises. Le pays acheteur se trouvera alors dans une situation des plus délicates. A ce point de vue, l'expérience des sanctions économiques de 1935, contre l'Italie, ont été un exemple bien triste qui a certainement donné un puissant coup d'épaule au courant autarcique.

L'autarcie a donc fait son apparition (3) dans une situation économique spéciale, mais, ce qui a surtout dominé la formation et l'accroissement de ce courant, ce sont ces autres considérations d'ordre extra-économique.

Ayant expliqué la formation de l'autarcie, on aura à étudier à présent, son mécanisme et ses avantages ! On fera ainsi une analyse du courant autarcique.

(3) L'autarcie n'est pas un phénomène absolument nouveau sur ce sujet, nous trouverons des explications ultérieures.

CHAPITRE IV

L'AUTARCIE

Pour les motifs exposés dans le chapitre précédent, l'autarcie, ou plutôt, une politique à tendance autarcique, domine aujourd'hui dans presque tous les pays. Combien loin sommes-nous des préceptes de Smith, Ricardo, et Bastiat.

Il ne faut pas croire, pourtant, que c'est pour la première fois qu'on cherche à isoler les pays : chacun chez soi, comme jadis la Chine, derrière son mur !

Dans un remarquable exposé fait devant le « Congrès des économistes de langue française » dont nous avons déjà eu l'occasion de parler, M. Maunier, professeur de sociologie coloniale, à la faculté de droit de Paris, faisait remarquer que l'autarcie a son passé et, il citait, à cet effet, des principes de tendance autarcique déjà chez les Romains et une théorie semblable chez Mirabeau, le père, dans « l'Ami des hommes » qui : « a formulé, mais sauf le mot, toute la doctrine de l'autarcie ». De même, on peut encore trouver dans le passé des Empires coloniaux français et britanniques des aspirations d'autarcie impériale.

Ce n'est pas seulement dans le domaine des aspirations et des doctrines, mais même dans celui des faits, qu'on peut trouver un mouvement qui se rapproche de l'autarcie, c'est le *Mercantilisme*. Ce puissant courant, qui domine la politique commerciale des principaux états, pendant plusieurs siècles, recherche aussi le développement, au maximum, des industries et de toutes les ressources nationales, mais son but est différent. Ce qu'il recherche, c'est la possession de la plus grande quantité de métaux précieux dans lesquels le mercantilisme voit l'unique source de richesses. Si la production nationale doit être encouragée, c'est pour pouvoir moins importer, et qu'ainsi les métaux précieux ne sortent pas du pays. On voudra, au contraire, exporter le plus possible pour faire rentrer ces métaux précieux. C'est surtout une balance commerciale excédentaire que l'on recherche, situation, que notre époque a, d'ailleurs, aussi connue dans « les courses à la balance active ».

La possession de la plus grande quantité de métaux précieux, et non pas l'indépendance économique, voilà le but du mercantilisme. Mais, si le but diffère de celui de l'autarcie, en ce qui concerne les moyens, nous trouvons des points de rapprochement. Les deux recherchent le développement des ressources nationales, mais, tandis que le mercantilisme évite les importations (non pas celles de matières premières) et veut encourager les exportations, l'autarcie bannit tout commerce international !

* * *

On est ainsi porté à se demander : que veut l'autarcie et comment compte-t-elle y arriver ?

Un pays qui voudrait pratiquer l'autarcie dans

le sens étymologique du mot, c'est-à-dire, se suffire entièrement à lui-même, devrait rechercher une indépendance économique absolue. Or, il n'y a pas de doute, l'autarcie, ainsi comprise, est impossible. Comme le remarque M. Paul van Zeeland, dans son livre « A view of Europe, » (1) personne ne peut discuter le fait que l'économie moderne se base sur des relations internationales.

Peut-on trouver un seul pays où des produits de l'alimentation, de l'habillement ou des amusements ne viennent pas des quatre coins du monde ? Prenez la liste des industries de chaque pays et combien en trouvera-t-on qui puissent concentrer leurs achats ou leurs ventes à l'intérieur des frontières seulement ? *Il ne peut pas y avoir d'économie isolée de l'économie internationale.*

M. van Zeeland en trouve une preuve dans l'étendue de la dernière crise. Il n'y a pas un seul pays qui ait pu l'éviter.

Même les Etats-Unis, qui trouvent sur leur territoire la grande majorité des matières premières, dont les richesses naturelles, en proportion avec la population sont énormes, et dont le commerce international ne représente que 10 % de son commerce total, n'ont pu l'éviter.

De même pour la Russie soviétique, dont ses relations avec l'économie mondiale sont des plus limitées et strictement contrôlées, la crise a fortement influencé le développement du plan quinquennal et aussi la situation matérielle de l'U.R.S.S. La chute des « prix or » s'est produite là comme ailleurs.

(1) Paul Van Zeeland. A view of Europe, 1932.

Ainsi, l'autarcie absolue, appliquée à un pays, paraît comme impossible. On a donc pensé à la pratiquer sous d'autres formes qui permettent à éviter le commerce international dont on a, aujourd'hui, tellement peur !! Puisqu'elle n'est pas réalisable entre les frontières d'un seul pays, peut-être pourra-t-on élargir les limites de l'espace dans lequel on la pratiquerait ? On a pensé à la formation de blocs économiques indépendants. Il y aurait ainsi des blocs formés par *des empires coloniaux*, français, britanniques, par exemple (dont on s'occupera en détail ultérieurement), ou bien, des blocs fondés sur *des économies mégaspatiales entre pays limitrophes*.

Il suffit de remarquer que cette dernière espèce de blocs suppose un lien et une idéologie politiques, qui correspondent fort peu aux aspirations du nationalisme dominant aujourd'hui, pour qu'on n'ait plus besoin de s'occuper de cette dernière forme de blocs autarciques (2).

(2) En ce qui concerne cette dernière forme d'autarcie, M. van Zeeland remarque encore, qu'il n'est pas absurde d'imaginer la formation de blocs comme l'Empire britannique, l'Europe, les Amériques, la Russie (chaque groupe avec ses colonies) qui, dû à leur richesse, et aux progrès techniques, pourraient former des économies indépendantes, *mais il serait absurde de vouloir les réaliser*. D'abord, parce que l'autarcie, n'étant plus appliquée à un pays mais à un bloc, on se trouverait devant les mêmes questions d'organisation et de coopération qu'on rencontre actuellement dans l'économie mondiale. La difficulté serait tout au plus diminuée, mais sa substance serait la même. Et même si l'on arrivait à réaliser ces blocs autarciques, petit à petit, leurs évolutions économiques différencieraient et par là un antagonisme naîtrait ; on serait obligé de rétablir les relations entre les divers blocs car ces différences ne peuvent pas subsister. Il faut donc éviter une expérience pénible, dangereuse et inutile. La seule solution est une coopération internationale, dans laquelle on n'essayerait plus d'opposer ses intérêts économiques, mais de les faire concorder.

Puisque certains pays ne peuvent pas aspirer à suivre une politique d'autarcie impériale, n'ayant pas de colonies ou bien en possédant mais avec des ressources insuffisantes, de nombreux pays sont obligés à limiter leur désir d'autarcie en ne suivant qu'une politique à tendance autarcique.

Dans le livre original « Die Autarkie » de Ferdinand Fried, (3) on trouve un des rares essais de doctrine sur l'autarcie. Dans cet exemple, qui est le seul que nous connaissons de théorie de l'autarcie, l'auteur lui-même déclare ne pas *vouloir réaliser l'autarcie absolue*, mais il veut construire une doctrine économique nouvelle, qu'il oppose au libéralisme. En effet, dit Fried, le libéralisme se base sur la liberté qui est impulsive, expansive — elle a conquis le monde — mais elle s'est développée sans plan ni ordre et c'est ce qu'on a appelé l'automatisme de la liberté.

« C'est dans l'abstraction de l'argent et du cré-
« dit, que le libéralisme a mené une danse aveugle,
« mais enivrante qui l'a conduit à la fin tragique
« d'aujourd'hui !

Le commerce par nature, un échange de marchandises, devient une spéculation de l'argent. On ne commerce plus pour échanger un besoin contre une offre, mais pour faire une affaire d'argent, et ainsi le commerce devient une fonction du crédit. « Le commerce international conduit à l'anarchie ! » car le libéralisme ne peut pas concilier le principe « des échanges internationaux » et celui de la « nation ».

« Pour comprendre et réaliser la vraie écono-

(3) Ferdinand Fried. Autarkie, Jena 1932.

« mie libérale — dit toujours Fried — il faudrait
« concevoir un monde sans barrières, sans restric-
« tions, un monde qui soit une unité économique...
« Là il y aurait la spécialisation de chaque pays
« pour une espèce différente de culture : l'Austra-
« lie pour la laine, le Brésil pour le café, et d'au-
« tres pays pour les industries : l'Italie pour les
« chapeaux, l'Angleterre pour les habits, etc...
« Mais la spécialisation deviendrait si grande que
« le Brésil, par exemple, ne devrait plus cultiver
« que du café et plus de caoutchouc, etc., finale-
« ment ça devient une utopie — un rêve irréalisable.
« Les pays à la suite de la grande guerre surtout,
« ont vu qu'ils ont besoin de fabriques nationales
« pour s'habiller, par exemple... Et contre toute
« logique, peut-être, un pays ne cherche pas tou-
« jours à acheter le produit le moins cher, mais il
« préfère parfois son produit national, même s'il
« coûte plus. C'est ainsi que, partout, le principe
« économique, le *produit le moins cher* est vaincu
« par le principe national : le *produit de son pro-*
« *pre pays* ! Le principe de la spécialisation est vain-
« cu par la formule « chacun pour soi ! »

Ainsi, pour Fried, le libéralisme ne présente que dangers et inconvénients, qui d'ailleurs mènent à l'écroulement de l'économie libérale ! Il faut donc qu'il soit remplacé par l'autarcie. Celle-ci ne sera plus seulement un principe d'indépendance économique pour un pays, mais une doctrine qui sera la base d'un nouveau système économique.

C'est de ce système qu'on s'occupera à présent.

L'auteur nous dit d'abord que dans sa conception, *l'autarcie n'est pas une tactique passagère par besoin, mais une volonté nationale d'un nouvel ordre politique, social et économique.*

La réalisation de cet ordre nouveau est impossible sans économie dirigée. Elle nécessite l'éloignement de l'économie mondiale, dont on ne connaîtra plus les règles. On s'assurera un crédit indépendant à l'intérieur du pays. Aux anciennes règles du crédit et de la monnaie, l'autarcie oppose la monnaie dirigée. Au capitalisme elle oppose l'économie dirigée et à la liberté du commerce, l'autarcie.

En ce qui concerne le commerce international, le libéralisme a eu comme conséquence *la lutte pour les exportations*, en négligeant la qualité pour la quantité, car il fallait exporter à tout prix. Dans le système libéral, il n'y avait pas un plan des importations, et exportations, tout se réglait par le crédit. L'autarcie évite les égarements de l'économie libérale. Il ne faudra plus importer que ce dont on a absolument besoin pour la nourriture et la matière première mais *après avoir bénéficié de toutes les possibilités du pays*. Il faudra avoir un plan précis des importations annuelles. Pour les payer, il faut exporter pour une somme exactement égale à celle des importations. Il faudra plutôt faire un échange avec les pays dont on importe ; c'est donc des pays qui sont prêts à recevoir nos marchandises en échange, qu'il faudra importer et, parmi ceux-là, seulement, il faudra choisir les pays vendant le moins cher.

Dans l'autarcie de Fried les exportations ne présentent aucun avantage ; si ce n'est de permettre les quelques importations indispensables.

Une situation comme celle-là, où une grande partie de l'industrie travaille pour payer des dettes extérieures — tel que cela s'est produit en Allemagne, (car c'est sur le modèle et l'exemple de l'Allemagne que Fried construit toute sa théorie) ne de-

vra plus se produire, car alors avec quoi seront payés les ouvriers de ces usines exportatrices ?

En passant aux moyens, aux méthodes, qu'on devra employer dans l'autarcie, pour régler le commerce extérieur, Fried fait appel aux contingentements pour fixer d'avance la quantité qu'on aura à importer et aux traités d'échange pour assurer le mécanisme des échanges bilatéraux dont on vient de parler. On accorde, par exemple, à un pays, une certaine somme constituant la valeur des marchandises à exporter par ce pays en Allemagne, à condition qu'il en importe autant.

Les droits de douane doivent disparaître sous la forme de droits protecteurs. Ils ne seront plus qu'un instrument fiscal, ce qui est leur véritable but.

Par tous ces mécanismes, Fried croit mieux organiser les échanges internationaux ! L'autarcie ainsi ne signifie pas l'appauvrissement, mais l'enrichissement d'un pays, car elle ramène les échanges internationaux à leur véritable destinée, échange de marchandises et non pas une spéculation, telle qu'est l'exportation contre du crédit.

Dans le domaine des échanges internationaux Fried prévoit encore, la formation d'économies d'espaces fermés, cela dû d'abord aux échanges qui ont lieu entre les pays ayant des contrats de clearings, de paiements, de tarifs préférentiels, etc. et ensuite par le développement de l'idée d'impérialisme autarcique. Ainsi se produit ce qu'il appelle : « der Zerfall der Weltwirtschaft in verschiedene » Wirtschaftsräume ».

Tel est le système de l'autarcie que F. Fried envisage. Avant d'analyser ses possibilités, on doit encore remarquer une chose : comme on l'a dit, la théorie de l'autarcie est construite en envisageant

l'Allemagne. Or c'est justement là son premier point faible ; cette théorie considère trop la situation bien spéciale de l'Allemagne comme un modèle pour l'économie mondiale ; Fried est ainsi porté à dire que l'autarcie n'est pas seulement une nécessité, mais aussi un instrument politique pour une libération nationale !

En effet, c'est en recherchant une solution pour assurer à son pays une meilleure situation que Fried a construit toute sa théorie : « L'autarcie est « le dernier moyen dans la lutte économique et « aussi le seul moyen de résistance, dans le cas « où l'Allemagne serait de nouveau bloquée !... car « elle ne doit plus capituler ; pendant la guerre, « elle a déjà été bloquée, mais à présent, elle doit « être préparée à résister en adoptant, s'il le faut, « l'autarcie intégrale !! ».

De même, en faisant une analyse des possibilités de l'Allemagne, la conclusion qu'il tire de toutes les statistiques de production est « donc l'Allemagne peut arriver à se suffire ». Mais au prix de quelles privations le fera-t-elle, car « lorsqu'il « s'agit de l'indépendance d'un pays, un peuple « peut bien faire des économies (si pas se priver) « de café ou de chocolat ».

Ainsi, la construction de laquelle Fried voulait faire une nouvelle doctrine parfaite des échanges apparaît plutôt comme une doctrine allemande pour résister dans le cas où l'Allemagne serait bloquée.

La théorie de Fried n'est donc pas une théorie économique, mais une construction politique visant la situation de l'Allemagne qui, il n'y a pas à dire, est bien spéciale !

Ainsi, une fois de plus, et dans le seul essai de

de doctrine de l'autarcie, celle-ci nous apparaît comme un instrument politique.

En passant maintenant, à l'analyse du système de Fried au point de vue *économique seulement*, en laissant de côté toutes les considérations politiques, l'autarcie, dans le monde, paraît encore être une construction bien difficile à réaliser. Ses avantages économiques on ne les voit guère ! Sa réalisation nous apparaît comme désastreuse pour certains pays. Voici un exemple : Fried constate que $1/5^{\circ}$ seulement des poissons que l'Allemagne consomme, sont pêchés par des bateaux allemands et les $4/5$ par des bateaux étrangers, (norvégiens surtout) et il recommande à l'Allemagne de construire 300 nouveaux bateaux pour ne plus avoir à faire appel à la Norvège. Mais que deviendra la population de la Norvège, si on ne lui laisse plus son gagne-pain ?

De même, Fried accuse le libéralisme d'avoir par son désordre, poussé à la surproduction et il dit que sous le régime de l'autarcie, on ne devra plus brûler des récoltes... mais les papiers de crédit qui ont permis à trop développer la production.

Or, l'autarcie qui recommande à tous les pays de pousser au maximum toutes leurs productions, sera-ce justement elle qui empêchera la surproduction ?

L'économie dirigée aura-t-elle cette puissance magique de limiter les récoltes à des chiffres parfois minimales ? Et que deviendront les pays, qui jusqu'à présent exportaient surtout des matières premières puisque ceux qui les importaient ne le feront peut-être plus ? Ils devront chercher l'autarcie, mais, pour y arriver, ils devront s'industrialiser et changer donc complètement leur structure. Mais, pour cela, n'auront-ils pas besoin de capitaux ? D'où

les trouveront-ils, puisque l'autarcie bannit les prêts de capitaux ?

Quel peut donc être l'avantage économique pour un peuple, de se priver de certains produits presque indispensables, (4) et de faire des efforts inouïs pour, difficilement, produire des matières qu'on trouve en abondance et facilement produites ailleurs.

Un autre exemple montrera encore tout ce que l'autarcie a de anti-économique. Si chaque pays, appliquant le principe de tirer tout le profit possible de toutes ses ressources et sans tenir compte du coût de production différent, recourait aux « ersatz », que feraient les pays possesseurs en grandes quantités des produits qui seront remplacés ?

Peut-on considérer comme principe économique, un système, d'après lequel, tandis que certains pays feraient des efforts formidables pour produire des combustibles de substitution, toutes les ressources d'énergie que constituent le pétrole de l'Iran, du Mexique et du Vénézuëla ou même le charbon de l'Angleterre, resteraient inemployées ? !

*
* *

Il reste, maintenant, à étudier une dernière question : quelle peut-être l'utilité économique de l'autarcie ? Il s'agit donc de voir s'il peut être plus avantageux, au point de vue économique, pour un pays de tout produire lui-même, en renonçant aux importations et aux exportations, ou bien de profiter de ces deux phénomènes économiques. Le problème peut donc se poser de la façon suivante :

(4) Car, si les articles de Paris peuvent être considérés comme des articles de luxe, il n'en est certainement pas ainsi avec le riz, le café et le chocolat.

Quels sont les avantages ou les désavantages qu'un pays tire des importations et des exportations ? En répondant à cette question, on trouve en contrepartie la solution au problème des avantages de l'autarcie, puisque, si l'on découvre un avantage positif dans les importations et exportations, les supprimer pour pratiquer l'autarcie, doit fatalement être désavantageux. Mais comme le faisait remarquer M. Landry dans son rapport sur l'autarcie, au congrès des Economistes de langue française, apprécier l'utilité des importations, c'est un problème classique « mais problème parmi les problèmes classiques, particulièrement difficile ; je ne sais pas s'il en existe d'aussi malaisé ! »

Pour analyser la question de l'utilité d'une importation, il y a trois termes distincts qu'il faut envisager : a) Une marchandise entre dans le pays considéré, quel avantage ce pays y trouvera-t-il ? b) Une autre marchandise sort du pays en contrepartie, (on considère le cas général où les marchandises sont payées par des marchandises) quelle est la perte que le pays subit ? c) Si un jour ces importations et ces exportations ne se produisaient plus, il faudrait envisager les conséquences des changements qui auraient lieu dans la production nationale.

Dans le rapport qu'on a cité, M. Landry, en analysant la question, part, pour voir l'avantage des importations, d'une situation où, un pays pratiquant l'autarcie, viendrait au commerce international. Nous croyons plus intéressant de voir la situation d'un pays pratiquant les échanges internationaux ; et voulant venir vers l'autarcie.

Considérons à présent, les trois points séparément : a) Quelle utilité un pays peut-il trouver dans l'importation d'une marchandise ?

D'abord, il peut s'agir de marchandises que le pays en question ne peut pas produire lui-même. Est-il encore nécessaire de discuter l'utilité de ces importations ? Vouloir les supprimer, ce serait vouloir rétrograder du point de vue de la civilisation ! Il pourrait s'agir aussi de marchandises que le pays peut produire lui-même, (ou de « produits de substitution ») qui remplaceraient ces marchandises, mais qu'il coûte beaucoup plus cher de produire dans le pays que de les importer. Dans ce cas, l'importation fera apparaître « un bénéfice du consommateur », plus ou moins élevé en proportion avec la différence du coût de production entre les deux pays. Le bénéfice du consommateur sera constitué par la plus grande utilité que ce dernier trouve dans la marchandise, par rapport à sa valeur, (5). (car, sans cette supériorité, l'importation ne se ferait plus). Voici donc un avantage des importations.

Dans la théorie qu'on a étudiée de M. Manoilescu, il est dit qu'un pays doit parfois renoncer à ce bénéfice pour développer une industrie à grande productivité, ce qui sera ainsi favorable à l'enrichissement général du pays. Mais, comme le faisait remarquer M. Manoilescu lui-même, cette grande productivité ne se trouve pas dans toutes les marchandises. Donc, même s'il était favorable de renoncer à certaines productions, en recherchant l'enrichissement du pays, cette renonciation

(5) Il n'y a pas de coïncidence entre le coût de production et l'utilité d'un bien ! De même qu'il n'y a pas de coïncidence entre le prix d'une marchandise et son utilité — distinction que ne faisait pas Cournot, quand il déclarait toute importation dommageable !

ne doit pas être générale, et ainsi *de nombreuses importations restent utiles.*

b) Pour payer ces importations (on considère le cas général), on aura recours à des exportations. Quelle sera la perte subie ? Considérons d'abord quels sont les produits que le pays exportera. Ce seront ceux qu'il a le plus de facilité de produire. Il les produira donc facilement et il en produira beaucoup. Pour lui ainsi, il se pourrait très bien que, par cette abondance, les marchandises exportées ne présentent qu'une très faible utilité. Il les exportera aussi à un prix de vente presque égal à leur coût de production. En effet, si le coût de la production est si près du coût de vente, c'est parce que, sans l'exportation, en contre-partie des importations, cette production n'aurait même pas lieu. Il s'agit donc de ce qu'on peut appeler, une « exportation marginale ».

Pour mesurer l'utilité de cette exportation, on peut, en considérant le coût de production, voir quelle utilité le pays aurait pu en tirer, s'il avait produit d'autres marchandises pour le marché national. Mais, il se peut très bien qu'on ne trouve pas, ou qu'on ne trouve que très difficilement à occuper ailleurs ces agents productifs, (les ouvriers surtout) et alors ce qu'il faudra considérer, ce sera l'utilité que les marchandises exportées auraient, si elles étaient vendues sur le marché national. Or, comme on l'a dit cette utilité peut parfois être infime. Il résulte donc que la perte subie est variable d'un pays à l'autre ; elle est infime parfois, elle peut être plus grande, si pour le coût de production dépensé pour l'exportation, le pays aurait pu produire pour lui-même des marchandises de grande utilité. Il paraît pourtant plutôt difficile

que cette utilité soit supérieure à celle acquise par les importations obtenues en contre-partie des exportations. Quoique difficile, ce cas pourtant ne paraît pas impossible (6).

c) Enfin, il faut voir quelles peuvent être les répercussions de la suppression des importations et des exportations sur l'équilibre économique du pays qui chercherait l'autarcie. Ici, comme l'a remarqué M. Rappard au même « Congrès des Economistes de langue française », il y a un point qui n'est pas douteux : *« C'est qu'il est toujours désavantageux pour un pays de voir le mécanisme de sa production économique bouleversée »* (7). Deux points sont à examiner : d'abord, qu'advient-il de la main-d'œuvre que la suppression des exportations aura détournée du travail ? Trouvera-t-elle un emploi nouveau ? Cette question est particulièrement délicate aujourd'hui, quand il y a un chômage très prononcé dans de nombreux pays. La pratique de l'autarcie pourra d'ailleurs, par les nouvelles productions qu'elle crée, être des plus avantageuses pour la résorption, non seulement de la main-d'œuvre, devenue disponible par la suppression des importations, mais aussi pour le chômage qui existait déjà.

Le second point à examiner, c'est celui des placements de capitaux qui, avant, étaient placés à l'étranger. Le fait que ces capitaux viendront se placer en abondance sur le marché national, aura comme conséquence immédiate la hausse des prix,

(6) Sur ce point on peut trouver de très intéressantes explications dans la théorie de M. Manoilescu, déjà analysée.

(7) On a rencontré des difficultés de cet ordre, en parlant de la réalisation de la théorie de M. Manoilescu.

mais en même temps, par les investigations nouvelles, il pourra y avoir une diminution du chômage.

On a examiné ainsi la question de l'utilité des importations ; la conclusion que nous pourrions en tirer, ne serait certes pas favorable à l'autarcie. Celle-ci ne nous apparaît donc pas comme un régime présentant le moindre avantage économique. L'autarcie reste une doctrine politique et ne peut présenter que les avantages d'une pareille doctrine. Elle ne peut pas trouver la faveur de ceux qui recherchent la satisfaction des intérêts économiques.

DEUXIÈME PARTIE

L'APPLICATION DE LA POLITIQUE AUTARCIQUE

Dans une première partie de notre étude, nous nous sommes occupés du côté plutôt théorique de la question. Nous voudrions, à présent, analyser le côté pratique, c'est-à-dire étudier les manifestations de la tendance autarcique dans les états qui s'y sont dévoués et, tout en le faisant, on aura à prendre en considération un autre point, celui des possibilités que ces différents états ont pour réaliser l'autarcie.

Avant d'approfondir l'étude de l'autarcie, appliquée dans différents pays, nous voudrions remarquer tout ce que cette politique représente de dangereux pour les petits états. Pour des états comme la Suisse, la Belgique, ou l'Autriche, l'autarcie est un principe de mort. Si donc, certains états peuvent suivre le courant, pour d'autres, c'est leur existence même qui est en danger. Or, comme nous vivons à une époque où il n'est permis à aucun état de déconsidérer ses voisins, l'autarcie reste une ennemie du progrès et de la civilisation !

Notre étude se divisera en deux. Nous envisagerons d'abord l'application de l'autarcie nationale, et nous aurons à nous occuper de l'Allemagne, de l'Italie et de la Russie ; ensuite, nous parlerons de l'autarcie impériale, et nous étudierons les possibilités d'une politique autarcique dans l'Empire français et l'Empire britannique.

CHAPITRE PREMIER

L'ALLEMAGNE

L'Allemagne est le pays où semble s'être développé le courant autarcique le plus puissant et où le gouvernement même a fait de l'autarcie un idéal.

Pourquoi l'Allemagne recourt-elle à ce système ? C'est parce que depuis la guerre, ce pays se trouve dans une situation économique des plus difficiles, que la crise n'a fait que compliquer. A cette situation, le si puissant courant nationaliste n'a pu trouver qu'une solution : celle de l'autarcie. Il faut encore dire que si le pays ne s'y prête pas beaucoup, au point de vue des ressources naturelles, on se trouve pourtant devant le peuple le plus discipliné et le plus travailleur. Si l'on ajoute à ces deux qualités, l'acceptation de privations dûe au patriotisme que le national socialisme a si bien stimulé, on peut dire que le gouvernement qui recherche l'autarcie, se trouve en possession de trois atouts des plus puissants. Ce sont d'ailleurs ces qualités qui permettent à l'Allemagne de pratiquer l'économie dirigée, condition indispensable pour pouvoir suivre une politique autarcique.

L'Allemagne s'est tournée vers l'économie fer-

mée depuis la crise et la catastrophe bancaire de 1931, mais, c'est le national-socialisme qui a donné un puissant coup d'épaule à cette tendance.

L'idée d'un isolement économique est pourtant plus ancienne ; cette passion d'indépendance, cette volonté de se suffire par elle-même se trouve liée dans tous les esprits, et notamment, dans la pensée des hommes du peuple, aux souvenirs de la guerre de 1914. L'autarcie avait déjà suscité l'enthousiasme dans les cercles politiques en marge du national-socialisme. Le « Front Noir » d'Otto Strasser et lui-même, dans son « Aufbau des deutschen Sozialismus », (1) de même que tous les économistes de la « Die Tat » (2) ont préconisé cette doctrine, avant l'avènement de Hitler.

Pourtant, la politique, que l'Allemagne a suivie jusqu'à la crise, est en contradiction avec un système d'économie fermée. Depuis la réforme monétaire de 1924, on avait adopté le principe de la *rationalisation industrielle*, qui par la baisse des prix de revient, défiant toute concurrence, devait produire un immense enrichissement du pays par un développement massif des exportations. Ça devait être la conquête économique du monde par l'Allemagne. Cet essai de rationalisation avait coïncidé avec la politique de Stresemann qui était basée sur une collaboration internationale.

Malheureusement, l'évolution des événements ne donna aucune possibilité de succès à ce système. Il est donc intéressant de voir rapidement quels ont

(1) Otto Strasser. *Aufbau des deutschen Sozialismus*, 1932. Linderer. Leipzig.

(2) Les idées de la « Die Tat » sont celles exprimées par Ferdinand Fried dans « die Autarkie » dont nous avons déjà parlé.

été ces événements et, en même temps de suivre le trafic international de l'Allemagne depuis le début du xx^e siècle.

De 1901 à 1913 le commerce extérieur de l'Allemagne est régulièrement déficitaire, mais le solde est facilement couvert par la balance favorable des prestations de services. Après la guerre, dès 1919, les importations l'emportèrent sur les exportations. La guerre et ses conséquences avaient complètement appauvri le pays qui dut recourir à des importations massives. Ensuite vint l'inflation qui fit disparaître le fond de roulement du pays. Comme suite à cette inflation, de 1924 à 1929, les excédents annuels d'importations subsistent, (sauf en 1926) car on éprouva un besoin extrême de marchandises. Durant cette période, la balance de prestations de services, alourdie par le service des capitaux étrangers, ainsi que par les paiements des réparations est devenue déficitaire. L'équilibre de la balance des comptes fut obtenu grâce aux placements considérables de capitaux étrangers qui affluèrent à la suite de la conclusion du plan Dawes. De 1930 à 1933, la situation se renverse ; les exportations dépassent les importations ; mais, l'Allemagne devait payer les réparations et les charges d'intérêts échus qui sont devenues très lourdes. En même temps, l'afflux des capitaux étrangers s'arrête et on ne fait plus de crédits à l'Allemagne, au contraire, on commence à retirer les capitaux. En 1931, seul, environ cinq milliards quittent le pays. On exporte de plus en plus, la balance commerciale devient fortement active, mais le solde favorable des exportations est quand même insuffisant. A ce moment la situation devient toujours plus difficile ; la crise oblige le monde entier à se défendre et, *on n'accepte plus les exportations allemandes*. Chaque restriction d'im-

portation des pays étrangers entraîna une nouvelle diminution des exportations. De sorte que le solde favorable de la balance commerciale s'amenuisa de jour en jour et en 1934 il y eut un déficit de 285 millions de marks.

Voici un tableau de la balance des paiements entre 1925 et 1934 en millions de Reichsmarks.

ANNÉES	BALANCE DES PRÉSENTATIONS DE					SOLDE
	BALANCE DU COMMERCE	SERVICES	INTÉRÊTS	RÉPARATIONS		
1925..	— 2.444	+ 289	— 6	— 1.057		—3.218
1926..	+ 793	+ 449	— 173	— 1.191		— 122
1927..	— 2.960	+ 440	— 345	— 1.504		—4.449
1928..	— 1.311	+ 497	— 563	— 1.990		—3.367
1929..	— 44	+ 524	— 800	— 2.337		—2.657
1930..	+ 1.558	+ 538	—1.000	— 1.706		— 610
1931..	+ 2.778	+ 450	—1.200	— 988		+1.040
1932..	+ 1.052	+ 265	— 900	— 160		+ 257
1933..	+ 669	+ 232	— 700	— 149		+ 52
1934..	— 285	+ 275	— 500	— 120		— 630
1935..	+ 100		— 300			

Comme on peut le voir, la situation de l'Allemagne est des plus difficile. Une vague de pessimisme apparut et on ne parlait plus que de dissolution de l'économie mondiale, là, où cinq ans auparavant on avait mis tous les espoirs dans une expansion universelle (3).

(3) M. Leonhard Oberasher écrivait dans la Revue Economique Internationale, en Mars 1937 : « Avant la crise, l'Allemagne pratiquait un commerce triangulaire. Elle importait des Etats d'outre-mer (solde — 2.815 millions en 1929) et exportait surtout en Europe (solde + 2.862 millions en 1929). Avec la crise, comme ses principaux acheteurs étaient la France, la Belgique, la Grande-Bretagne, et que ceux-ci ont facilement pu réduire leurs achats en Allemagne, ce dernier

Quand on n'entendait parler que de désastres financiers, de catastrophes économiques, de décompositions de l'économie mondiale, le système libéral n'a plus trouvé en Allemagne aucune faveur. Au contraire, c'est le libéralisme qui est rendu responsable de l'ordre de choses existant. Partout on ne voit plus qu'une solution, c'est de rompre les liens économiques qui les rattachent à l'Occident en établissant un régime nouveau, celui de l'autarcie.

Comme nous l'avons déjà dit, l'idée d'une indépendance économique avait déjà pris naissance dans de nombreux milieux (4) C'est toutefois, dans ceux du national socialisme que sa fortune a été le

pays s'est vu dans l'obligation d'essayer de compenser ses achats dans les pays d'outre-mer par des ventes. Les échanges de l'Allemagne sont devenus bilatéraux. L'Allemagne s'est donc rendu compte que le reste de l'univers ne se sent nullement tenu de lui acheter des marchandises avec lesquelles elle pourra payer ses importations de matières premières et produits alimentaires, et que par contre on lui demande de payer ses dettes ! »

(4) Le Docteur Walter Weddigen, Professeur à l'Université d'Innsbruck, écrit dans la Revue Economique Internationale, en Janvier 1932 :

« En Allemagne, il existe deux conceptions fondamentalement différentes des possibilités actuellement existantes d'une solution à la crise. L'une de ces conceptions est défendue plus rarement que l'autre, mais elle l'est toujours avec plus de chaleur et de conviction. Cette opinion n'est d'ailleurs partagée ni par les cercles responsables qui s'occupent pratiquement de la crise, ni par les milieux savants. Nous la mentionnons pour caractériser les contre-courants, contre lesquels, une politique économique, réfléchie et consciente de la responsabilité est obligée de lutter.

« Cette conception attribue d'une façon absolument générale au capitalisme les perturbations d'équilibre qui ont constamment empêché jusqu'ici, depuis la fin de la guerre, une coopération solidaire des économies nationales dans le système de l'économie internationale... C'est en raison de ce mauvais fonctionnement du système capitaliste que les partisans de la théorie en question demandent que l'économie allemande se détourne de l'économie mondiale. Ils

plus rapide. Or, c'est justement au moment où l'économie allemande passait par les moments les plus critiques, que les nationaux-socialistes prennent le pouvoir. Ils venaient déjà imbus d'idées nouvelles qui devaient aussi éloigner l'Allemagne de l'économie mondiale, dans laquelle on ne voyait plus que la misère du pays.

En 1933, au moment de la prise du pouvoir, Hitler déclare : « Le peuple ne vit pas pour l'économie et l'économie n'existe pas pour le capital, mais le capital est au service de l'économie et celle-ci au service du peuple ». « Nous voulons rétablir la primauté du politique qui est appelé à organiser et à servir la lutte pour la vie de la nation. » Et, Otto Strasser avait déjà écrit : (5) « C'est le libéralisme qui porte la responsabilité de l'état des choses existant... Il (le libéralisme) s'exprime par des manifestations diverses qui s'appellent : capitalisme dans le domaine économique, individualisme dans le domaine social, matérialisme dans le domaine spirituel... Or le capitalisme tend irrésistiblement à l'établissement d'une économie mondiale. Il repose sur l'axiome d'un libre marché mondial. Sans tenir compte des irréductibles diversités géo-politiques, le capitalisme prétend établir un système universel valable pour tous les continents, toutes les races, tous les pays. Il ne peut donc faire autrement que de s'attaquer à ces diversités même, de combattre les originalités nationales, de réaliser, par le ni-

« prétendent qu'elle doit se réaliser par la création d'une autarchie économique fondée sur l'agriculture nationale et qui ne doit traiter avec l'étranger que par l'intermédiaire d'un monopole du commerce extérieur. »

(5) Otto Strasser. *Aufbau des deutschen Sozialismus*, 1932. Leipzig.

« vellement la primauté de l'économique. C'est
« contre cette primauté qu'il faut s'élever. »

Donc, pour se retrouver elle-même, l'Allemagne décida que c'est le politique qui doit primer.

Voilà les idées de ceux qui, en prenant le pouvoir ont rencontré les difficultés les plus grandes. En effet, en 1934, par rapport à 1928, le volume du commerce extérieur total subit une terrible contraction et n'atteint plus que difficilement la stricte nécessité. L'importation en denrées alimentaires est réduite, au point de vue valeur au $1/4$, et quant à la quantité aux $3/5$; tandis que pour les matières premières, l'importation est ramenée à un peu plus du tiers en valeur et à $4/5$ en quantité. Cette baisse a fortement impressionné les Allemands et a facilité le développement de l'idée de la nécessité de l'autarcie. En 1934, lors même que déjà depuis 1931 les événements avaient obligé le gouvernement à intervenir dans le mécanisme du commerce extérieur, les devises se firent de plus en plus rares. C'est alors que, pour régler le trafic de devises et l'importation de marchandises on eu recours au « Plan Nouveau ».

Le « Plan Nouveau » qui est du 24 septembre 1934 est un ensemble de mesures de défense, dont nous aurons à analyser les principes, mais, c'est aussi le premier grand pas vers l'autarcie. Voici comment celle-ci apparaît dans la conception germanique : c'est une organisation économique qui doit permettre à un pays — ou à un espace — de se suffire à lui-même dans la mesure du possible. C'est surtout l'agriculture qui doit tendre vers une autonomie et vers une suffisance absolue. Pour les matières de luxe qui manquent complètement, on les remplace (soie artificielle, combustibles synthé-

tiques). En même temps, on supprime et atténue le luxe par le retour à une vie simple et digne. On continuera pourtant à importer mais, dans la mesure du possible, en échange des exportations. *L'autarcie signifie l'abandon de l'étalon or, qui devient inutile, puisque c'est la monnaie du commerce international.*

Ces conceptions sont celles du national-socialisme. Dans le « Aufbau des deutschen Sozialismus », O. Strasser préconisait l'autarcie, le monopole du commerce extérieur et la création d'une monnaie intérieure indépendante de l'or, l'état devenant ainsi maître de ses destinées financières. Et si dans la définition de l'autarcie, on parle d'appliquer l'autarcie dans un espace, c'est parce qu'on envisage la création d'un empire du milieu, d'une « Zwischeneuropa » qui engloberait, à côté de l'Allemagne, les Etats de l'Europe Centrale et Balkanique et pourrait même, par le sud de la Russie, s'étendre jusqu'en Asie. Cet empire, comptant dans les 170 millions d'habitants, serait à base agraire, la population agricole s'élevant à 70 % du chiffre total. L'Allemagne fournirait les produits fabriqués, le Sud-Est les produits agricoles.

Les difficultés du commerce extérieur et le manque de devises (au moment de l'adoption « du nouveau Plan », les réserves d'or et de devises de la Reichsbank avaient fléchi à 75 millions de Reichsmarken), n'ont pas été les seules causes de l'adoption de l'autarcie. Un chômage de proportions immenses pesait lourdement sur tout le pays. Pour trouver du travail à environ 5 millions de chômeurs, adopter une politique autarcique semblait être la solution la plus indiquée ! Et, à ce point de

vue les chiffres que les Allemands peuvent invoquer parlent en faveur de l'autarcie.

Déjà jusqu'à la fin de 1935, le gouvernement prétend avoir donné du travail à 2 millions d'ouvriers. Voici d'ailleurs, d'après l'annuaire de statistique internationale de la Société des Nations, la moyenne des chômeurs par année en Allemagne :

ANNÉES	MOYENNE DES CHÔMEURS PAR AN	POURCENTAGE AU TOTAL DES OUVRIERS
1928.....	1.353.000	
1930.....	3.075.000	
1931.....	4.519.000	23 %
1932.....	5.575.000	30 %
1933.....	4.804.000	25,8 %
1934.....	2.718.000	14,5 %
1935.....	2.151.039	11,6 %
1936 (moyenne approximative)...	1.450.000	

En Mai 1937 les statistiques allemandes ont annoncé que le chiffre total du chômage est descendu au-dessous d'un million !

Ainsi, l'Allemagne semble avoir été poussée vers l'autarcie pour réaliser un double but :

1° Arrêter la fuite des devises et reconstituer la production en l'éloignant du commerce international.

2° Créer dans l'agriculture et l'industrie de nouvelles possibilités de travail.

A cela il faudrait ajouter un troisième but : Ne pas être à la merci de l'adversaire.

Pourtant en cas de guerre, la situation serait aujourd'hui bien différente de celle de 1914. Alors, rien n'était prévu : pas de recensement des stocks, des usines ou de leur capacité de production. Il n'y avait pas d'organisation centrale qui puisse pren-

dre en main, en cas de besoin, la direction de la production qui se trouvait disséminée. Aujourd'hui, la situation serait toute différente. La mobilisation est presque réalisée. Une réquisition totale de tous les instruments de production ne changerait pas l'armature économique ou son fonctionnement. Cette organisation serait insuffisante si les approvisionnements faisaient défaut. Pour cela l'autarcie devient nécessaire.

Néanmoins, à juger d'après les déclarations des milieux officiels, l'Allemagne ne veut pas recourir à l'autarcie complète. Il en a été surtout ainsi jusqu'à l'application du « Nouveau Plan ». Gottfried Feder, un des fondateurs du national socialisme, le Dr Schmidt, font tous des déclarations dans ce sens. Le Dr Schmidt, notamment, déclara le 2 mai 1934 à un journaliste étranger : « Au lieu de ne penser
« qu'à elle et de fermer ses frontières l'Allemagne
« désire trouver un moyen qui permette aux deux
« parties, débiteurs et créanciers, fournisseurs et
« clients, de faire des affaires et de vivre. S'il devait
« en être autrement, on verrait l'Allemagne com-
« mander à l'intérieur des produits de remplace-
« ment au lieu des matières premières qu'elle ne
« peut pas payer. L'Allemagne préfère, c'est de
« toute évidence, ne pas passer à l'exécution des
« mesures de ce genre ; elle désire procéder plutôt
« à un grand échange de marchandises entre les na-
« tions. C'est aux autres à rendre le passage libre ».

De même, dans un rapport annuel pour 1934, le ministre des affaires économiques fait ressortir qu'il n'entre pas dans les intentions de l'Allemagne d'instaurer une autarcie complète. Il est dit notamment que l'Allemagne se rend compte qu'elle se trouve entièrement dans l'impossibilité de se libérer de l'étranger par toutes ses matières premières.

Et, dans le même rapport, il est ajouté, que si le « Nouveau Plan » a apporté des restrictions au régime des importations et tend même à interdire l'entrée des produits qui pourraient être fabriqués dans le pays même, cela est dû seulement aux difficultés dans lesquelles se débat le commerce d'exportation.

Aujourd'hui encore, on n'hésite pas à proclamer que — la satisfaction de ses besoins vitaux assurée — le Reich ne demande pas mieux que de participer à une réorganisation des échanges mondiaux.

L'Allemagne a donc fait de l'autarcie une question vitale. (6) Voyons à présent, comment cette politique s'est-elle manifestée ? quelles ont été les mesures prises ? devant quelles possibilités le gouvernement s'est-il trouvé et quels ont été jusqu'à présent les résultats de cette politique ?

Il est de toute évidence que les mesures qui ont été prises, n'ont pas formé un seul bloc, mais, elles font pourtant partie d'une économie dirigée dont la direction appartient à un gouvernement qui ne semble jamais hésiter !

Quoique disparates, depuis 1934, ces mesures sont fondues dans des plans. Deux plans ont régi la politique économique du national-socialisme. Le « Nouveau Plan » du Dr Schacht et « le plan de quatre ans » annoncé par le chancelier Hitler au congrès de Nuremberg de 1936.

Du premier on a déjà eu l'occasion de parler. On a mentionné les difficultés qui ont été les causes

(6) Les Allemands ne manquent jamais d'affirmer que l'autarcie leur a été imposée et non pas qu'ils l'aient voulue, et que les responsables sont la conférence d'Ottawa et les contingents français.

de son adoption. Ce « Nouveau Plan » du 24 septembre 1934 doit faire face à un manque total de devises et à une situation du commerce extérieur des plus délicates. En conséquence, suivant ce plan, aucune marchandise ne peut être importée sans la délivrance préalable d'un certificat de devises qui n'est obtenu que si l'opération répond à un besoin véritable de l'économie. Les offices de répartitions de devises ne délivreront donc que des autorisations d'importations dont l'octroi est subordonné à l'utilité nationale. Le « Plan » recherche en même temps à proportionner l'importation des marchandises à la rentrée des devises et, aussi à créer un nouvel affluent des courants commerciaux ; ceux-ci seront canalisés de façon à accroître les exportations et à diminuer les importations. Ainsi, le « Nouveau Plan » a supprimé la liberté des échanges extérieurs et y a substitué la réglementation par l'Etat ! Le 24 juin 1935, une ordonnance est venue compléter cette réglementation en interdisant radicalement toutes les importations qui étaient restées libres. (7) Le résultat du « Nouveau Plan » est considérable. D'abord, il y a une importante réduction des importations de produits manufacturés. En même temps, le volume des matières premières importées a, lui aussi, fortement diminué. Quant aux exportations, le « plan » a réussi à ce qu'elles ne diminuent pas, au contraire, chose étonnante pour une époque où fonctionnent des offices de compensation et où chaque pays défend son marché national par des mesures diaboliques ; malgré la restriction des importations en Allemagne, ce pays

(7) Une nouvelle ordonnance du 28 Janvier 1936 du Docteur Schacht a fixé les importations à un chiffre correspondant au maximum à celui des exportations.

a réussi à développer ses exportations, surtout dans certains pays balkaniques et dans les pays d'outre-mer. Mais le résultat le plus important du « Nouveau Plan » a été que, par la réduction des importations et par les mesures qui y ont été prises, il a produit une évolution vers l'indépendance économique. Ce n'est certainement pas étonnant d'ailleurs, si l'on tient compte que les dépenses totales que ce plan entraîne ont été estimées à 13 milliards de marks, cela, par les subventions pour l'équipement économique, pour le développement des industries autarciques et aussi pour les subsides au commerce d'exportations.

Il faut voir à présent quelles mesures ont été prises dans chaque branche de l'économie, séparément. On doit d'abord tenir compte, pour suivre la politique autarcique allemande, en quoi les importations de ce pays consistent. En prenant les statistiques de l'année 1934, on trouve les proportions suivantes : 17 % seulement du total des importations sont pour les produits finis et 83 % pour les denrées alimentaires, les articles alimentaires de seconde nécessité et les matières premières. Evidemment, que dans un pays avec une industrie si puissante, vouloir réduire encore plus les importations de produits finis, a été assez facile. Les difficultés, en échange, apparaissent au moment où l'on veut réduire les importations de produits alimentaires et de matières premières, car, dans ce domaine, le pays ne paraît pas être très avantagé.

On analysera séparément la situation dans l'Agriculture d'abord, et ensuite pour les combustibles, les minerais, les textiles et autres matières premières.

Dans le domaine agricole, l'Allemagne fait les plus grands efforts, car elle espère, dans un avenir assez proche pouvoir atteindre une indépendance presque complète. Déjà, depuis plus d'un demi-siècle, elle s'efforce d'augmenter sa production de céréales, et depuis 1932 la production de céréales panifiables suffit à la consommation. Pour le seigle, la production est même excédentaire. Mais, la situation est toute différente pour l'ensemble des céréales fourragères et des végétaux qui servent à l'alimentation du bétail. Ici la production est nettement insuffisante. Pour le lait, le beurre et les graisses, la situation est aussi largement déficitaire. En étudiant le rapport de la production à la consommation, l'institut allemand des études économiques donne les chiffres suivants : La production nationale suffit à la consommation en pourcentage de 95-100 % pour le blé, les pommes de terre et les légumes ordinaires ; 90-95 % pour la viande et les autres légumes ; 80-89 % pour les œufs et les fruits ; 75-80 % pour le lait, la volaille, le fromage et le beurre, et 50-55 % pour les graisses en général. L'institut en tire donc la conséquence que l'Allemagne ne peut pas couvrir ses besoins en œufs, graisses, lait et viande. Il s'efforce donc, par une étude détaillée des calories contenues dans les différents aliments, de persuader la population que la nourriture végétarienne est supérieure à celle basée sur la viande et les graisses. Et ainsi, prosaïquement, le mot d'ordre devient : « mangez des calories ». (8)

Il faut à présent voir quelles ont été les mesu-

(8) Les denrées coloniales, riz, thé, café, chocolat sont considérées par certains économistes allemands comme du superflu qui doit être supprimé.

res prises par le gouvernement national-socialiste dans le domaine de l'agriculture. Il y a d'abord deux lois fondamentales : la loi sur la transmission intégrale du 29 septembre 1933 et la loi du 13 septembre 1933 sur la « Corporation alimentaire ». Avant cela, il y avait en Allemagne des chambres d'agriculture, des associations agricoles et des coopératives. Désormais, toutes ces organisations se trouvent rattachées à la « Corporation alimentaire » (Reichsnährstand). Celle-ci organise et embrasse toute l'agriculture. Dans le domaine agricole, il n'y a plus que des organisations corporatives. C'est à cette « Corporation alimentaire » qu'on a conféré la direction économique et toutes les attributions afférentes à la production agraire.

Ensuite, puisque la production des plantes fourragères était insuffisante, l'administration national-socialiste a décidé de réduire le cheptel qui a nettement diminué. Entre septembre 1934 et septembre 1935, le nombre des porcs a baissé de 25 à 22 millions. De même pour le lait, une ordonnance du 22 novembre 1935 a institué un contrôle pour éliminer les vaches qui sont les moins bonnes productrices de lait. On espère par ce moyen obtenir en même temps une augmentation de près de 50 % de la production de lait et de beurre qui, comme on l'a dit, est nettement insuffisante.

Voici à ce propos une statistique sur la production de beurre en Allemagne en milliers de tonnes.

Années :	1925	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Production totale	228	310	345	393	410	431	425	404

Une série d'autres mesures ont été prises dans le domaine agricole et alimentaire. Ainsi, au début de chaque campagne une quantité fixe de blé et de

seigle est déterminée pour la consommation humaine. Des délais de livraison sont imposés aux producteurs et les prix, au lieu d'être progressivement augmentés, de mois en mois, sont établis une fois pour toutes, afin d'encourager les livraisons rapides. D'ailleurs, pour réussir dans ce domaine, les Allemands essayent d'éliminer les effets de la loi de l'offre et de la demande pour que des troubles ne soient pas causés par les fluctuations des récoltes. Pour cela on essaye : a) de maintenir la production au maximum au chiffre de la consommation pour que la question de la surproduction ne se pose pas ; b) de faire un stockage qui puisse agir sur l'offre.

Le gouvernement essaye d'encourager, toujours par le mécanisme de la fixation des prix par voie d'autorité, la consommation de la viande de porc, pour soulager ainsi le marché des céréales et celui des bêtes à cornes.

Par ailleurs, on espère obtenir de nouveaux progrès par les mesures du « Plan de quatre ans » du 18 décembre 1936. On l'a déjà mentionné, et on aura encore l'occasion de s'en occuper.

Mais dans le domaine de l'agriculture, ce plan envisage l'extension des surfaces cultivées par des travaux de drainage et d'assèchement ; une augmentation du règlement des terres est aussi attendue par une utilisation méthodique des engrais et des machines. Le comité de direction du « Plan de quatre ans » a déjà publié un décret par lequel tout propriétaire ne cultivant pas suffisamment bien son terrain est obligé de le faire, ou bien si non de céder la culture du dit terrain à des personnes ayant la compétence pour le faire. Le comité du « Plan de quatre ans » prend ces mesures considérant qu'en ne cultivant pas tous les terrains avec le maximum

de rendement, on compromet l'approvisionnement du Reich en aliments.

On considère pourtant que toutes ces mesures ne donneront des résultats positifs qu'à partir de 1938. Mais les progrès qu'on a déjà obtenus ne sont pas à déconsidérer, lors même que l'Allemagne fait encore largement recours aux importations de Roumanie, Yougo-Slavie, et Argentine, et l'on ne croit pas qu'elle puisse jamais arriver à s'en débarrasser. En effet, la production à l'hectare a déjà été fortement augmentée, de même que la surface totale cultivée ; et, comme pour la surface il y a des limites et que pour la production, malgré l'économie dirigée et son action sur les prix, la loi du rendement décroissant reste valable, ainsi, même au prix des plus grands efforts, en ce qui concerne l'agriculture, l'indépendance économique absolue de l'Allemagne ne paraît pas pouvoir être réalisée.

Le second point à étudier est celui des combustibles. C'est le problème le plus délicat qu'ont à résoudre les instaurateurs de l'autarcie en Allemagne. C'est aussi certainement leur « bête noire » ! En effet, dans cette branche, le pays ne dispose que d'une seule matière première de valeur : le charbon. Aussi, l'Allemagne veut-elle en tirer le plus grand profit. Depuis longtemps déjà, elle a créé une puissante industrie chimique de matières colorantes et de produits pharmaceutiques surtout. Elle veut aujourd'hui remplacer l'essence par un carburant synthétique, cela du moins dans la limite où la production nationale du pétrole naturel est insuffisante. Des efforts appréciables ont été faits pour développer aussi cette dernière production.

Voici d'ailleurs à cet effet les chiffres de cet accroissement : en milliers de tonnes métriques.

Années :	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Production de Pétrole brut	103	174	229	230	239	318	430

On voit donc, qu'en 1935, la production atteignait 430.000 tonnes de pétrole brut (soit 0,22 % de la production mondiale) qui se prête par sa qualité surtout à la production des huiles lubrifiantes.

Mais la consommation de carburants liquides est énorme. Seule pour l'essence, le syndicat des commerçants (qui vend 90 % de la consommation) a vendu en 1935 plus de 1.500.000 tonnes et la consommation est en hausse continuelle. Dans la même année l'Allemagne a dû importer 3.767.000 tonnes de produits pétrolifères dont 1.224.300 d'essence naturelle.

On a donc décidé de faire appel à des carburants de remplacement, l'essence et l'alcool synthétiques, et de grands efforts ont été décidés à cet effet.

La production totale allemande était déjà de 835.000 tonnes en 1934 dont :

Essence de synthèse 290.000 tonnes.

Essence tirée du pétrole national 90.000 tonnes.

Alcool 185.000 tonnes.

Benzol 270.000 tonnes.

Pourtant tous ces chiffres ne représentent que 30 % des besoins du pays.

En ce qui concerne l'alcool éthylique, en 1931 la production était de 100.000 tonnes : elle a doublé déjà aujourd'hui et le gouvernement impose une immixtion de 10 % dans toutes importations d'essences. Mais l'alcool éthylique coûte plus cher que l'essence synthétique. Pour les produire, 3.500.000 tonnes de lignite ont dû être travaillées. En ce qui

concerne le prix de revient, il dépend évidemment surtout du prix du charbon. D'après le général Sérigny, dans un article de la Revue des Deux Mondes de 1936, le prix de revient s'élève à 140 francs français l'hectolitre, tandis que l'essence naturelle arrive à 22 francs à Hambourg. La différence est donc de 120 francs environ, égale au montant des droits perçus à l'importation. Chaque fois, par conséquent, dit le général Sérigny, que la production allemande verse 100.000 tonnes d'essence synthétique dans la circulation, le trésor fait un sacrifice de 170.000 frs. Le prix de l'essence ne renchérit pas, mais la perte fiscale est énorme.

Pourtant l'Allemagne fait ainsi des économies de devises et surtout augmente la demande de travail.

La consommation de combustibles, pourtant, est de plus en plus grande ; cela est dû surtout à l'accroissement de la production des automobiles et motocyclettes, grâce au programme gouvernemental ; voici les chiffres :

Années :	1932	1933	1934	1935
Productions automobiles .	44.000	83.000	157.000	215.000
Productions motocyclettes	46.000			116.000

En plus, il y eut de nombreuses livraisons faites à l'armée, aux chemins de fer et aux postes (pour une valeur de 1.200.000.000 de marks en 1935 seulement).

Dû à cela, l'importation totale de produits pétroliers est en hausse. Elle atteignait 2.677.000 tonnes en 1933 et passe à 3.767.000 tonnes en 1935.

L'ambition des producteurs allemands de produits pétroliers synthétiques est, pour 1936, d'empêcher les importations à augmenter encore, et,

tout au plus à arriver à couvrir 35 % des besoins de la consommation. Mais, on estimait qu'en 1937 l'Allemagne pourrait assurer les $\frac{2}{3}$ de ses besoins en carburants légers et 15 % en huiles lourdes, et, pour les premiers, en 1938, on espère arriver à couvrir 100 % des besoins.

Pour cela on construit de nouvelles usines ; mais les installations de la Braunkohlen Benzin A. G. à Dohlen et à Magdembourg, sortent assez difficilement de terre. Un nouveau procédé (Fisher-Tropsch) moins coûteux est apparu, et le chancelier Hitler a déclaré au Salon de l'Automobile, en 1935 que l'Allemagne doit « faire passer dans la pratique ce qui a été réalisé en théorie ». Ainsi, on voit que l'Allemagne espère bientôt se rendre indépendante en ce qui concerne les carburants. Elle pourra réussir, mais, comme nous l'avons montré, pour cela les efforts sont des plus coûteux.

Un autre produit pour lequel l'Allemagne dépend de l'étranger, c'est le caoutchouc. En 1935 seulement, elle en a importé pour 2.552.000 marks. Elle cherche aujourd'hui à le remplacer par un caoutchouc synthétique, qui soit en même temps de meilleure qualité.

En ce qui concerne les engrais, en 1913, l'Allemagne importait 630.000 tonnes de nitrates. Pendant la guerre, on inventa le procédé Haber qui permit la création d'une industrie de produits synthétiques de l'azote, et en 1934 l'Allemagne n'importait plus que 84.000 tonnes en nitrates. Ce chiffre a encore diminué.

Enfin, un autre domaine où l'Allemagne dé-

pend de l'étranger, c'est celui des textiles. 90 % de la consommation venait de l'étranger. En ce qui concerne les fibres textiles, aujourd'hui elle produit déjà le tiers environ des matières premières qui lui sont nécessaires. La laine de cellulose commence aussi à être utilisée largement ; cinq nouvelles filatures ont été construites en 1935, et leur capacité de production est de 60.000 tonnes. Des résultats encore plus appréciables ont été obtenus pour la production de la soie artificielle. Voici les chiffres de cette augmentation en tonnes métriques :

Années :	1927	1932	1933	1934	1935
Production totale de la soie artificielle.	18.744	28.173	32.801	40.850	47.000

Pourtant, l'industrie textile bénéficie beaucoup moins des commandes de l'état. Les importations ont beaucoup diminué, mais cela est dû, beaucoup plus aux restrictions d'importations qu'à un grand développement de la production.

Voici en milliers de quintaux le chiffre des importations de matières textiles :

	1935	1936
Soie grège et bourre de soie	106.592	76.769
Laine brute.	1.563	1.254
Coton brut	3.979	3.250
Lin, chanvre, jute, etc	2.439	1.978

Comme on a pu le voir, l'Allemagne s'est donc engagée dans une lutte immense pour un nouvel équipement économique, lui permettant de réaliser une politique autarcique. Il faut à présent voir comment ce pays est arrivé à financer tout ce programme.

D'abord, pour assurer le placement désirable des capitaux :

1. On a interdit de nouveaux investissements aux entreprises privées, dans le cas où, ne tenant pas compte de la non rentabilité de leurs exploitations, elles ne renonçaient pas à les aggrandir.

2. Pour empêcher les déviations de capitaux et pour mettre le capital nouvellement formé au service de la création de travaux publics, on créa en 1933 un comité qui doit régler et surveiller toutes les affaires concernant le marché monétaire et le marché des capitaux. C'est à cette commission, mais, avec l'assentiment du ministre de l'Economie du Reich, qu'est subordonnée toute émission de valeurs et d'actions nouvelles.

En ce qui concerne les capitaux que l'Etat a employés pour les besoins des industries subventionnées, jusqu'en 1935, la grosse partie des crédits a été fournie par les banques privées et par la Reichsbank, qui ont escompté les effets émis par le Reich en vue de l'exécution de son plan de rééquipement économique. Près de 2 milliards ont été couverts ainsi.

Au début de 1935, le III^e Reich émit, pour la première fois, des obligations à long terme au taux de 4 1/2 %. Cette émission fut souscrite par voie d'entente directe par les gros détenteurs de capitaux. Un milliard a été souscrit par les caisses d'épargne et 300 millions par des compagnies privées d'assurances sur la vie, durant l'année 1935. A la fin de l'année 1935, un emprunt de 50 millions de marks fut émis pour la première fois, sous la forme de Bons du Trésor, remboursables en dix ans. Il fut pris par un consortium qui le plaça dans le public.

En juin 1936, on décida d'émettre un nouvel

emprunt de 700 millions directement placé dans le public.

Comme on voit, le III^e Reich a fait largement appel au crédit, mais il n'a pas eu recours à une inflation de papier-monnaie. Voici à ce propos quelques statistiques intéressantes :

Situation de la Reichsbank :

Situation le :	31 déc. 1934	31 déc. 1935	31 déc. 1936
Encaisse or	79.101	82.479	66.452
Traites, chèques et bons du Trésor...	4.020.586	4.498.285	5.447.502
Circulation de billets	5.270.000	5.715.000	6.366.000
Pourcentage de la couverture de la circulation totale ..	1,6 %	1,5 %	1,1 %

On peut donc voir que la circulation n'est qu'en faible augmentation.

Dépôts dans les caisses d'épargne *en millions de Reichsmarken.*

Années :	1927	1929	1933	1935
Dépôts en R.M.	6.475	12.338	14.707	15.809

Jusqu'à présent on a pu voir que l'Allemagne a fait de grands efforts pour se donner un nouvel équipement économique qui lui permette d'obtenir une plus grande indépendance économique et même pour arriver le plus près possible de l'indépendance absolue. A cet effet, les gouvernants du III^e Reich ont adopté un plan quadriennal. C'est le 18 décembre 1936 que fut promulgué ce « plan de quatre ans » qui a comme but *un isolement plus complet* et comme moyen une économie encore plus strictement dirigée. En effet, à partir du jour de sa promulgation, toute augmentation des prix est défendue. La réglementation du marché agricole et

du bétail est encore plus sévère. Il y a aussi une intervention dans le marché de la consommation pour essayer de mieux l'adapter à la production. La réalisation de ces mesures est facilitée par le fait que le général Goering a reçu les pleins pouvoirs pour toutes les questions intéressant l'approvisionnement en matières premières et en devises. Le « plan de quatre ans » est destiné à assurer l'indépendance de l'Allemagne pour les matières premières qu'elle ne pouvait jusqu'ici se procurer qu'à l'étranger. Il recherche donc une autarcie à outrance. Cette réalisation est-elle possible ? On peut difficilement le croire car voici une statistique publiée par les Allemands pour montrer à quel point l'Allemagne est obligée d'avoir recours à l'étranger. En 1934 la provenance nationale des matières premières est de :

Production de textiles bruts	10 %
Fer	30 %
Manganèse	50 %
Peaux et cuirs	50 %
Bois de construction	75 %
Cuivre	10 %
Plomb	34 %
Zinc	68 %
Bauxite	1 %
Huile minérale	30 %

Le « plan de quatre ans » recherche en même temps de trouver de nouveaux débouchés à l'exportation. Cette tendance est évidemment en contradiction avec une autarcie absolue. Le gouvernement du III^e Reich déclare, d'ailleurs, ne pas rechercher cette dernière. Voici, par exemple, quelques passages du discours prononcé par le chancelier Hitler en janvier 1937, devant le Reichstag :

« Je veux commencer d'abord par rectifier une
« erreur qui me paraît très regrettable. Cette erreur
« consiste à dire que l'Allemagne aurait la moindre
« intention de s'isoler, de passer indifférente à côté
« des événements du reste du monde, ou, qu'elle
« ne peut pas tenir compte des nécessités générales.

« Nous saisirons toutes possibilités — M. le Mi-
« nistre Eden peut en être sûr — pour affermir nos
« relations économiques avec les autres peuples, de
« même que toutes les possibilités d'améliorer et
« d'intensifier la circulation intérieure et notre
« économie... Je veux du travail et du pain pour
« mon peuple : non pas d'une manière passagère,
« en me faisant accorder des crédits, mais par une
« production solide et permanente, *me permettant*
« *d'échanger des marchandises avec le reste du*
« *monde*, ou dans le circuit de notre propre éco-
« nomie. L'Allemagne a un nombre considérable
« d'hommes qui veulent, non seulement travailler,
« mais manger...

« C'est cette production qui est la couverture
« d'une monnaie. Une monnaie n'est pas couverte
« par une banque ou un trésor plein d'or. La plus
« puissante expression de la direction de notre éco-
« nomie est la proclamation du plan de quatre ans.
« Par ce plan, nous garantissons que les masses
« d'ouvriers, quittant l'industrie des armements,
« retrouveront une occupation durable dans le cir-
« cuit de notre économie ».

Il apparaît donc assez clairement que malgré les efforts indubitables que l'Allemagne a faits pour obtenir la plus grande indépendance possible, elle se rend compte que cette politique est des plus difficile et des plus coûteuse. Peut-être ne s'y est-elle décidée que parce qu'elle ne voyait aucune autre solution à sa triste situation économique. Aussi, vou-

drait-elle s'éloigner de cette politique et pour cela l'idée d'une conférence pour examiner la distribution des matières premières dans le monde est très chère aux Allemands. On doit expliquer leur attitude par leur situation actuelle qu'ils déclarent intenable. Voici ce que disait en décembre 1936 le Dr Schacht :

« Nous sommes constamment obligés de constater, à notre grande surprise, que de nombreux pays étrangers ne se donnent pas la peine de rechercher d'où vient, en réalité, l'attitude intellectuelle, qui leur paraît si étrangère à leur propre esprit, de l'Allemagne. La raison en est simplement celle-ci : nous sommes un pays qui, dans un espace trop restreint, a une trop grande population, et ce fait pèse sur nous comme un cauchemar !... On dit que l'Allemagne devrait restreindre le nombre de ses naissances, — mais cela contredit la morale la plus élémentaire ; aussi longtemps que le globe contiendra les éléments nécessaires pour nourrir les êtres qui l'habitent...
«L'octroi à l'Allemagne de territoires coloniaux est la solution logique aux difficultés existantes ».

On a, jusqu'ici, examiné l'évolution de la politique autarcique en Allemagne. On a vu que le manque de matières premières rendait l'autarcie absolue, même au prix des plus grands efforts, irréalisable. Pourtant des progrès remarquables ont été réalisés pour obtenir une plus grande indépendance économique.

Mais il y a un autre fait qui rend le problème de l'autarcie en Allemagne bien difficile. C'est que l'équipement de l'économie allemande est celui d'une industrie lourde, qui fabrique surtout des

biens de production et non pas de consommation. On arrive donc facilement à un accroissement des moyens de production, ce qui à la longue accroît le chômage et pousse à la surproduction. Si après la guerre, cette industrie a facilement trouvé du travail pour rééquiper tout ce que la guerre avait détruit, aujourd'hui l'Allemagne est fatalement obligée à exporter, car, si elle ne le fait pas, à quoi travailleront ses usines ? Puisque, si elle montait de nouvelles usines dans le pays même, il y aurait surproduction et chômage ! Voilà donc une seconde difficulté pour l'isolement économique de l'Allemagne.

Avant de finir, il est intéressant de voir quelles ont été les conséquences de la politique du III^e Reich sur la situation économique générale du pays. Il paraît y avoir là un redressement rapide. En effet, sa production augmente dans presque tous les domaines, et le chômage, comme il a déjà été dit diminue sensiblement.

Voici quelques chiffres montrant l'évolution de sa production :

Production de fer en milliers de tonnes métriques :

	1929	1930	1931	1932	1933	1934
	6.191	5.659	2.579	1.319	2.535	4.214
				1935	1936	ACCROISSEMENT
				(MILLIONS DE TONNES)		
Extraction de houille ..			143	158		9,4
Extraction de lignite ..			145	161		10,6
Production de coke			29	35		18 7

Sidérurgie en millions de tonnes :

	1935	1936
Fonte brute	12.842	15.303
Acier brut	16.419	19.158
Acier laminé	11.419	13.389

Electricité en millions de Kwh.

<u>1927</u>	<u>1929</u>	<u>1933</u>	<u>1934</u>	<u>1935</u>
25.135	30.661	25.654	30.726	34.500

Indices généraux de la productivité industrielle :

<u>1929</u>	<u>1930</u>	<u>1931</u>	<u>1932</u>	<u>1933</u>	<u>1934</u>	<u>1935</u>
100	85,9	67,6	53,3	60,7	79,8	94,0

Nombre indices du coût de la vie :

<u>1929</u>	<u>1930</u>	<u>1931</u>	<u>1932</u>	<u>1933</u>	<u>1934</u>	<u>1935</u>
100	96,2	88,4	78	76	78	80

En même temps, son commerce extérieur est en amélioration continuelle. Voici son évolution.

Commerce extérieur en *poids* (milliers de tonnes métriques).

Années :	<u>1929</u>	<u>1930</u>	<u>1931</u>	<u>1932</u>	<u>1933</u>	<u>1934</u>	<u>1935</u>
Importations	66.777	56.953	40.781	33.150	35.393	44.410	47.373
Exportations	54.770	57.103	51.996	41.253	41.833	45.219	50.138

Dans les deux dernières années, par catégories de produits en millions de Reichsmarken et en poids (milliers de tonnes).

IMPORTATIONS

	VALEURS EN MIL- LIONS DE R.M.		POIDS (MIL- LIERS DE TONNES)	
	1935	1936	1935	1936
Animaux vivants et objets d'alimentation	1.041	1.092	3.762	3.242
Matières premières et pro- duits semi-ouvrés	2.553	2.599	42.670	47.203
Produits finis	565	527	941	803
Total	4.158	4.218	47.373	51.248

EXPORTATIONS

	VALEURS EN MIL- LIONS DE R.M.		POIDS (MIL- LIERS DE TONNES)	
	1935	1936	1935	1936
Animaux vivants et objets d'alimentation	78	76	1.008	1.074
Matières premières et pro- duits semi-ouvrés	774	746	43.570	45.471
Produits finis	3.418	3.946	5.559	6.290
Total	4.270	4.768	50.137	52.836

Solde de la balance commer- ciale	+ 111	+ 550
--	-------	-------

Il y a donc une augmentation des importations pour les matières premières (27 % pour le fer). Mais il y a surtout une augmentation des exportations. Peut-on trouver une meilleure preuve que lorsqu'elle a la possibilité, l'Allemagne n'évite pas le commerce international, au lieu de rechercher l'autarcie !

CHAPITRE II

L'ITALIE

Avec l'Italie, on commence l'étude d'un pays où, quoique les ressources naturelles y soient des plus limitées, la politique autarcique est en honneur. Cette politique n'est pas nouvelle, elle a toujours fait partie des tendances du fascisme italien. Une triste expérience est pourtant venue donner raison à ceux qui recherchaient l'autarcie et les a encouragés. Ce fut la politique des sanctions appliquées par la Société des Nations. Depuis, est-ce qu'un seul Italien peut encore dire que les autarcistes n'ont pas raison ?

Pour étudier le développement de l'autarcie en Italie, il faut donc remonter jusqu'aux premiers jours du régime fasciste. En effet, celui-ci, dès le début, décide dans son programme :

1) Que la production nationale doit être intensifiée constamment, de manière à rendre bientôt le pays indépendant des marchés extérieurs, au même titre que le fascisme s'est affranchi à l'intérieur des servitudes parlementaires.

2) Afin de hâter l'heure de l'indépendance nationale, tous les moyens seront mis en œuvre pour faciliter et généraliser une organisation scientifique

du travail, par voie de rationalisation, de concentration et de sélection. Dès le 30 décembre 1923, un décret intervient qui déclare d'utilité publique une superficie de 2.385.000 hectares de terres « à bonifier » par leur assainissement, leur équipement hydraulique et leur mise en valeur. Cette superficie représente le 1/3 de la surface du royaume.

Peut-être ces décisions ont-elle été prises sous l'impression des difficultés d'approvisionnements subies pendant la guerre. Mais, il est certain que, ce qui a surtout largement contribué au développement d'une politique autarcique, c'est l'esprit même du régime fasciste. Celui-ci s'oppose radicalement au libéralisme : « il liberalismo é l'anticamera storica et logica dell' anarchia » dit M. Mussolini et il ajoute encore. Aujourd'hui, c'est à l'état seul, de résoudre les contradictions dramatiques du capitalisme. « Le libéralisme est suranné, les principes économiques étant en éternelle évolution. Ainsi, le Dr Fernando Pedroni, secrétaire du groupe fasciste d'études économiques, écrivait :

« La realta economica é un sistema dinamica
« di forze in continua trasformazione. I principi
« economici non possono avere decadonoj con la
« sviluppo dei vari fattori che determinano il corso
« della vita economica ».

Le libéralisme est ainsi remplacé dans le régime fasciste par un interventionnisme tout puissant qui ne fait que se développer de plus en plus. Or, il y a un rapport étroit entre l'économie dirigée et l'autarcie, cela encore plus en Italie qu'ailleurs. Le fascisme, à l'aide de l'économie dirigée, est un système exigeant un état fort, même tout puissant. Or, l'Italie est un pays dépourvu de matières premières et qui dépendait énormément de l'étranger. Pour que ce pays puisse s'affranchir de cette grande

dépendance qui peut ébranler la toute puissance de l'état, on s'est décidé à suivre une politique autarcique.

L'autarcie a besoin d'une économie dirigée, mais l'économie dirigée, à son tour, développe l'autarcie. En effet, dans un pays pauvre, les industries trouvent souvent beaucoup de difficultés pour se développer et elles ont besoin d'un appui constant des pouvoirs publics ; voilà la nécessité de l'interventionnisme ! Mais, réciproquement, quand un état veut diriger l'activité économique, il ne peut pas permettre à la concurrence internationale de troubler ses calculs. Voilà la nécessité de l'autarcie !

Le 18 novembre 1935, une décision des plus graves est prise à Genève : « Les sanctions économiques ! » On a voulu isoler l'Italie et on l'a pleinement réussi ! Depuis ce jour, la politique autarcique italienne n'a plus de limites. En Italie, le libéralisme reçoit par cela un coup mortel, car on a vu « qu'il faut pouvoir produire suffisamment pour résister aux caprices de certaines décisions arbitraires ».

Mais l'indépendance économique de la péninsule reste pourtant un désir bien antérieur aux sanctions. Celles-ci n'ont fait que contribuer à son développement. A ce propos, M. Dino Gardini écrivait dans la Revue Economique Internationale :

« Notre réaction aux sanctions n'a pas commencé le 18 novembre de l'année 1935, elle doit être reportée aux jours auxquels la prévoyance de Benito Mussolini jeta les bases de cette autarcie économique substantielle du pays, qui constitue l'un des objectifs essentiels du Régime ! »
« L'Italie a tout intérêt à n'acheter à l'étranger que les produits qui lui sont strictement nécessaires et

« à n'exporter que les produits dont elle est certaine
« de ne pas avoir besoin elle-même. Par consé-
« quent, même s'il n'y avait pas eu les sanctions, il
« n'est pas du tout improbable que notre commerce
« n'eut pas assumé à peu près la physionomie qu'il
« a prise en ce moment ! »

En effet, déjà en 1934, lorsque l'or a commencé à fuir d'Italie, M. Mussolini déclare le 26 Mai 1934, « qu'il ne pouvait pas faire des miracles et qu'il « avait besoin du soutien du peuple italien. » La crise avait rendu le déficit de la balance commerciale plus grand et, en même temps, par la diminution du nombre des touristes étrangers venant en Italie, et par la réduction des envois d'argent des ouvriers italiens travaillant à l'étranger, l'équilibre de la balance des comptes se faisait de plus en plus difficilement. Le « Duce » demande donc aux Italiens qu'ils cessent de faire à l'étranger les achats qui ne sont pas indispensables. Il y a, en même temps, une campagne contre les spéculateurs et ceux qui changent « l'or contre des frivolités ».

Pourtant, il n'y a pas de doute que les sanctions ont été un formidable stimulant pour l'autarcie. Voici ce qu'écrivait le Comte Giuseppe Volpi di Misurata : « Le maintien de l'état de siège économique a « stimulé, dans une mesure dont on ne trouve pas « d'exemple jusqu'à ce jour, les forces économi- « ques italiennes qui tendent à accélérer le mouve- « ment en vue d'assurer l'indépendance économi- « que » « Les faits ont démontré que l'infé- « riorité dérivant de l'insuffisance de matières pre- « mières peut être atténuée et finalement écartée, « grâce aux découvertes scientifiques et à l'appli- « cation des procédés techniques qui rendent pos- « sible l'utilisation de succédanés et de matériaux « qui auparavant n'étaient pas utilisés. Les efforts

« les plus imposants ont été faits par les industriels
« unis pour, selon le postulat énoncé par le Duce :
« *réaliser dans le temps le plus court possible le*
« *maximum d'autonomie réalisable dans la vie éco-*
« *nomique de la nation* ».

En Mars 1936, M. Mussolini a fortement insisté dans un discours, sur la nécessité de cette indépendance économique. Pour y arriver, il faut rechercher des succédanés, et développer artificiellement toutes les productions nécessaires pour le pays. Après la levée des sanctions, l'Italie n'a pas recouru aux représailles, écrit M. Gayda, mais « on est sur le
« point d'instaurer un nouveau cycle économique
« pour l'Italie et en conséquence, une nouvelle ère
« commerciale pour l'Europe et pour le monde. La
« *rapide formation d'une autarchie économique ita-*
« *lienne n'est pas une fable, c'est une réalité qui est*
« *en marche* ».

Diminuer le total des importations, en habituant le pays à une vie plus sobre, augmenter fortement la production dans l'agriculture et dans l'industrie, dans celles des succédanés surtout et, comme conséquence, permettre une amélioration de la balance commerciale qui, de largement déficitaire, est aujourd'hui créditrice, — voilà les résultats positifs des sanctions ! Quoique reconnaissant qu'elle ne peut pas arriver à une indépendance économique absolue l'Italie se fait aujourd'hui la championne de l'autarcie !

Ayant vu l'évolution des idées, en ce qui concerne l'autarcie en Italie, il faut à présent voir quelles ont été les mesures qui y ont été prises. On commencera par étudier la situation dans l'agriculture, car c'est dans ce domaine que les premiers efforts ont été faits. Dès le 4 Juillet 1925, M. Mussolini inaugure à Rome le Comité Permanent du blé. C'est

ce comité qui devait régir la fameuse « bataille du blé » dont les résultats sont plus qu'appréciables.

Le blé représente 71,8 % de la consommation alimentaire italienne. Aujourd'hui l'Italie a besoin de 77.000.000 de quintaux pour l'alimentation et 6 millions pour la semence. Avant la guerre, la production était de 49.272.000 et l'importation de 11.400.000 de quintaux. Au cours des années 1921-1923, la production moyenne est de 44.500.000 quintaux, mais, vu l'augmentation de la population, l'importation atteint 32 millions en 1923. En même temps, il y a aussi une augmentation de la consommation de blé par personne. Celle-ci passe de 167 kilos par personne pendant la période de 1909-1914, à 183 kilos en 1928-1930, et on s'attend à une consommation de 200 kilos en 1941. Ces deux éléments, augmentation de la population et de la consommation par personne, ont fait estimer les besoins de blé de l'Italie à environ 100 millions de quintaux par an en 1941. Or, déjà en 1923, les importations de blé avaient coûté plus de 3 milliards de lire. Le gouvernement décida à intervenir d'urgence. Son intervention se basait sur les idées suivantes :

a) Il n'est pas absolument nécessaire d'augmenter la superficie cultivée en blé au détriment d'autres cultures qui sont susceptibles d'être plus rémunératrices.

b) Il est indispensable d'augmenter le moyen rendement par hectare. Mais la politique agraire fasciste, basée sur la « bonification intégrale » a évidemment en vue la mise en valeur de tous les terrains disponibles. Cette politique suit donc celle des gouvernements précédents, qui avaient surtout en vue l'assèchement des marais et des terrains paludéens. Le fascisme n'a pas seulement ce but de sa-

lubrité, mais, il envisage aussi le but économique-agraire de la mise en valeur. Ensuite, par une loi de 1924, l'intervention de l'Etat ne se limite plus aux terrains marécageux, mais s'étend à toutes les terres se trouvant dans un état de culture arriéré et pouvant être transformées en terres productives. De nouveaux grands travaux ont été prévus par la loi du 24 Décembre 1928 (la loi Mussolini) ; il s'agit surtout de travaux d'irrigation. Leur accomplissement aura lieu sur une période de 7 à 15 ans et on prévoit des dépenses totales s'élevant à 7 milliards de lire. D'autres dépenses ont eu lieu par l'organisation de « concours nationaux pour la victoire du blé » et par l'installation de champs de démonstrations, d'études et d'expériences. Jusqu'ici le total de la charge financière assurée par le gouvernement a représenté près de 300 millions de lire par exercice et ces dépenses ont certainement beaucoup augmenté aujourd'hui.

Comme les charges de production dans ces conditions sont assez élevées, on a dû faire appel à la protection douanière qui avait été suspendue en 1915. Les droits d'entrée qu'on avait fixés en 1925 à 7,50 lire or (40.26 lire de 1927) par quintal furent augmentés à 75 lire en 1931. Ici, comme dans tous les domaines, le fascisme a usé de la protection douanière.

Les résultats de cette politique agraire ne se sont pas fait attendre. La production moyenne, par hectare pour le blé, était de 10,4 quintaux métrique dans la période 1909-1914 ; elle atteint 12,5 en 1928 ; 13,8 en 1931 et 15,2 en 1932. Comme dans les « concours nationaux », les participants ont atteint un rendement moyen de 25,2 quintaux à l'hectare, on peut espérer que le rendement moyen

pour toute la péninsule sera de 20 quintaux par hectare.

Depuis quelques années, la production semble faire des progrès moins rapides. (En 1934-35 la récolte fut même très mauvaise). Voici les statistiques pour la production de céréales.

Superficie cultivée de froment :

En milliers d'hectares :

MOYENNE 1925-1929	1935-1936
4.870	5.021

Production totale du blé, du maïs et du riz (1) :

En milliers de quintaux :

(Moyenne)					
ANNÉE	PRODUCTION		ANNÉE	PRODUCTION	
	DE BLÉ	DE MAÏS		DE BLÉ	DE MAÏS
1924-25..	53.904	24.307	1932-33..	75.367	30.157
1929-30..	70.795	25.305	1933-34..	81.003	25.879
1930-31..	57.172	29.862	1934-35..	63.430	32.009
1931-32..	66.520	19.462	1935-36..	77.145	26.000

PRODUCTION DE RIZ

1921-25..	5.379	1929-30..	6.737	1930-31..	6.501
1931-32..	6.622	1932-33..	6.566	1933-34..	6.978
1934-35..	6.170	1935-36..	6.575		

De tous ces chiffres que nous avons cités, on peut voir que les résultats de la politique fasciste sont appréciables. La valeur totale des importations de blé qui était de 3 milliards de lire en 1925, était encore de plus de 1.500.000 en 1930, et elle est ramenée progressivement, en chiffres ronds, à 800

(1) En Italie, pour le riz, le rendement est de 48 quintaux par hectare, le plus fort du monde après l'Espagne.

millions en 1931, 500 millions en 1932 et 200 millions en 1933. Evidemment, il faut tenir compte de la baisse formidable des prix mondiaux qui se produisit à cette époque.

Néanmoins, la « bataille du blé » représente une victoire pour le gouvernement fasciste.

En ce qui concerne les textiles, le gouvernement a eu son attention attirée là-dessus, lorsque la crise est venue frapper les exportations, surtout les industries de la soie et celle du coton, produisant ainsi une forte augmentation du chômage. Pourtant l'Italie est grande importatrice de textiles, car elle importe des matières premières, mais elle exporte des produits manufacturés. Ainsi, pour la laine, elle importe des laines brutes et exporte des fils, des tissus et des feutres. Cependant, rien que pour la laine, l'excédent total des importations est de 950 millions de lire en 1929. Dans la même année, le déficit pour le coton est de 865 millions de lire. Or, depuis la crise, l'Italie cherche à s'assurer l'indépendance de son approvisionnement en textiles. L'application des sanctions n'a fait qu'accentuer cette tendance. Pour y parvenir, on a mis en œuvre toutes les ressources de la science et de la technique. On ne voulait pas seulement suppléer au manque de matières premières, mais aussi donner du travail à une partie de la population. On peut évaluer à 5 kgs par tête d'habitant, les besoins des Italiens en textiles (coton, laine, chanvre, lin, soie et rayonne). Sur cette quantité, 3 kgs représentent la part de la production nationale. On veut faire produire aussi les autres 2 kgs par la production italienne. Pour cela, on fonde de grands espoirs, d'abord sur le développement de la culture du coton en Sicile (où il était déjà beaucoup cultivé

avant la concurrence du coton américain) ; ensuite sur la production d'une laine artificielle, le « Lanital » obtenue de la caséine et ayant les mêmes qualités que la laine naturelle. Pourtant, deux choses gênent le développement de cette dernière invention : le prix élevé de la caséine, et la diminution de la production du fromage que la grande consommation de caséine entraînerait.

En temps normal, l'Italie a besoin de 400-450 mille quintaux de laine lavée, dont environ 320 mille sont importés. Même si l'Italie réussit à augmenter son troupeau ovin, il lui restera quand même 200-250 mille quintaux à importer annuellement. Pour couvrir ce déficit par le lanital, il faudrait que le pays ait la caséine. Or, même si on pouvait recueillir toute la caséine disponible, on n'obtiendrait que 120 à 130 mille quintaux, ce qui correspond théoriquement à autant de laine lavée à fond. L'Italie devra donc importer quand même, soit de la laine, soit de la caséine (ce qui l'avantagerait, au point de vue financier).

Pour la soie naturelle, en Italie, comme dans toute l'Europe, la production est en grande baisse :

En tonnes métriques (Moyenne)

	1921-25	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Soie naturelle . . .	5.000	4.826	4.882	3.286	3.775	3.400	2.886	1.600
	1924	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Soie artificielle . . .	10.450	32.342	30.389	34.585	32.532	38.154	48.605	

En échange, on voit que la production de la soie artificielle a pris un développement extraordinaire.

Il faut, à présent, voir quelle est la situation dans l'industrie. Dans ce domaine, depuis la guerre mondiale, l'Italie a fait de grands efforts pour arriver à un développement rapide, et elle y a pleinement réussi. Son industrie chimique qui lui est aussi nécessaire en cas de guerre, a pris un développement heureux ; cela est dû surtout à l'existence en Sicile de gisements considérables de soufre, et aussi par les grands progrès faits dans la consommation des engrais, dûs à la politique de bonification agraire. Quant à son industrie mécanique, elle peut produire aujourd'hui toutes les machines, les moteurs et les outils dont le pays a besoin et elle arrive même à en exporter. Un grand nombre de produits qui, dans le passé, étaient exclusivement importés, sont aujourd'hui couramment fabriqués en Italie. La crise est venue apporter une gêne, sans grande importance d'ailleurs, à ce développement, qui aujourd'hui se trouve de nouveau en plein essor. Voici, ayant pris l'année 1928 comme base, les chiffres, en nombre indices, de la production industrielle italienne.

1927	1928 BASE	1929	1930	1931	1932	1933	1934
93	100	108	103	96	88	92	97

Malheureusement, ici comme dans de nombreux autres domaines, les statistiques manquent depuis la guerre d'Ethiopie.

Le développement de l'industrie en Italie pose pourtant un problème bien délicat. Les ressources en combustibles et en minerais sont, en réalité, fort peu importantes. La production nationale couvre à peine la 20^e partie de la consommation de combus-

tible et pour le minerai le plus important, le fer, l'Italie doit recourir largement à l'importation, car sa production (dont les 4/5 se trouvent dans l'île d'Elbe) apparaît comme bien insuffisante pour un pays désirant posséder une puissante industrie sidérurgique. Depuis 1930, la production a d'ailleurs de nouveau baissé.

Voici les chiffres de la production italienne de fer en milliers de tonnes.

1924	1929	1930	1931	1932	1933	1934
<u>238</u>	<u>772</u>	<u>729</u>	<u>575</u>	<u>427</u>	<u>526</u>	<u>502</u>

Les gouvernants italiens, cependant, étaient assez optimistes. Voici ce que déclarait en 1928 M. Beluzzo, ministre de l'Economie nationale :
 « Sans doute, la technique industrielle réclame du
 « charbon et du fer, mais le pays possède des gise-
 « ments importants de lignite et de tourbe, il a
 « même du pétrole en quantité plus grande qu'on
 « ne le suppose. Est-on sûr aussi que l'Italie n'ait
 « pas de charbon ? »

Les chiffres, pourtant, nous font adopter une attitude plus sceptique.

La production italienne de houille a évolué de la façon suivante :

En milliers de tonnes :

1925	1929	1930	1931	1932	1933	1934
<u>189</u>	<u>223</u>	<u>231</u>	<u>236</u>	<u>255</u>	<u>334</u>	<u>379</u>

Pétrole brut (en milliers de tonnes)

5	6	8	16	27	26	20
---	---	---	----	----	----	----

Si les importations de charbon ont été rame-

nées de 15 millions de tonnes en 1929, à 13 millions en 1930, 11 millions en 1931 et à moins de 9 millions de tonnes en 1932, elles ont de nouveau beaucoup augmenté depuis et elles atteignent : 9.561.754 tonnes en 1933 ; 12.733.689 en 1934 et 13.250.000 tonnes en 1935.

Il est normal qu'avec d'aussi fortes importations, un Etat, recherchant l'indépendance économique, essaye de trouver une autre solution au problème des combustibles. L'Italie s'est donc donné un des plus puissants équipements hydro-électriques, ses ressources hydrauliques étant immenses. Avant la guerre, la production annuelle était de 3 1/2 milliards de kwh ; voici les chiffres depuis.

Production en millions de kwh

1925	1929	1930	1931	1932	1933	1934
6.545	9.815	10.079	9.885	10.227	11.181	11.884

Il est prévu un progrès continu, et 18 nouvelles centrales sont en construction. En même temps, on escompte que, prochainement, la production de charbons à longue flamme d'Istrie (à Arsa) et des charbons sardes de Bacu Abis pourra atteindre le dixième de la consommation italienne de combustibles minéraux, et qu'elle pourra être ultérieurement doublée. Les réserves charbonnières contenues dans ces gisements sont évaluées à 200 millions de tonnes. A son tour, la Société « Italgas » vient de porter son capital de 288 à 336 millions pour permettre la construction d'une cokerie, ce qui permettrait la réduction des importations de coke qui se sont élevées à 1 million de tonnes en 1934 ; d'autres installations gazières sont en construction dans plusieurs grandes villes.

Les efforts portent, évidemment, aussi sur la

production de combustibles liquides. En effet, la consommation de pétrole de l'Italie est de minimum 500.000 tonnes. Dans les dernières années, elle a même été supérieure. On pourrait produire dans le pays environ 100.000 tonnes de pétrole synthétique, mais dont le prix est trois fois plus cher que le prix du pétrole naturel, aux ports italiens. Le procédé de fabrication serait celui de l'hydrogénation du lignite, que l'Italie possède en quantités importantes. On vient d'ailleurs de créer à Rome la Société Azienda Nazionale Idrogenazione Combustibile. En plus, l'Italie prévoit la production de 100.000 tonnes d'alcool éthylique par an, pour être mélangé avec l'essence. L'alcool méthylique et les autres sources de carburants doivent produire 60.000 tonnes par an. Pour le reste, l'Italie importera du pétrole d'Albanie dont l'exploitation est assurée par l'Italie.

On vient jusqu'ici, d'avoir étudié la situation dans la production agricole et industrielle italienne, par rapport à la consommation, et on a vu que le gouvernement fasciste a fait, et fait toujours plus d'efforts pour aboutir à une indépendance économique. Comme il a déjà été dit, pour y arriver, le gouvernement a fait appel à de nombreuses interventions. On aura à suivre à présent, en lignes générales, les procédés de cette économie dirigée.

La crise avait déjà, dès 1930, montré à l'Italie la nécessité de réserver ses ressources de change pour les paiements les plus indispensables. En 1934, la baisse de la lire et les pertes d'or ont amené le gouvernement à établir un monopole des opérations de change. Le 20 mai 1935, un décret instituait la Surintendance des Changes. Depuis lors, les circonstances ont marché dans le sens de la concentration des pouvoirs en une seule main. De la sorte,

après 8 mois, on crée un sous-secrétariat d'Etat aux changes et aux échanges extérieurs. Il reste attaché à la présidence du Conseil. C'est surtout le commerce extérieur qui est annexé au nouveau département. La première cause de ces mesures paraît être l'évolution de la finance et de la monnaie. Néanmoins, cette création répondait à la tendance qui se manifestait depuis quelques années de « monopole du commerce extérieur. » D'ailleurs l'« Institut national des échanges » extérieurs passe également à la dépendance du nouveau sous-secrétariat. Voici d'après l'article 2 du décret, créant cette institution, quel est son rôle :

« Sont dévolues au sous-secrétariat, indistinctement, toutes les attributions appartenant au ministère des corporations et à la surintendance des changes en matière de rapports économiques avec l'étranger ; tout règlement des importations et des exportations, toute autorité dans la répartition des moyens de change, tout règlement des approvisionnements à faire à l'étranger, dans l'intérêt de l'Administration de l'Etat. » (2)

(2) L'évolution du commerce extérieur italien est la suivante :

<i>En millions de lire :</i>					
	IMPOR- TATIONS	EXPOR- TATIONS		IMPOR- TATIONS	EXPOR- TATIONS
1926..	26.198	18.686	1932..	8.267	6.871
1928..	22.313	14.999	1933..	7.931	5.990
1930..	17.347	12.119	1934..	7.666	5.225
1931..	11.643	10.210	1935..	5.649	3.680

<i>En millions de tonnes :</i>					
1926..	24.407	4.225	1932..	17.703	3.655
1928..	25.540	4.482	1933..	18.569	3.931
1930..	25.485	4.272	1934..	22.719	3.801
1931..	21.233	4.201	1935..	18.341*	2.687*

* Janvier-Septembre seulement.

Voilà donc le gouvernement maître des changes et du commerce extérieur. Son intervention a porté aussi sur le marché national des capitaux. On voulait que tous les excédents de capitaux, que n'absorbait pas le fonds de roulement des particuliers, soient utilisés dans l'intérêt national. Une loi a prescrit aux banques italiennes d'abandonner les participations industrielles pour se conserver au crédit, à court terme. On a donc recours à une nouvelle organisation du régime des banques. L'Etat prend en main le crédit à long terme. Il commence par reconstituer « l'Istituto Mobiliare Italiano » (qui avait été créé en 1931) et il fonde « l'Istituto per la Ricostruzione Industriale ». Ces établissements étaient destinés à promouvoir de nouvelles entreprises industrielles, et à liquider les anciennes entreprises malheureuses. Enfin, l'Etat se rend définitivement maître du crédit, se conférant, par un décret-loi du 12 mars 1936, une maîtrise des plus étendues sur les affaires essentielles de banque, et en même temps, il s'attribue la pleine prospérité de la banque d'Italie.

L'intervention de l'Etat porte aussi sur l'activité des principales industries et entreprises. Après la guerre, en Italie, comme ailleurs, se sont constituées des concentrations d'entreprises. Le fascisme, trouvant qu'une concurrence trop intense n'est pas utile, n'a pas combattu des concentrations, mais pour éviter leurs effets nuisibles, il a décidé de surveiller et de compléter ces tentatives privées d'organisation économique.

Depuis, des lois sont intervenues. Il y a d'abord eu la loi du 16 juin 1932, sur la constitution et le fonctionnement des consortiums d'entreprises. Le 12 janvier 1933, une loi intervient, pour décider les conditions des nouvelles installations indus-

trielles. La loi du 16 juin 1932 n'était faite que pour les consortiums obligatoires. En 1936, on l'étend à tous les consortiums, et on réserve en même temps au gouvernement la faculté de décider s'ils répondent ou non aux intérêts généraux du pays. C'est donc le régime de l'autorisation. Les consortiums sont aussi obligés de communiquer au ministère des Corporations leur programme d'action.

Ainsi, le gouvernement italien, tient dans ses mains le commerce extérieur, les banques et les industries. Avec ces moyens, il fait les plus grands efforts pour arriver à l'autarcie. On a pu voir les remarquables résultats déjà obtenus, et, le gouvernement espère se rapprocher de plus en plus de cette indépendance économique.

L'expérience des sanctions et la crainte d'une guerre prochaine, forment deux stimulants formidables pour lutter et pour atteindre cet idéal. Mais, y arrivera-t-on jamais ? On ne peut le croire.

Evidemment, que la création de son nouvel « Empire Colonial », à la suite de la conquête de l'Ethiopie, peut faciliter la tâche qui, jusqu'à présent apparut si difficile. Mais, à ce point de vue, il faudrait, pour pouvoir formuler une opinion, préciser que le grand point d'interrogation, constitué par les richesses de l'Ethiopie, soit élucidé.

CHAPITRE III

U. R. S. S.

Avec l'U. R. S. S. on commence l'étude d'un état qui diffère totalement des deux pays précédemment étudiés. L'U. R. S. S. s'étend sur 22 millions $1/2$ de km^2 et groupe, d'après le recensement de 1927, 145 millions d'habitants. A ces deux immensités, s'ajoute une troisième, celle de ses richesses naturelles. Pourtant, malgré tout, la Russie est toujours restée un des pays les moins développés et des plus arriérés. Les essais de changer cette situation se succédèrent dans l'histoire, mais la guerre de 1914 trouva la Russie encore bien loin de la civilisation occidentale !

Le premier de ces essais de redressement fut fait sous le règne de Pierre I^{er}. La grande préoccupation de ce tsar célèbre fut le relèvement de l'économie nationale. Il voulait, non seulement le développement agricole et commercial du pays, mais aussi son développement industriel. Sa politique économique était, d'ailleurs, celle d'un mercantilisme raffiné ; mais, pour réussir dans ses projets, il faisait appel à l'appui matériel et moral de l'Europe. Les résultats qu'il a obtenus n'ont pourtant pas pu changer la structure du pays. Bien des années plus tard, sous Alexandre III, de nouveaux efforts sont faits pour industrialiser la Russie par le gouvernement Witte ; et, dans les années qui ont précédé la guerre (1907-1914), l'industrie a connu

un grand essor industriel. La production minière et industrielle avait presque doublé. Pourtant, en 1914, l'industrie russe était encore à peine débutante.

La guerre mondiale et la révolution qui l'a suivie, apportent un changement complet, non seulement de la structure politique du pays, mais aussi de l'économie. Dans l'empire des soviets, de nouveaux principes s'installent, dont la réalisation était encore inconnue jusqu'alors. Du point de vue qui nous intéresse, de grands changements se sont aussi produits. La révolution avait d'abord retardé le développement économique commencé, mais, dès 1921, on institue le régime de la Nep, par lequel on pensait pouvoir arriver non seulement à faire vivre la Russie, mais aussi à l'industrialiser, au point de la rendre économiquement indépendante de l'étranger.

Cette politique n'eut pas de succès, et en 1928, Staline fut l'animateur d'un plan de redressement industriel et économique gigantesque. Dès 1928 entre en application le premier plan quinquennal. Son but était d'augmenter, en un court délai, en même temps que dans des proportions formidables, la production de la Russie, qui devait être transformée en un pays, dont toutes les branches de l'exploitation productives, l'agriculture y comprise, devaient être puissamment « technisées » par l'Etat. Ce relèvement économique devait assurer le triomphe de la révolution soviétique en démontrant que l'on pouvait se passer de l'économie capitaliste et que, par le communisme, on pouvait arriver à des résultats magnifiques. Il s'agissait de constituer de toute pièce, un outillage industriel massif avec l'idée systématique de faire neuf et surtout de faire technique. Le but immédiat était de tripler la capa-

citée totale de la production russe, spécialement de l'industrie lourde, sans penser à la consommation, car ces machines ne doivent pas servir pour le moment à améliorer la vie du peuple ; cela ne se produira que lorsqu'on pourra créer une industrie de consommation. Jusqu'alors, la vie du peuple ne doit être qu'un éternel sacrifice. Pour cela, une propagande intense soutient l'enthousiasme des ouvriers. Ceux-ci sont fanatisés par l'idée, qu'après les restrictions très sévères qu'on leur impose de force (et encore avec quelle force) pour la réalisation du plan quinquennal, un âge d'or commencera, qui donnera à chacun une prospérité et une abondance de biens, inconnues chez aucun autre peuple.

L'U. R. S. S. veut donc arriver, le plus rapidement possible, à un développement économique des plus complets. Mais, pourquoi suit-elle cette politique ? Il est incontestable que ce désir, que nous avons mentionné, de prouver que le communisme est capable d'arriver à des résultats extraordinaires, sans la contribution du capitalisme, y est pour beaucoup. Ce serait donc un but de réclame. Pourtant, d'autres raisons sont, sans doute, à la base de ce programme gigantesque. Il est incontestable que, dans les premières années surtout, le régime communiste n'avait pas de bases très solides en Russie. Plusieurs déclarations des chefs soviétiques sont à la preuve de cette affirmation. En effet, Lénine dit :

« La grande industrie mécanique et son application à l'agriculture, voilà la seule base économique du socialisme ». C'est donc une condition indispensable de la stabilité du régime, car, *« aussi longtemps que nous vivrons dans un pays de petite agriculture, le capitalisme aura en Russie*

« une base économique plus solide que le communisme. » (Staline).

Ainsi, de l'avis même de Lénine et de Staline, la puissance du bolchevisme est en fonction du développement industriel et mécanique du pays. Grinko, à son tour dit : « L'idée centrale et fondamentale de la politique économique des soviets « est un développement des forces productives, « qui soit accompagné d'un progrès continu des « processus de collectivisation ».

Il est, à présent, intéressant de voir si par la réalisation de ce programme, la Russie ne recherche pas l'indépendance économique, et cette fois, ce serait une autarcie absolue qu'on pourrait trouver. En effet, voici les données du problème de l'autarcie en U. R. S. S. : un territoire et une population immenses, et la possession de toutes les ressources et les richesses qui soient nécessaires à l'économie d'un pays, — il n'en manque guère —. Cette richesse si variée permettrait la satisfaction de tous les besoins, le chiffre élevé de la population permettrait une production en grand et standardisée.

Voici quelques indications sur la richesse du sol. On n'insistera pas sur les ressources de l'agriculture qui depuis toujours ont été connues comme immenses. En ce qui concerne les richesses minières, elles atteignent encore des chiffres que notre imagination saisit difficilement. Avant la guerre, elles étaient déjà considérées comme impressionnantes, et les Soviets prétendent que leur importance est encore beaucoup plus grande.

D'après les estimations actuelles, les réserves de pétrole sont évaluées à 3 milliards de tonnes, soit un tiers des réserves mondiales. Pour le charbon, on donne à la Russie la quatrième place avec

400 milliards de tonnes, soit 7 % des réserves mondiales. La Russie tzariste les évaluait à 60 milliards seulement, tandis que les Soviets les estiment à un trillion 200 milliards, ayant la seconde place dans le monde, après les Etats-Unis, et, ils espèrent découvrir de nouveaux gisements. On évaluait, de même, les réserves de fer à 3 milliards de tonnes toutes facilement exploitables et contenant un minerai des plus riches. L'U. R. S. S. évalue pourtant le fer qu'elle possède, en ne comptant que les gisements les plus riches, à 10 milliards de tonnes et elle croit posséder des réserves de l'ordre de 200 milliards, dans la région de l'anomalie magnétique de Koursk, où se trouve le minerai le plus riche du monde (60 % de fer contre 20 à 25 % aux Etats-Unis). De même l'U. R. S. S. prétend occuper la première place pour l'or. Elle possède aussi 65 % des réserves mondiales de manganèse, 60 % de celles de phosphorites et 15 % de celles de cuivre. Elle a presque le monopole du platine. Elle possède aussi une grande quantité de métaux non ferreux : du zinc, du plomb, de l'étain, de l'argent, du mercure, ainsi que de la potasse, du mica et de l'asbeste.

Avec tous ces atouts, pour arriver à l'autarcie, il manque encore à la Russie une puissante industrie, embrassant toutes les branches de la production, et, en ce qui concerne l'agriculture, une meilleure production de laine, de jute et de coton, produits que la Russie importe de l'étranger. (Aujourd'hui la Russie se suffit déjà presque pour le coton). Or, n'est-ce pas justement cela que les dirigeants des Soviets veulent réaliser par leur plan ? Il faudrait le croire, bien que les dirigeants des Soviets répètent toutefois avec insistance que leur politique ne tend pas à l'autarcie et que l'U.R.S.S. a besoin

d'importer et donc d'exporter. « Le plan quinquennal a pour base et pour but d'augmenter notre exportation de deux fois et même de l'accroître de plus de deux fois et demi d'après la variante optimale » (celle qui fut adoptée). Voilà ce que l'on trouve à la page 100, volume premier de l'édition officielle du « Plan quinquennal ».

Le commissaire aux affaires étrangères, Litvinoff, a déclaré à la conférence économique de Londres, que la capacité d'achats de produits étrangers par l'U.R.S.S. pourrait être évaluée à un milliard de dollars. (Mais suffit-il d'avoir un grand appétit pour pouvoir manger, et ne faut-il pas avoir aussi avec quoi le satisfaire?) M. Rosengoltz, commissaire du peuple au commerce extérieur, a d'ailleurs déclaré plusieurs fois que la Russie ne cherchait pas à s'isoler, mais au contraire qu'elle désirait augmenter le chiffre de son commerce extérieur. Voici ce que déclare à ce propos, en 1934, M. Yansen, directeur de l'Institut de recherches du commerce extérieur de Moscou : « Dans l'avenir il y aura certainement des changements dans le caractère des importations, mais à aucun moment, les importations ne deviendront inutiles. L'industrie de l'U.R.S.S. se développe énormément, mais la nécessité de satisfaire la demande, constamment croissante, de l'industrie et de la population, laisse toujours place à des importations. Malgré l'existence de sa propre production, l'U.R.S.S. importe encore des quantités considérables de métaux ferreux et non-ferreux, de produits chimiques et de différentes sortes de machines, et il existe des objets, dont l'importation augmentera toujours avec l'accroissement de la demande. Nous pouvons donc affirmer que le développement de l'industrie soviétique aura comme consé-

quence, une augmentation et non pas une diminution des importations. »

Voilà des déclarations catégoriques. Faut-il conclure que l'U.R.S.S. ne recherche pas l'autarcie. Les faits porteraient à le croire. La Russie actuelle semble attachée au commerce international, qu'elle déclare vouloir pratiquer avec ardeur (quoique son commerce total extérieur n'atteigne même pas 2 % du commerce mondial), et M. Rosengoltz parle, en 1935, d'une offensive d'exportations soviétiques. Pourtant, on est plutôt porté à croire que ce que les Soviets désirent c'est, non pas un « isolement économique » mais plutôt la possibilité de cet isolement. On ne veut donc plus que la Russie dépende de l'étranger : cela, pour que, en cas de besoin, elle puisse, sans difficulté, avoir une indépendance économique complète. Mais, jusqu'au cas échéant, l'U.R.S.S. une fois tout l'équipement économique obtenu, continuera à pratiquer le commerce extérieur ; elle en profitera même, mais sans que son existence en dépende.

D'ailleurs, jusqu'à ce qu'elle se soit procuré cet équipement, qu'elle trouve à l'étranger, la Russie est obligée de recourir au commerce international. Peut-être veut-on aussi maintenir ces relations dans des buts de propagande ! Nous croyons donc, que si les Soviets n'instaurent pas une autarcie déclarée, elle existera tout de même à l'état latent.

En parlant de l'évolution de la politique économique en U.R.S.S., on a dit que c'est en 1928 que la Russie commence son plan gigantesque d'équipement économique. C'est alors que débute le premier plan quinquennal. Celui-ci embrasse toutes les activités industrielles, commerciales et agricoles, ainsi

que les besoins intellectuels et les plaisirs. (Il est prévu, par exemple, la multiplication des joueurs d'échecs !)

Pourtant, comme on a pu le voir, *le premier plan quinquennal sacrifie complètement les besoins courants de la population*, qui doit vivre dans le sacrifice, et *toutes les importations et tous les efforts portent sur l'acquisition de l'outillage et des matières premières qu'exige l'industrialisation*. C'est surtout vers cette industrialisation du pays que tend le premier plan quinquennal, le développement de l'agriculture apparaissant comme une tâche de second ordre. (C'est du reste dans ce domaine que les réalisations ont approché le moins les estimations.) Ce qu'on recherche surtout dans l'agriculture, c'est un commencement de mécanisation, « d'américanisation » pourrait-on dire.

Pour réaliser ce plan, la Russie avait besoin de 118 milliards de roubles, et, ne trouvant pas de crédits à long terme à l'étranger, elle fut obligée de tirer cette somme de sa propre population. Celle-ci, qui était déjà suffisamment misérable, s'est vu enlever par l'Etat des sommes considérables, infiniment plus importantes que ce n'est le cas dans les pays capitalistes. (Dans cette possibilité de retirer à l'ouvrier une part plus ou moins grande de son travail, « les dirigeants soviétiques voient même une des supériorités de leur régime sur celui des capitalistes », dit P. Berline, ancien collaborateur scientifique de la Commission des Plans d'Etats (Gosplan), dans l'Année Politique française et étrangère de 1933, page 258.)

En ce qui concerne le commerce extérieur, la Russie n'éprouve aucune difficulté pour pouvoir dicter des mesures qui soient les plus profitables pour la réalisation rapide du plan, sans tenir compte

d'autres considérations, car, depuis le 11 juin 1920, un décret du conseil des commissaires du peuple fixa le monopole *absolu du commerce extérieur* ; c'est donc un régime étatiste, dominé par la notion de service public, et aussi organisé sur cette base. Dans ces conditions, les tarifs douaniers n'ont plus le rôle habituel, vu que l'Etat, étant seul acheteur et seul vendeur, peut influencer les conditions des échanges, par un moyen plus simple et plus puissant que celui des droits de douane. Enfin, pour la réalisation du plan, des mesures, concernant la « technique » du travail, sont intervenues. On créa le « stakhanovisme » ; celui-ci, au fond, n'apparaît pas comme visant une organisation scientifique et rationnelle du travail, mais comme une méthode cherchant par un système de primes à la production et autres stimulants (inscriptions sur les tableaux d'honneur, par exemple), à augmenter le rendement individuel. Malheureusement, ce sera une augmentation désordonnée de quelques ouvriers seulement ; cette méthode permettra, tout au plus, une meilleure spécialisation de chaque ouvrier, mais n'évitera pas son épuisement. Il semble d'ailleurs que le manque de main-d'œuvre qualifiée a beaucoup gêné le développement du plan ; on a même été obligé d'essayer de recruter de force des ouvriers pour la région de Donnetz, mais ils s'enfuyaient aussitôt.

Il faut à présent voir quelles ont été les réalisations de ce premier plan quinquennal. Pour cela, vu la situation actuelle en U.R.S.S., on ne peut trouver que des statistiques officielles. Or les statistiques fournies par les Soviets sont sujettes à caution, car elles paraissent avoir un but de propagande. Staline lui-même a déclaré qu'elles ont « l'importance d'un communiqué d'opérations mili-

taires sur le front ». Dans tous les cas, il est certain que dans les chiffres de la production se trouve aussi la production des rebuts et des malfaçons — qui malheureusement, pour la Russie, atteignent jusqu'à 60 % du total des produits.

Cette réserve faite, il faut avouer que, dans de nombreux domaines, des progrès remarquables apparaissent. Il en a été ainsi surtout pour l'extraction du pétrole, du charbon, et du minerai ; ici les prévisions du plan ont été atteintes et parfois même dépassées. De même, l'U.R.S.S. n'importait plus, après le premier plan quinquennal, que peu de coton, d'engrais chimiques et de ciment. Elle a fait construire sur son sol des usines d'automobiles, de camions, de tracteurs, et de toutes les machines agricoles en général ; elle parvient même à fabriquer des pièces détachées. En 1925-1926, la Russie a importé pour 44 millions de roubles de machines agricoles ; en 1930 ces importations atteignent même 102 millions de roubles. Mais à partir de 1931, la Russie produit ses machines agricoles, et elle en vend même à l'étranger.

Par contre, pour d'autres produits manufacturés, la production est en retard et surtout de très mauvaise qualité. Même pour les machines agricoles, on prétend que souvent elles sont inutilisables après quelques mois. On a, toutefois, fait un grand pas vers l'industrialisation.

Dans son rapport de 1934, sur les résultats du plan quinquennal, Staline parlant de la transformation du caractère de l'économie soviétique, donne les chiffres suivants, en pourcentage sur la proportion de l'industrie dans la production globale de l'économie nationale :

Années :	1913	1929	1930	1931	1932	1933
	%	%	%	%	%	%
Industries	42,1	54,5	61,6	66,7	70,7	70,4
Economie rurale . . .	57,9	45,5	38,4	33,3	29,3	29,6
Total	100	100	100	100	100	100

Mais, en analysant l'économie soviétique, il faut remarquer que cet accroissement, qui paraît considérable en chiffres absolus, n'est au fond qu'un progrès réduit, par rapport à l'immensité du pays et de la population. Mlle Sanda Alexandridi, dans son livre sur l'industrialisation de l'U.R.S.S. (3) remarque que l'augmentation du simple au double dans la production des chaussures fait passer l'indice de 0,40 à 0,74 paire de chaussure par tête d'habitant, et pour la production de lainage, de 0,48 m. à 1,7 mètre de tissus par habitant.

Voici à présent quelques chiffres sur l'augmentation de la production après le premier plan :

En milliers de tonnes :

	1928	1932	POURCENTAGE D'AUGMENTATION	
Fonte	3.283	6.206	189	%
Acier	4.176	5.885	140	%
Fer laminé	3.367	4.234	125,7	%
Tuyaux et conduits..	171	309	180,7	%

	1927-1929	1932-1933
Cuivre	28,3	150
Zinc	3,15	125
Plomb	2,9	100
Aluminium		20

(3) Alexandridi Sandá. L'Industrialisation de l'U.R.S.S.
Thèse, Paris, 1934.

Production électrique totale en millions de kwh

1913	1928	1932
1.945	5.003	13.100

En ce qui concerne l'évolution du commerce extérieur, on peut s'étonner de la faible répercussion des succès industriels. Cette tâche a été réservée pour l'avenir.

En millions de roubles or cette évolution est la suivante :

	EXPOR- TATIONS	IMPOR- TATIONS	SOLDE	INDICES PAR RAPPORT A 1913	POURCEN- TAGE DU COMMERCE MONDIAL
1913....	1.421	1.220	+ 200	100	3,9 %
1929....	923,7	880,6	+ 43,3	46,3	1,4 %
1930....	1.036,4	1.058	— 22,5	60,9	2 %
1931....	811,2	1.105	— 243,8	69,5	2,5 %
1932....	563,9	698,7	— 134,8	60,7	2,4 %
1933....	495	349	+ 148	43,7	1,8 %

La crise a, d'ailleurs, agi profondément sur le commerce extérieur de l'U.R.S.S. En prenant l'indice 100 en 1929, dans les années suivantes on trouve :

	1930	1931	1932	1933
Commerce mondial	88,6	70,4	47,5	42,6
Commerce soviétique ..	116,1	106,2	70,9	46,8

On a ainsi vu quelques réalisations du premier plan quinquennal. Ces résultats ont été obtenus au prix d'efforts formidables. Mais les résultats sociaux sont moins brillants. Le plan prévoyait une augmentation des salaires nominaux de 47 % et du salaire réel de 71 %. Le salaire réel, en ne tenant compte que des prix réglementés, a, au contraire,

diminué de 35 %. M. Vanderwelde, chef du parti socialiste belge, a déclaré, et son témoignage ne peut être suspecté, qu'aucun ouvrier en Europe ne se contenterait de la condition de l'ouvrier russe. En U.R.S.S. il paraît y avoir un déséquilibre économique entre le pouvoir d'achat par rapport aux marchandises disponibles. En effet, le premier plan quinquennal a fait augmenter le fond des salaires, tandis que la production ne portait pas sur des biens de consommation. Ainsi par exemple :

Fond des salaires :

1929. — 9.735 millions de roubles

1934. — 41.603 millions de roubles

Volume de la production agraire (agriculture et élevage) :

1929. — 14.744

1934. — 14.829

Il faut tenir compte que la demande, par la fixation de hauts prix, est freinée et qu'ainsi elle est réduite. Si la demande se donnait libre cours, il y aurait une forte sous-consommation. On peut donc dire que pendant le premier plan quinquennal, la Russie travaille pour le plan plus que pour l'homme.

Le premier plan devait prendre fin en 1933. Mais, en cette année, on se propose de consolider les résultats obtenus par le premier plan, qui a ainsi pris fin dès 1932. A la fin de 1933, on publie le 2^e plan quinquennal et l'année 1933 y est incluse. Cette fois le plan se propose d'augmenter surtout les biens de consommation (20 %), le cheptel (augmentation de 125 %) et d'améliorer la situation de l'agriculture, qui devra atteindre un rendement moyen

de 10,6 quintaux à l'hectare. Pourtant, en dépit de quelques efforts, tentés pour accroître la fabrication d'objets d'usage courant, le gouvernement soviétique semble être revenu plutôt à sa première tendance : le développement du bien-être est, sinon négligé, du moins subordonné à la constitution d'une gigantesque industrie lourde.

Le 2^e plan prévoit une offensive des exportations. Le caractère de ces dernières doit devenir industriel. Pour cela, il faut que les industries, travaillant pour l'exportation, soient l'objet d'une organisation spéciale (salaires supérieurs, contrôle pour les adapter aux besoins de la clientèle et pour assurer la qualité, etc.). La Russie semble avoir obtenu certains résultats dans ce domaine, car elle a commencé à exporter des produits manufacturés en Mongolie, en Perse et en Turquie. Cela lui est d'ailleurs possible, bien que son prix de revient dépasse de deux ou trois fois celui des pays capitalistes, — et, pourtant, en Russie il n'y a pas de capital à rémunérer — mais l'U.R.S.S. n'a pas besoin de tenir compte de son prix de revient et, à vrai dire, elle pratique le dumping. Une grande augmentation de la production de l'or est décidée aussi dans le 2^e plan quinquennal ; il servira à payer les importations. En cela, des résultats remarquables ont été obtenus, et, de la onzième place dans la production mondiale que la Russie tenait en 1928, elle se trouve à la 2^e place en 1937 et elle espère bientôt être la première.

Les prévisions du 2^e plan n'ont d'ailleurs pas été irrévocablement fixées au moment de son introduction et elles sont, au contraire, établies définitivement avant le commencement de chaque année. Ainsi le plan de 1935 prévoyait une augmentation moyenne de la production de 16 % et c'est une augmentation de 20 % qui a été atteinte. Les chiffres

sont même de 45 % pour le coton et 43 % pour la betterave et l'élevage. Le plan de 1936 prévoyait une augmentation de 32 % pour l'industrie et pour les céréales, et le coton de 14 % et de 57 % pour les betteraves. Il vise aussi une augmentation des produits de consommation courante (cotonnades, tissus de laine et de lin, chaussures, chapeaux, savon, verres, etc.) et, en même temps, il devra y avoir une hausse de 8,5 % des salaires ainsi qu'une augmentation de 1 million du nombre d'ouvriers. On ne sait pas encore quelles ont été les réalisations pour 1936. Quant au programme de 1937, il prévoit une nouvelle augmentation de 20 % de la production, qui, ainsi, doit s'élever à 103 milliards de roubles, réparties de la manière suivante : 40 milliards pour l'industrie lourde et la défense, 10 milliards pour l'industrie légère, 11 milliards pour l'industrie alimentaire, 4 milliards pour l'industrie forestière, 30 milliards pour les constructions de machines et 2 1/2 milliards pour l'agriculture. On prévoit aussi une production d'électricité de 40 1/2 milliards de kwh.

Dans ces chiffres on comprend la production de :

150 millions de tonnes pour la houille,

16 millions de tonnes pour la fonte,

20 millions de tonnes pour l'acier,

ainsi que 1.900 locomotives et 44.000 wagons.

On a jusqu'ici exposé la politique économique des Soviets, en insistant sur leur programme d'industrialisation, qui a été commencé en 1928 et dont l'accomplissement doit être obtenu grâce aux plans quinquennaux. Il nous reste, à présent, à voir quels résultats ont été obtenus jusqu'ici. Pour cela, on

doit faire appel aux statistiques qui se chargent de parler :

Voici quelques chiffres d'après l'Annuaire de statistique internationale de la Société des Nations :

Superficie cultivée en milliers d'hectares :

	(Moyenne)			
	1925-29	1933-34	1934-35	1935-36
Froment	28.640	33.240	35.250	37.060
Orge	7.240	7.260	8.480	8.700
Seigle	26.820	25.380	24.030	23.500
Mais	3.420	3.960	3.680	3.400
Coton	815	2.052	1.941	1.954

Production en milliers de quintaux :

	(Moyenne)					
	1925-29	1931-32	1932-33	1933-34	1934-35	1935-36
Froment . . .	215.200	205.000	202.500	277.300	304.100	313.300
Orge	57.640	51.800	50.300	78.500	68.400	—
Seigle	220.480	219.900	220.200	241.900	201.300	—
Mais	34.740	47.500	34.300	48.000	38.400	—
Coton	2.158	4.064	4.029	3.646	4.078	5.406

Production de lait en milliers d'hectolitres :

1928	1930	1931	1932	1933	1934	1935
295.725	257.730	223.400	196.217	182.629	195.441	206.887

Soie artificielle, production en tonnes métriques :

1927	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935
100	150	300	600	1600	2600	3900	5430	5600

Autres production en milliers de tonnes :

	1926	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Pâte d. bois	138	277	384	409	436	483	—	—
Papier et								
coton ..	283	436	558	547	514	534	620	703
Ciment ..	1.332	2.367	3.115	3.336	3.481	2.749	3.559	4.470
Houille ..	27.600	41.800	48.817	56.752	64.406	75.959	93.610	108.900
Coke	2.791	4.987	6.199	6.756	8.409	10.240	14.222	16.730
Pétrole ...	8.821	14.477	18.336	22.324	21.355	31.434	24.147	25.159
Manganèse	898	1.409	1.385	884	833	1.021	1.821	2.377
Minerai de								
fer	3.487	7.988	10.657	10.587	12.063	14.523	21.631	27.062
Fonte	2.441	4.320	5.017	4.871	6.161	7.110	10.428	12.453
Acier	3.141	5.003	5.863	5.620	5.927	6.842	9.693	12.520
Cuivre	10,6	25,8	34,9	31,6	30,7	32,7	44,1	66,1
Plomb ...	1,3	5,5	8,6	15,5	18,7	13,7	27,2	45,0
Zinc	1,9	3,0	4,3	9,0	13,7	16,6	27,1	46,0

Pour l'or nous n'avons pas de chiffres officiels.

D'après des estimations :

1927	1933	1934	1935
22.000 kg	77-85.000 kg	110-130.000 kg	150-170.000 kg

Indices généraux de la production :

	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Indice Général	100	126	164	203	230	249	300	363
Biens d'investissements..	100	121	186	240	280	308	384	476
Biens de consommation	100	131	145	169	186	197	225	264

Les plus fortes progressions ont été atteintes
pour :

	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935
L'électricité	100	124	167	213	270	327	420	517
Les construct. mécaniq.	100	138	227	347	433	503	627	796

Voici à présent la situation du commerce extérieur :

En milliers de tonnes :

	IMPOR- TATIONS	EXPOR- TATIONS		IMPOR- TATIONS	EXPOR- TATIONS
1926....	1.811	8.372	1931....	3.564	21.473
1927....	1.549	8.985	1932....	2.322	17.968
1928....	2.061	9.498	1933....	1.236	17.317
1929....	1.937	14.145	1934....	1.025	17.340
1930....	2.856	21.246	1935....	1.259	17.190

En milliers de roubles or :

	IMPOR- TATIONS	EXPOR- TATIONS		IMPOR- TATIONS	EXPOR- TATIONS
1926....	756,3	703,3	1931....	1105,0	811,2
1927....	758,1	745,1	1932....	704,0	574,9
1928....	953,1	799,5	1933....	349,2	434,9
1929....	880,6	923,7	1934....	232,4	418,3
1930....	1058,8	1036,4	1935....	241,4	367,4

Ces chiffres paraissent très faibles vu l'immensité du pays. En poids, le commerce total extérieur de la Russie n'est même pas deux fois plus important que celui de la Roumanie.

Commerce par groupe de marchandises.

Importance des valeurs exprimée en %.

Groupe I : Animaux. — Groupe II : Alimentation. — Groupe III : Matières brutes. — Groupe IV : Produits fabriqués.

	IMPORTATIONS			
	Gr. I	Gr. II	Gr. III	Gr. IV
1931.....	2,4 %	4,2 %	31,8 %	61,6 %
1932.....	2,6 %	7,3 %	28,5 %	61,6 %
1933.....	3,9 %	4,5 %	39,5 %	52,1 %

EXPORTATIONS				
	Gr. I	Gr. II	Gr. III	Gr. IV
1931.....	—	37,3 %	51,8 %	11 %
1932.....	—	24,7 %	58,7 %	16,4 %
1933.....	—	22,7 %	63,6 %	13,7 %

Ces statistiques prouvent que les réalisations soviétiques sont indéniables ; on voudrait pourtant faire quelques remarques. Ces chiffres paraissent favorables, et, en ce qui concerne les progrès obtenus, ils sont souvent impressionnants. En comparant les chiffres de 1935 avec ceux de la première année du plan quinquennal, on voit que la production de charbon a augmenté de 204 %, celle de la fonte de 278 % et celle du pétrole de 108 %. Il faut pourtant noter que, si importants que soient ces progrès, *la production par habitant reste bien insuffisante*. Ainsi la production russe de charbon est de 0,62 tonnes, celle de la fonte de 0,07 et celle du pétrole de 0,14 par tête d'habitant. Or, aux Etats-Unis, les chiffres correspondants en tonnes sont de 3,5, 0,17 et 1,13. Ainsi la production par habitant, aux Etats-Unis, est de 3 à 8 fois supérieure à celle de la Russie.

De même, malgré tous les progrès réalisés, pour de nombreuses matières premières, la production est loin de suffire aux besoins du pays. Il y aura encore certainement un développement et ensuite, pour le reste, l'U.R.S.S. pourrait évidemment faire appel à l'étranger. Seulement, ce n'est pas le chemin qu'elle paraît vouloir suivre. Voici un exemple : la Russie a fait des plantations de caoutchouc, mais elles n'ont pas donné de résultats. Les Soviets alors, au lieu d'avoir recours à l'importation, ont adopté une pratique bien connue chez les pays autar-

cistes : les produits de substitution. La Russie a ainsi produit 25.000 tonnes de caoutchouc synthétique en 1936 et 60.000 tonnes en 1936.

Et si, maintenant, on veut considérer l'ensemble des résultats, on peut dire qu'on a obtenu des réalisations incontestables. Pourtant, souvent leur utilité n'est pas très apparente. On a l'impression qu'en U.R.S.S. on travaille, non pas pour l'homme, mais pour des réalisations techniques abstraites. En ce qui concerne « l'autarcie », si les Soviets la recherchent vraiment, comme nous le croyons, sa réalisation est encore loin de pouvoir être obtenue — du moins si l'on ne veut pas vivre dans la misère !

CHAPITRE IV

L'autarcie impériale

Dans la deuxième partie de cette étude, on s'est occupé jusqu'ici de la politique autarcique de trois grandes puissances. Cette tendance d'isolement économique, qu'on a rencontrée dans ces trois exemples, devait être obtenue par les ressources de leur propre pays seulement. En effet, l'U.R.S.S. forme un seul bloc, l'Allemagne n'a pas de possessions en dehors de ses propres frontières, l'Italie en a, mais, jusqu'à la conquête de l'Ethiopie, son empire ne pouvait pas lui apporter un concours précieux. Aujourd'hui, quand cette conquête est consommée, vu qu'elle espère trouver d'immenses richesses en Ethiopie, l'Italie veut changer le caractère de sa politique en une politique impériale. On a déjà parlé de cette autarcie « impériale » dans la première partie du livre. Selon le plan établi, on aura à présent à s'occuper de deux exemples où, si cet impérialisme autarcique n'est pas recherché, pourtant il est soutenu avec ardeur par certains esprits qui le trouvent désirable et même nécessaire.

On analysera donc le problème de l'autarcie dans l'Empire colonial français et britannique.

L'Empire français

L'Empire français constitue le second empire colonial du monde. Il couvre aujourd'hui environ

10 millions de km². Les possessions françaises ne sont pas nouvelles. Cependant, dû aux difficultés nombreuses que la métropole a eu à supporter pendant des siècles, les Français n'ont jamais porté un trop grand intérêt aux questions coloniales. C'est pour cela qu'on peut dire que la mentalité « impériale » n'a pas existé jusqu'à ces derniers temps. Il y a évidemment eu des « impérialistes » français de tout temps, par exemple le Marquis de Mirabeau, ainsi que Jules Ferry, qui dans son livre sur « le Tonkin et la mère patrie », apparaît comme un autarciste convaincu. Mais, ceux qui aujourd'hui demandent la formation d'une « unité économique indépendante » deviennent plus nombreux.

La première manifestation officielle pour une union plus étroite entre la France et son Empire, a lieu par l'adoption de la loi douanière du 13 avril 1928. Cette loi groupe les colonies françaises en deux catégories :

1° Les colonies assimilées ; ici, les échanges franco-coloniaux jouissent d'une franchise absolue, et pour les échanges des colonies avec l'étranger, on applique les dispositions législatives et réglementaires ;

2° Les colonies autonomes ; dans ce groupe, la franchise franco-coloniale est encore la règle, mais il y a des dérogations.

Cette loi semble donc vouloir renforcer la solidarité économique franco-coloniale, et tend à instaurer une union douanière. Dans son livre sur « Le régime douanier de la France », M. Nogaro dit : « Sous la loi de 1928, l'Empire colonial français tend vers

« un régime d'union douanière, tempéré par l'application de correctifs locaux. »

Depuis l'introduction de cette loi, les insistances pour développer les échanges entre la France et son Empire se manifestent de plus en plus souvent. Un problème assez délicat se posait, en effet. La France ne pouvait plus voir dans son Empire un acheteur pour ses produits, *dont la clientèle lui est due*, même si d'autres pays offraient des conditions plus avantageuses. En même temps, si elle veut dissuader ses colonies d'acheter à l'étranger, elle détournera l'étranger d'acheter à ses colonies. La France devra donc, à son tour, si elle veut avoir toute sa clientèle coloniale, acheter les produits coloniaux, même ceux dont elle n'a que faire, car, si elle veut s'imposer à son Empire comme fournisseur, elle ne peut pas se récuser comme acheteur. M. André Buffet écrivait le 1-3-1935, dans la Revue des Deux Mondes qu'il faut : « stimuler dans notre Empire certaines productions et en créer de nouvelles... A une condition... leur accorder, pour entrer dans la métropole, une priorité sur les denrées similaires que l'étranger nous offre à meilleur prix. D'aucuns trouveront que c'est une folie de nous condamner nous-mêmes à acheter cher, pour produire davantage, dans un monde qui déjà souffre de trop produire. Peut-être, si parallèlement, la consommation impériale ne devait pas s'en trouver accrue. Mais, vaut-il mieux renoncer au caoutchouc indochinois, au café malgache parce que la Malaisie ou le Brésil en regorgent... etc. Dès lors, laissons en sommeil notre empire et faisons hommage de sa ruine certaine au rétablissement aléatoire du monde... N'est-ce pas une folie plus grande que l'autre ? Si nous voulons vendre plus d'objets fabriqués à notre Empire, la rai-

« son nous commande de lui acheter plus de matières premières et d'objets d'alimentation. »

Ainsi les idées s'acheminèrent vers une union de plus en plus étroite des colonies avec la métropole, et, à la conférence Impériale de 1934, dont on s'occupera ultérieurement, on parla avec enthousiasme d'un « idéal national impérial » selon lequel l'Empire français doit chercher à se suffire. Ce qui a influencé le développement de cette tendance, ce fut certainement, d'abord la place de plus en plus importante que prenait dans le commerce extérieur de la France, les échanges avec ses colonies. La crise avait énormément réduit le chiffre du commerce français avec l'étranger, tandis que celui avec ses colonies se maintenait presque. Ainsi, de 1927 à 1934, les échanges du premier groupe tombent de 47 milliards à 17 milliards de francs pour les importations et de 47 milliards à 12 milliards pour les exportations. Quant au second groupe, c'est-à-dire au trafic franco-colonial, il y a presque stabilité. Le total des échanges atteignait plus de 13 milliards en 1937, et il est supérieur à 11 milliards en 1934. Voici à ce point de vue, d'après une étude de M. de Lévis Mirepoix, dans le Bulletin Quotidien d'Informations Economiques, quelques statistiques intéressantes.

Echanges de la France avec les pays étrangers, en millions de francs.

	IMPOR- TATIONS	EXPOR- TATIONS	SOLDE
1929	51.784	39.921	— 11.291
1930	45.784	33.979	— 11.803
1931	35.985	23.073	— 12.912
1932	23.605	13.420	— 10.115
1933	22.407	13.314	— 9.183
1934	16.700	12.000	— 4.700
1935 (11 mois seulement)	14.124	9.749	— 4.375

Echanges de la France avec son Empire, en millions de francs.

	IMPOR- TATIONS	EXPOR- TATIONS	SOLDE
1929	7.008	9.448	+ 2.240
1930	6.530	8.531	+ 2.321
1931	6.214	7.348	+ 1.134
1932	6.220	6.202	— 18
1933	6.297	6.017	— 280
1934	5.850	5.481	— 363
1935 (11 mois seulement)	4.887	4.139	— 448

Pourcentage du commerce avec les colonies par rapport au commerce total.

	ACHATS	VENTES	MOYENNE PAR RAPPORT AU COMMERCE TOTAL
1929	12,5 %	19,0 %	15,5 %
1930	12,5 %	21,0 %	16,7 %
1931	14,7 %	24,4 %	19,0 %
1932	20,7 %	32,0 %	26,2 %
1933	23,7 %	32,0 %	28,0 %
1934	34 %	45 %	38,5 %
1935	34,5 %	45,5 %	40 %

Pour certaines personnes, la conclusion de ces chiffres a été que la France devait vivre en économie fermée avec ses colonies, et en totale indépendance par rapport à l'étranger.

Ce qui a contribué ensuite au développement de ces idées autarciques a été le fait, que la France ne tire aujourd'hui de son Empire que des proportions infimes des importations de certains produits, malgré que ces proportions pourraient être beaucoup augmentées. En même temps, on escompte trouver dans les colonies de nombreuses richesses aujourd'hui inconnues ou non-exploitées. C'est ce

problème de la possibilité pour l'Empire français, de vivre en économie fermée, qu'on aura à analyser à présent.

Dans une statistique précédente, on a vu quelle est la part des échanges avec les colonies, dans le commerce extérieur total de la France. On peut classer ces échanges en pourcentage par catégories de produits en 1935, de la façon suivante :

	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
	DE L'ÉTRANGER	DES COLONIES	VERS L'ÉTRANGER	VERS LES COLONIES
Produits alimentaires.	13 %	74 %	14 %	19 %
Matières premières industrielles	63 %	23 %	35 %	10 %
Objets fabriqués . .	24 %	3 %	41 %	71 %
	100	100	100	100

commerce avec la Métropole dans le commerce extérieur de l'Empire en 1932.

	COLONIES	AFRIQUE DU NORD
Importations . . .	48,1 %	59,8 %
Exportations	52,1 %	80,0 %

Mais ce qui est indispensable à connaître, c'est la part de l'Empire dans les importations françaises pour chaque produit séparément. On trouve ainsi que les colonies fournissent 98 % des achats français en riz, 74 % en poivre, 95 % en phosphates, 94 % des achats en vin (dont la France, à vrai dire n'en a pas besoin), 88 % en acajou, 88 % en sucre et betteraves, 90 % en cacao et vanille ;

mais pour les autres produits, la situation est toute différente, la France trouvant à peine dans son Empire 11 % du caoutchouc (4), 10 % du ricin, 10 o/o du café, et, ce qui est plus grave : 5-8 % du bois, 6 % de la soie, 1 o/o du coton, 4 % de la jute, 1 à 2 % de la laine, du total de ces importations.

De même, pour 3 bananes achetées en Guinée ou aux Antilles, la France en reçoit 7 des Canaries. Pour une orange d'Algérie, 5 arrivent d'Espagne (cela avant la guerre civile espagnole). Pour d'autres produits, la Métropole ne trouve pas dans ses colonies toutes les variétés dont elle a besoin. Ainsi, malgré le Togo, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la France va acheter du cacao au Vénézuëla.

L'Indochine ne produit que des thés noirs et commence à peine à produire le thé vert. La part des colonies par rapport à celle fournie par l'étranger est infime aussi pour les produits chimiques, peaux ouvrées et produits mécaniques. Mais, là où la situation devient désastreuse et rend toute possibilité d'économie fermée inexistante, c'est dans le domaine des métaux et des combustibles. La France trouve à peine dans son Empire 5 % de l'ensemble des métaux importés et 1 % des combustibles (0,5 % pour la houille). En 1933, pour 180 millions d'achats de minerais aux colonies, on recourt à l'étranger pour 5.300 millions. Voyons cette situation plus en détail. Si l'on compare le tonnage extrait des mines de la métropole avec celui de la consommation, on constate d'après le tableau suivant, qu'il manque à la France :

(4) La crise de 1930 surprit en plein développement les plantations de hévéas (producteurs de caoutchouc) en Indochine. Pour les arachides, la France s'est décidée à protéger les récoltes venant du Sénégal et à ne plus acheter la moitié de sa consommation aux Indes Britanniques.

	CONSOMMATION TOTALE	NON COUVERTE PAR LA PRODUCTION MÉTROPOLITAINE
Charbon	79.000.000	24.000.000
Combustibles liquides . . .	2.500.000	2.425.000
Cuivre	140.000	140.000
Plomb métal	110.000	99.000
Zinc	100.000	90.000
Etain	11.500	11.500
Nickel	2.650	2.650
Chrome	50.000	50.000
Manganèse	803.000	800.000
Pyrites	1.123.000	921.000
Phosphates	1.780.000	1.601.000

Elle ne trouve sur son propre territoire qu'un approvisionnement complet (et même excédentaire) en minerais de fer et en bauxite. Pour le reste, les possessions d'Outre-mer arrivent à compléter le manque de la Métropole en phosphates, chrome, nickel, graphite. Mais leurs envois en étain, cuivre, pétrole, charbon, manganèse sont insignifiants. Avant la crise, elles avaient pu envoyer 30.000 tonnes de plomb et 38.000 tonnes de zinc.

Il est intéressant d'ailleurs de voir quelle est la richesse minière de l'Empire français. On esquissera rapidement la situation pour chaque produit séparément :

CHARBON. — On en trouve depuis longtemps en Indochine. Pendant la guerre on en a trouvé en Algérie, depuis, de nouveaux gisements ont été découverts, en 1926, au sud d'Oran. On soupçonne aussi d'importants gisements au Maroc (qui produit déjà 350 mille tonnes) et au Madagascar. Mais, en temps normal, la différence du prix des transports oblige la France à importer d'Angleterre et d'Allemagne et non pas des colonies.

PÉTROLE. — On entreprend de nombreuses

recherches dans tout l'Empire et surtout au Maroc, dans les régions de Gharb et de Tselfat où on a fait un sondage à 380 mètres qui a déterminé le jaillissement de 25 tonnes de pétrole par jour.

PHOSPHATES. — Mines excessivement riches en Afrique du Nord qui est le plus grand producteur du monde.

CUIVRE. — On ne connaît que bien peu de gisements, sans importance.

MANGANÈSE. — Jusqu'à présent, on n'en trouve pas, mais il en existe peut-être au Maroc.

ETAIN. — On en trouve, en quantité limitée (1.000 tonnes de métal annuellement) en Indochine.

PLOMB ET ZINC. — On n'a entrepris des recherches qu'en Afrique du Nord. En Tunisie, où le plomb et le zinc se trouvent réunis, on est arrivé à produire 31.000 tonnes en 1929. Mais la crise a diminué cette production à 5.000 tonnes. De même, on a produit 50.000 tonnes en Algérie en 1929, mais, depuis on n'en produit plus du tout, le prix mondial du plomb étant tombé de 59 à 7 livres or et celui du zinc, de 50 à 12. On trouve du zinc aussi en Indochine qui a produit 51.000 tonnes en 1928, mais en 1934 ce chiffre était tombé à 12.400. On a encore récemment découvert des gisements au Maroc, dans la vallée de Monlonga.

NICKEL ET CHROME. — La Nouvelle Calédonie peut faire face aux besoins de la Métropole. On trouve aussi de l'or en A. O. F. La Haute Guinée produit 2.154 kgs en 1934. La Guyane et l'A. E. F. en possède aussi.

Voilà les richesses minières de l'Empire français. On peut voir qu'actuellement la production est

assez insignifiante. On pourrait certainement produire plus, mais le prix de revient serait excessif.

Des chiffres qu'on vient de citer, on a vu que l'Empire n'arrive pas à fournir les matières premières nécessaires à l'industrie ; celle-ci ne pourrait pas subsister dans une économie fermée puisqu'en effet, l'apport impérial entre pour moins d'un dixième dans le total des achats de matières premières. Voilà donc une première, et la plus importante des difficultés pour la France, de pratiquer une autarcie impériale.

Dans le rapport de M. Alexandre Brulé, fait en 1933 devant la Chambre de Commerce de Paris, il est dit à ce propos : « Quelle que soit l'incidence
« d'une plus grande orientation impériale sur cer-
« tains points, c'est assez dire que la réalité défie
« nettement dans cet ensemble toute idée d'indé-
« pendance économique. Nous ne pouvons pas
« nous passer de l'étranger ! »

Une seconde difficulté pour arriver à une autarcie impériale est celle de la concurrence que se font entre elles les productions de la métropole et *celles des colonies* pour les céréales (blé, orge, avoine) les vins et le riz et la concurrence que le sucre de canne fait à celui de betteraves. Il serait donc indispensable que la production coloniale soit orientée dans le sens d'une économie complémentaire et non pas concurrente de celle de la métropole. Trouver une solution à ce problème qui ne mécontente personne est une question bien épineuse !

Enfin, le troisième point bien délicat, que présente la question de l'économie fermée pour l'Empire français est le suivant : l'Empire colonial français a 60 millions d'habitants, pourtant, leur pouvoir d'achat est des plus faible et si la métropole

veut vendre plus aux colonies, il faut absolument que ce pouvoir d'achat soit beaucoup augmenté. Pour cela, il faut améliorer le degré d'évolution économique de l'Empire, ce qui est d'ailleurs indispensable aussi pour permettre aux colonies de produire plus de marchandises nécessaires à la France. Organisation de la production, création d'un outillage économique, équipement de voies de communications et aménagements des ports, voilà ce qu'il faudrait encore faire avant de pouvoir penser à s'isoler. Cette œuvre est pourtant une œuvre de longue haleine et nécessite des dépenses énormes.

On vient de voir quels sont les trois points que pose le problème de l'isolement économique de l'Empire français qui est aujourd'hui, comme on l'a dit, soutenu avec toujours plus d'enthousiasme par de nombreux Français. Il reste, à présent, à voir quelle a été l'attitude des pouvoirs publics en France, devant cette question. Le gouvernement français a porté toute son attention sur ce problème. Son attitude est des plus sages, ce qu'il recherche, ce n'est pas une autarcie impériale, mais seulement une augmentation des échanges franco-coloniaux et un développement du degré d'évolution économique des colonies. C'est dans ce but que, à la suite de l'Exposition coloniale de 1931, on convoqua « La Conférence Economique de la France métropolitaine et de la France d'Outre-Mer » qu'on a couramment appelée « la Conférence Impériale ». Celle-ci siégea à Paris entre décembre 1934 et avril 1935.

Mais avant la réunion de cette conférence, le ministre des Colonies saisit le Conseil National Economique, le 24 juillet 1934 d'une demande d'avis sur : « l'élaboration d'un programme rationnel pour « le développement économique de nos possessions « d'Outre-Mer et sur les méthodes à adopter pour

« intensifier les échanges franco-coloniaux. » Le Conseil National Economique répond par le rapport Dayras, dans lequel on conseille l'adoption des principes généraux suivants :

1) Harmoniser la production métropolitaine et la production coloniale dans une politique d'ensemble ;

2) Chercher le développement réciproque des échanges, suivant une politique analogue à celle décidée par les Anglais à Ottawa, en exploitant les richesses coloniales non encore aménagées. La France est tributaire de l'étranger pour : les pétroles, jute, charbon, cuivre, coton, laine, soie, bois, métaux divers, et, sur ces produits, une contribution des colonies ne peut être que difficilement escomptée. La situation est différente pour les : viandes, peaux, bananes, maïs, agrumes (oranges et citrons), oléagineux, café, caoutchouc, pour lesquels la production aux colonies peut être améliorée. Enfin il y a un troisième groupe, constitué par le : manioc, vanille, rhum, poivre, phosphates, vins ordinaires, riz, arachides, nickel, cacao, sucre, dont le pourcentage des importations des colonies est de 70 à 100 % et peut suffire aux besoins de la métropole ;

3) Le marché colonial, lui, est acheteur particulièrement d'objets fabriqués, les tissus, les matériaux de construction et des produits mécaniques. La plus grande partie des matières nécessaires à l'industrie est achetée par les colonies dans les pays étrangers. L'élargissement de la part métropolitaine dans le commerce colonial est réalisable, mais la pénurie en France de certaines denrées demandées par ses possessions lui impose des limites infran-

chissables. Ensuite, certains produits français, importés par les pays étrangers, ne peuvent pas être écoulés, ni en quantité, ni en qualité dans les possessions d'Outre-Mer où la capacité d'achat des indigènes est trop limitée. Ici encore, le marché étranger constitue donc un débouché indispensable. Aussi l'économie fermée empêcherait la France de vendre à l'étranger de nouveaux produits qu'elle exporte actuellement.

Les idées qu'on vient d'exposer sont aussi celles qui dominent la « Conférence Impériale » qui s'ouvrit en décembre 1934. En effet, dans le discours inaugural, M. Louis Rollin, ministre des Colonies, disait : ... « Il importe qu'aujourd'hui nous nous appliquions à réaliser son unité économique. Que faut-il entendre par là ? Est-ce à dire, comme d'aucuns ont pu l'imaginer que nous voudrions constituer une sorte de vaste empire économique capable de se suffire à lui-même pour tous ces besoins, et, par suite, fermé aux exportations étrangères ? Non, Messieurs, nous sommes très loin de cette pensée. La plus grande France n'entend nullement s'isoler économiquement du reste du monde. Bien au contraire... nous souhaitons... les libres courants des échanges. » Ensuite, en parlant du déséquilibre économique actuel, M. Rollin dit : « Comment rétablir l'équilibre ? — En développant les facultés, les possibilités de la consommation... Sur les côtes de l'Atlantique, de la Méditerranée, de l'Océan Indien, du Pacifique, 60 millions de Français ou d'indigènes pourront, si nous savons accomplir l'effort nécessaire, constituer pour la Métropole une magnifique clientèle. C'est pourquoi nous devons nous appliquer — et c'est l'objet même de la conférence qui s'ouvre aujourd'hui —

« d'hui — à développer et à resserrer les liens d'ordre économique qui nous unissent à notre empire « d'Outre-Mer ».

Voici comment a parlé le représentant du gouvernement français. Voilà donc le point de vue officiel. Et si, pendant les discussions, des voix ont été favorables à un idéal autarcique, les décisions de la conférence sont moins avancées. Ainsi la Commission économique se rallia finalement à : « une politique de soutien pour les produits des possessions « d'Outre-Mer dans la métropole, et à un système « de préférence pour les exportations françaises « vers les possessions d'Outre-Mer » .

Vu la date récente de la conférence, on ne peut pas encore apprécier son œuvre. Des résultats immédiats, on ne peut pas encore en trouver. Mais, parmi les essais de culture irriguée entrepris depuis quelques années, dans la vallée du Niger, l'Office du Niger semble avoir réalisé une œuvre déjà intéressante. On veut obtenir des possibilités de culture permanente, par irrigation, des arachides, du riz et du coton. Cette œuvre semble avoir déjà développé le pouvoir d'achat des indigènes.

De tout ce qu'on vient de dire, on peut voir que « l'autarcie impériale française » paraît irréalisable. Pourtant les efforts qui sont faits pour développer les échanges franco-coloniaux sont appréciables ; ils pourront donner des résultats intéressants et si les principes qui commandent ces effets ne dépassent pas les limites de la sagesse, les conséquences ne pourront être que des plus heureuses.

L'EMPIRE BRITANNIQUE

Pendant près d'un siècle, l'Angleterre fut le bastion du libre-échange. C'est en pratiquant cette politique, qu'elle est devenue une grande puissance économique. Mais, au moment où se développent se produisit, l'Angleterre n'avait à subir aucune concurrence étrangère. Vers 1870, elle occupe la première place dans toutes les branches de l'économie mondiale. En Angleterre, les idées libre-échangistes sont à leur apogée ! Mais, à partir de ce moment, une concurrence étrangère de plus en plus puissante fit son apparition et l'astre britannique commence à dominer de moins haut les autres pays. Dès ce moment-là, les Anglais commencent à tourner leurs regards vers leurs colonies. En 1872, Disraëli, futur lord Beasconfield, déclare dans un discours célèbre au Crystal Palace :

« A mon avis, l'autonomie coloniale aurait dû être accompagnée d'un tarif impérial » : Disraëli est un des premiers Anglais possédant le « sens of Empire ».

Quelques années plus tard, Sir Randolph Churchill fonda la « Fair trade League » qui réclamait l'union douanière avec les colonies. Mais, le personnage qui lutta le plus — pour le développement de l'impérialisme britannique, est certainement Joseph Chamberlain. Ce précurseur du protectionisme britannique, après avoir songé à l'union douanière complète, y renonce et se retourne vers le système de simples droits préférentiels, anglo-coloniaux.

L'Angleterre reste pourtant bien loin de ses conceptions. Elle a connu la gloire par le libre-échange et elle veut lui rester fidèle. Pourtant, la politique impériale passe au premier plan. Des conférences, réunissant les représentants de tout l'Empire, commencent à se tenir à partir de 1887, fréquemment.

La guerre mondiale changea encore la situation de l'Angleterre, qui, en 1931, abandonne définitivement le libre-échange. En effet, sa situation ne ressemblait guère plus à celle du milieu du xix^e siècle. Le Royaume-Uni ne voit plus que la possibilité d'adopter le protectionnisme. Mais, tout en le faisant, il cherche à se rapprocher de son empire. Ceci fût la tâche de la Conférence d'Ottawa dont on s'occupera à présent.

La Conférence d'Ottawa de 1932 fut décidée à la Conférence Impériale de Londres de 1930. Mais depuis cette dernière date et jusqu'à Ottawa, les conditions économiques avaient encore changé, car la crise était intervenue. De 1930 à 1931, les importations en Grande-Bretagne des pays d'Empire avaient diminué de 18 1/2 % et les exportations du Royaume-Uni vers l'Empire de 31 %. L'Angleterre perdait donc un client qui lui était très précieux. Ce qui a surtout dû impressionner les esprits, c'est que le commerce avec l'Europe diminuait moins que celui avec l'Empire, puisque ces importations ne diminuaient que de 11 1/2 % et les exportations vers l'Europe de 28 %. Sur le total du commerce britannique, les pourcentages ont changé de la façon suivante :

	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
	1929	1931	1929	1931
Pays européens	38,2 %	44,6 %	32,3 %	37,6 %
Pays extraeuropéens .	32,4 %	26,6 %	23,2 %	18,6 %
Pays britanniques ..	29,4 %	28,8 %	44,5 %	43,8 %

A la conférence d'Ottawa, à laquelle prirent part les Dominions, les Colonies et les Pays sous protectorat, on se propose donc de poser de nouvelles bases pour des échanges commerciaux dans l'Empire : l'entrée des produits de la Grande-Bretagne dans les Dominions ne devra donc pas être fermée par des droits de douanes prohibitifs et, d'autre part, la Grande-Bretagne accordera des tarifs préférentiels sur son marché intérieur à un plus grand nombre de produits de l'Empire. Il s'agissait donc de concilier les intérêts des nations qui forment la communauté britannique entre elles et avec les colonies. En théorie, le but de cette conférence était de constituer une unité économique britannique. Cela nécessitera la rationalisation interimpériale des industries, — ce serait une division du travail interimpériale, une espèce d'entente industrielle où chaque pays remplirait la tâche pour laquelle il est spécialisé. Ainsi l'Angleterre n'expédierait aux Dominions que les produits qui ne sont pas similaires à ceux des Dominions, et ceux-ci, à leur tour, devraient se limiter dans leurs productions.

Pourtant, il faut remarquer que cette unité économique n'entend nullement pratiquer une politique exclusive pour les pays étrangers, elle ne cherche pas son isolement économique. Cela serait impossible, car, on reconnaît en Angleterre, comme aux Dominions, que l'Empire britannique ne peut pas se passer du commerce avec les pays étrangers. Cette utopie a été virtuellement abandonnée, puis-

que, comme on le montrera ultérieurement plus en détail, l'Empire britannique, malgré son étendue, la grande diversité de ses climats et de ses produits, n'arrive pas à produire, dans ses limites, tout ce dont ses habitants peuvent avoir besoin. Voici d'ailleurs ce qu'écrivait, en ce qui concerne cette question, à la veille d'Ottawa, M. J.-H. Thomas, alors ministre des Dominions :

« Notre pays dépend des débouchés mondiaux
« et nous ne pouvons nous tenir à l'écart des vicis-
« situdes du monde, même si nous en avons le
« désir,... même si les Dominions et tout le reste de
« l'Empire nous achetaient tout ce qu'ils tirent du
« dehors, il nous faudrait encore des débouchés
« dans les autres pays. Nous ne pouvons, à Ottawa,
« conclure des arrangements, si favorables d'ail-
« leurs qu'ils puissent être, qui nous priveraient de
« notre commerce étranger, et nous ne pouvons,
« dans nos discussions, là-bas, oublier que nous
« avons ici, une vaste industrie et agriculture à
« entretenir. D'autres pays de l'Empire ont aussi
« besoin des marchés mondiaux. Si même nous ne
« mangions que du blé canadien d'un bout de l'an-
« née à l'autre, le Canada aurait encore de formi-
« dables quantités de blé à vendre au reste du
« monde ; et si même nous ne nous couvrions que
« de laine australienne, l'Australie aurait encore
« une grande partie de sa laine à vendre aux pays
« étrangers. Si nous voulons poser les bases d'une
« véritable politique d'unité économique impériale
« à Ottawa, nous devons procéder dans un esprit
« qui ne sera en aucune façon hostile au reste du
« monde... nous devons plutôt donner au monde
« un encouragement à abattre les barrières des
« tarifs. Car, il n'est personne qui nie que les tarifs,

« avec leurs effets restrictifs, ne soient une des
« causes principales de la dépression mondiale. »

Il apparaît donc clairement que l'Angleterre à Ottawa n'a nullement recherché l'isolement économique de l'Empire, mais seulement, à l'aide de tarifs préférentiels, l'amélioration des relations commerciales entre les différentes unités de l'Empire. Cette tendance correspond entièrement avec la conception de Chamberlain, mais elle ne put être adoptée qu'au moment où l'Angleterre n'était plus un pays libre-échangiste.

Mais ce qui a surtout décidé la Grande-Bretagne à recourir à la politique d'Ottawa, ce fut la situation de plus en plus délicate de son commerce extérieur. Elle espérait, par cette politique, améliorer cette situation en établissant des relations plus étroites avec son Empire. Le jour même de son retour d'Ottawa, la délégation britannique publie une déclaration, dans laquelle on peut lire :

« Nous sommes allés à Ottawa avec le but bien
« déterminé de poser les bases d'une politique éco-
« nomique impériale qui garantirait, et maintenant
« dans l'avenir, un volume croissant du commerce
« de l'Empire, amené autant que possible par un
« abaissement des barrières commerciales entre les
« divers membres de l'Empire. Nous sommes par-
« tis, bien résolus à conclure des accords basés sur
« ce principe. Nous avons conclu ses acords et ils
« indiquent un succès bien au delà de ce que l'on
« attendait avant notre départ d'Angleterre. »

Il est peut-être intéressant de voir à présent quels ont été les résultats qu'a donné jusqu'à présent la politique adoptée après Ottawa. En général, les accords de 1932 ont été favorables au développement du commerce entre les pays du « Commun-

wealth britannique ». Ainsi par exemple, les exportations de l'Empire en Grande-Bretagne passent de 180.866.000 livres en 1931 à 200.348.000 en 1934 (soit de 29,1 % à 37,3 %).

L'augmentation est moins importante pour les exportations de Grande-Bretagne vers l'Empire. Celles-ci ne passent que de 129.262.000 livres en 1931 à 133.131.000 livres en 1934, soit de 44,2 % à 46,1 %, et en 1935 le pourcentage augmente encore à 47,8 %.

Cette amélioration de la situation des échanges interimpériaux n'est pas formidable. Elle est pourtant assez importante, si l'on tient compte qu'elle s'est produite dans les années de crise, donc de baisse du commerce mondial. En effet, pendant ce temps, les exportations des pays étrangers vers la Grande-Bretagne passent de 440.487.000 livres en 1931 à 336.433.000 en 1934 et les exportations anglaises vers l'étranger passent de 163.129.000 à 155.917.000 livres.

Pourtant les résultats obtenus n'ont pas été jugés excellents. Ainsi la fédération des industries britanniques estime qu'elles ont été plus profitables aux Dominions qu'à la mère-patrie. On a été désappointé qu'il n'en soit pas résulté plus d'avantages pour les exportations britanniques, surtout vers les Dominions où des industries secondaires, artificielles (pour l'exploitation desquelles la nature ne les avait généralement pas destinées) ont été établies. Quant aux Dominions, ils se plaignent à leur tour des mesures de protection prises en faveur de l'agriculture britannique.

Ainsi, même les principes assez modestes de la Conférence d'Ottawa ont fait apparaître des difficultés. En voici quelques-unes : les Dominions désirent que la Grande-Bretagne restreigne de plus en plus

ses importations de matières premières et de produits alimentaires des pays étrangers, et qu'elle favorise d'autant les leurs. Mais, l'Angleterre, vu la crise, a introduit des contingents qui contrarient les Dominions, producteurs surtout de produits primaires. Les Dominions se voient donc obligés de chercher de nouveaux débouchés en dehors de l'Empire. D'autres difficultés apparaissent au moment où il s'agit d'appliquer la « rationalisation industrielle », car il n'est certes pas facile de faire renoncer un pays à une de ses industries qu'il a déjà installée chez lui (souvent avec des capitaux anglais). De même, un pays peut-il fondre du minerai et fabriquer du fer et de l'acier sans avoir le droit d'en faire des rails ? Peut-il fabriquer des fils de laine ou de coton et ne pas tisser des étoffes ? Voilà ce que nécessiterait ce principe de rationalisation industrielle, s'il était strictement appliqué. Or, combien de temps durerait un pareil arrangement sans amener de désaccord ?

On vient de voir les difficultés qu'ont fait apparaître les accords d'Ottawa. Pourtant, elles deviendraient beaucoup plus importantes et plus nombreuses si l'on voulait adopter une économie fermée. Malgré l'immensité de l'Empire britannique, qui s'étend sur 35 millions de km², l'autarcie impériale ne paraît pas être possible. Cette question pourtant a été discutée avec ardeur et, en 1934, il y a eu une enquête menée par le « Statist » sur ce sujet. On a essayé d'impressionner les Anglais en disant qu'un Néo-Zélandais achète pour 14 livres par an à l'Angleterre, tandis qu'un Français n'achète que pour 15 shillings et 11 pences. Il faudrait donc abandonner la France pour l'Empire. Mais, on oublie, en disant cela, que les Néo-Zélandais sont moins d'un million et qu'il y a plus de 40 millions de Français ;

que les Canadiens ne sont que 9.940.000, les Australiens 6 millions, les Irlandais 3 millions. Seuls, les Indiens sont plus nombreux ; mais c'est justement aux Indes qu'existe le courant d'autonomie le plus puissant. Ainsi, l'Inde étant exceptée, environ 30 millions d'habitants arriveront-ils à consommer autant que les centaines de millions du monde entier ? Ensuite, on a oublié de dire que la France est le meilleur client de l'Angleterre et qu'elle lui achète plus qu'aucun pays de l'Empire, sauf l'Irlande et l'Inde.

Il faut aussi tenir compte, si l'on pense à l'autarcie de l'Empire britannique, du danger en cas de guerre, pour le transport des matières alimentaires, s'il ne se faisait que d'Australie et du Canada. En plus, l'Angleterre a investi d'énormes capitaux à l'étranger, dans des pays avec lesquels elle commerce ; suspendre ce commerce comme le nécessiterait l'isolement économique, serait ruineux. La Grande-Bretagne, par exemple, a investi en Argentine, d'où elle achète du blé et la moitié de la viande qu'elle consomme, plus de 500 millions de livres contre 46 millions investis au Canada. De même, l'Angleterre a placé 30 millions de livres au Brésil. Du marché scandinave aussi, le Royaume-Uni achète une immense quantité de bois et de produits dérivés et des produits alimentaires ; mais, en échange de ces achats, il trouve de précieux clients pour son charbon, fer, acier et textiles. Enfin, en important de l'étranger, l'Angleterre fait une économie énorme de frais de transport, car l'immensité des distances qui séparent les membres de l'Empire, est certes une autre cause qui empêche la formation de son unité économique. Ainsi, il y a certains minéraux que l'Empire produit en surabondance, et quoiqu'il en exporte de très grandes quantités,

cependant d'autres pays de l'Empire en importent des quantités considérables. Il en est ainsi par exemple, des pyrites, dont la Grande-Bretagne importe d'Europe 200.000 tonnes par an. Ce fait est logique, vu que les pyrites coûtent peu, relativement à leur volume et qu'on les importe donc de la source la plus rapprochée. De même, 85 % de la pâte de bois importée en Angleterre vient de Norvège, Suède et Finlande, et 9 % seulement du Canada, ce dernier marché étant occupé par les Etats-Unis. Mais au fond, n'est-il pas beaucoup plus logique d'importer du pays voisin, au lieu de faire faire à ses bateaux plusieurs journées de voyage pour avoir le même produit ? Et si cette situation est apparue comme raisonnable pour la Grande-Bretagne, il en sera de même pour tous les autres Dominions.

Enfin, une dernière, mais la plus importante question qu'il faut étudier, pour voir si la réalisation de l'autarcie impériale britannique serait possible, c'est celle de savoir si l'Empire arriverait à se suffire à lui-même. La réponse ne peut certainement pas être affirmative. Si dans l'Empire britannique il y a une diversité de produits plus complète que dans l'Empire français, pourtant le premier dépend aussi largement de l'étranger. Cette dépendance est presque totale pour le soufre. La production de l'Empire britannique est à peine de 1 1/2 % de la production mondiale de pétrole. Elle est aussi nettement insuffisante pour les nitrates naturels, potasse et phosphates, pour le mercure, l'antimoine et les borates.

Et, si l'on veut savoir quelle est la proportion des importations impériales en 1936 en Angleterre sur leur chiffre total, on voit que les premières occupent : 60 % pour l'étain, 25 % pour le cuivre

et le plomb, 80 % pour la laine, 25 % pour le coton, 75 % pour le caoutchouc, 50 % pour le blé, 23 o/o pour l'avoine, 60 % pour le riz, l'orge et le beurre, 34 % pour le maïs, 11 % pour le café et 6 o/o pour le sucre et le tabac. On voit donc qu'aujourd'hui la Grande-Bretagne dépend encore énormément de l'étranger. Cette situation pourrait certes être changée, en partie, mais les difficultés seraient bien grandes et, en ce qui concerne les avantages, on ne peut pas les voir.

La situation n'est pourtant pas différente pour les Dominions. Le commerce qu'ils font avec l'étranger est, en général, plus important que celui fait avec l'Angleterre. Voici dans le tableau suivant, le pourcentage des exportations et des importations de chaque Dominion en Grande-Bretagne, sur le total de celles-ci.

	EXPORTATIONS VERS L'ANGLETERRE	IMPORTATIONS VENANT D'ANGLETERRE
	SUR LE TOTAL DES EXPORTATIONS ET DES IMPORTATIONS DU DOMINION	
Canada	37 %	18,9 %
Australie	49,8 %	39,4 %
Nouvelle Zélande	87,7 %	49,4 %
Indes	43,9 %	35,4 %
Afrique du Sud	43,4 %	43,3 %
Etat libre d'Irlande ..	92,2 %	80,0 %

Ce tableau montre que les Dominions, à l'exception de la Nouvelle-Zélande et de l'Etat libre d'Irlande, font un plus grand commerce avec les pays étrangers qu'avec la Grande-Bretagne.

Et voici, d'après l' « Economist » (5), la situa-

(5) Supplément du 22 Octobre 1932 consacré à la Conférence d'Ottawa.

tion des importations en millions de livres pour ces pays :

IMPORTATIONS DE L'AUSTRALIE EN 1930-1931

Venant de Grande-Bretagne	23,3
Venant de l'Empire en total	32,1
Venant des pays étrangers	27,0
<i>Total des importations</i>	<i>59,1</i>

IMPORTATIONS DU CANADA EN 1931

Venant de Grande-Bretagne	109,5
Venant des autres pays d'Empire	42,5
Total de l'Empire	152,0
Pays étrangers	476,1
<i>Total des importations</i>	<i>628,1</i>

IMPORTATIONS DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE EN 1931

Venant de Grande-Bretagne	12,2
Total de l'Empire	17,4
Pays étrangers	7,4
<i>Total des importations</i>	<i>24,8</i>

IMPORTATIONS DE L'AFRIQUE DU SUD EN 1931

Venant de Grande-Bretagne	21,8
Venant de l'Empire en total	28,4
Venant des pays étrangers	21,9
<i>Total des importations</i>	<i>50,3</i>

Le problème de l'autarcie, dans l'Empire britannique, qu'on a analysé plus haut, nous a per-

mis de voir que si l'Angleterre recherche une amélioration de ses rapports commerciaux avec son Empire (6), ce n'est nullement un isolement qu'elle désire. Elle repousse la politique autarcique, qui, bien que pouvant être réalisée d'une façon plus complète que dans l'Empire français, présente d'énormes difficultés et guère d'avantages.

(6) En février 1937, l'Angleterre a conclu un nouvel accord avec le Canada. Cet accord, qui est le premier après Ottawa, a pour but d'abaisser les droits de tarifs préférentiels des deux pays. Il est valable jusqu'en 1940.

CONCLUSION

Dans l'étude qu'on vient de terminer sur le problème de l'autarcie, on s'est efforcé, en analysant cette question sous différents aspects et dans ses manifestations en plusieurs pays, de voir quels sont les avantages qu'on peut y trouver. On a vu que, si l'autarcie peut se soutenir politiquement, elle ne peut rencontrer aucune faveur dans le domaine de la science économique. Le mouvement autarcique est la conséquence de la situation si trouble qui a suivi la guerre ; la crise vint encore favoriser son développement. Mais, comme l'a dit M. Lescure au Congrès des Economistes de langue française, ce qui explique surtout l'autarchoie, ce sont des considérations d'ordre militaire. Nous retournons aujourd'hui à une conception analogue à celle du mercantilisme. Alors, comme aujourd'hui on n'a qu'une préoccupation : « l'Etat fort ». On veut être riche, on veut se suffire « pour pouvoir faire la guerre », dit M. Lescure. Pourtant, essayer de tout faire soi-même, c'est rétrograder en revenant au temps révolu du Moyen Age, c'est entraîner la débâcle de tout ce système si complexe, mais si avantageux de l'économie nationale. L'autarcie, c'est la régression, et non pas le progrès !

Si, à présent, on voulait regarder l'avenir, il est certain que la situation actuelle nous empêcherait d'avoir une vue trop optimiste. Pourtant, nous croyons, que le jour où les nuages si troubles auront

complètement disparu de l'horizon, la domination du politique sera moins forte et l'intérêt économique aura alors aussi à dire son mot. Seul, un désir puissant de chaque état de développer ses forces productives subsistera peut-être. Quant à l'autarcie, d'essence politique, elle ne pourra pas subsister !

Vu : Le Doyen,
ED. ALLIX.

Vu : Le Président,
J. LESCURE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

ALEXANDRIDIS (Sanda). — L'Industrialisation de l'U.R.S.S. par le Plan Quinquennal. Paris, 1934.

ANSIAUX. — Traité d'Economie politique. Tome III. Giard, 1926.

L'Autarcie. — Travaux du Congrès des Economistes de langue française, Paris, 1936.

Conférence Economique de la France Métropolitaine et d'Ou-tre-Mer. Paris, 1935.

DAYRAS (G.). — Les relations économiques de la France et de ses Colonies, 1934.

L'Economie dirigée. — Conférences de MM. Hermant, Paul Devinat et G. Roumilhac à la Société des Anciens Elèves des Sciences Politiques. Paris, 1934.

FRIED (Ferdinand). — Autarkie, Jena, 1932.

GHITA (Dem.). — Imperialismul protectionismului si subjugarea liberalismului economic. Bucarest, 1934.

GIDE et RIST. — Histoire des doctrines économiques depuis les Physiocrates jusqu'à nos jours.

GRINKO. — Le plan quinquennal, 1930.

GRÜNING. — Le circuit économique (Libéralisme ou autarcie). Traduction, 1937.

GUILLAUME. — Le nouveau régime du commerce en Italie, 1936.

HALADJAN. — De la crise à la prospérité. Sirey, 1932.

HALLUNGA (Al.). — Studii de politica externa a Romaniei, Bucarest, 1932.

HERSENT (G.). — La bataille économique, 1934.

KEYNES. — Les conséquences économiques de la paix. Traduction. Paris, 1920.

LAURA (Lucien). — L'économie soviétique, 1931.

- LESCURE (Jean). — Le bolchevisme de Staline, 1934.
- LIST (Fr.). — Système national d'Economie politique.
- LYAUTEY (Pierre). — L'Empire colonial français, 1931.
- MANOILESCO (M.). — Théorie du protectionnisme et de l'échange international. Paris, 1929.
- MERCIER (Ernest). — U.R.S.S. Réflexions 1936. Centre polytechnicien d'études économiques.
- MITZAKIS (Michel). — Les grands problèmes italiens. Alcan, 1931.
- NAVAGHINE (Dimitri). — La crise et l'Europe économique. Alcan, 1932.
- OULÈS (Firmin). — Le mécanisme des échanges internationaux et la politique commerciale en temps de crise. Sirey, 1936.
- PORRI (Vincenz). — La politique commerciale de l'Italie. Sirey 1934.
- SMITH (Adam). — Recherches sur la nature et les causes de la richesse des Nations.
- DE SAINT JEAN (Maurice). — La politique économique et financière du III^e Reich, 1936.
- STALINE. — U.R.S.S., Bilan 1934.
- VAN ZEELAND (Paul). — A view of Europe, 1932. Baltimore, 1933.

REVUES — PÉRIODIQUES

- L'Afrique française.*
- L'Allemagne contemporaine.*
- Annuaire de statistique internationale de la S. D. N.*
- Bulletin du Bureau International de Statistique Commerciale.*
- Bulletin Quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations Economiques.*
- The Economist.*
- Economiste européen.*
- L'Esprit International.*
- L'Europe Nouvelle.*

Le Monde Slave.

Politica.

Politique étrangère.

Revue d'Allemagne.

Revue d'Economie politique.

Revue Economique Internationale.

Revue Economique française.

Revue de France.

Revue maritime et coloniale.

Revue des Deux-Mondes.

Revue du Pacifique.

Revue Politique et Parlementaire.

Revue des Sciences Politiques.

Revue des Vivants.

The Statist.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	6
------------------------	---

PREMIERE PARTIE

DU LIBERALISME A L'AUTARCIE

CHAPITRE PREMIER. — LE LIBÉRALISME	11
--	----

Résumé rapide du libre-échange. Ses avantages et ses difficultés. Les possibilités d'enrichissement d'un pays par le libre-échange. Le libre-échange absolu est un idéal non réalisé.

CHAPITRE II. — LES THÉORIES PROTECTIONNISTES	19
--	----

Analyse de la théorie de Frédéric List	19
--	----

La théorie du protectionnisme de M. Manoilescu	29
--	----

Critique de la « Théorie du protectionnisme »	41
---	----

CHAPITRE III. — L'ÉVOLUTION VERS L'AUTARCIE	45
---	----

La guerre et ses conséquences. La crise. Le développement du courant nationaliste. Les sanctions de 1935 contre l'Italie.

CHAPITRE IV. — L'AUTARCIE	53
-------------------------------------	----

Mercantilisme et autarcie. Tendance autarcique et non pas autarcie absolue. L'Economie mégaspatiale. Ferdinand Fried : « die Autarkie ». L'autarcie, nouvelle doctrine économique. Analyse des avantages et désavantages de l'autarcie au point de vue exclusivement économique.

DEUXIEME PARTIE

<i>L'APPLICATION DE LA POLITIQUE AUTARCIQUE....</i>	69
CHAPITRE PREMIER. — LA POLITIQUE AUTARCIQUE EN ALLEMAGNE	73
CHAPITRE II. — LA POLITIQUE AUTARCIQUE EN ITALIE..	103
CHAPITRE III. — L'U.R.S.S. ET L'AUTARCIE	121
CHAPITRE IV. — L'AUTARCIE IMPÉRIALE	141
Le problème de l'indépendance économique de l'Empire français	141
Le problème de l'indépendance économique de l'Empire britannique	155
CONCLUSION	167
BIBLIOGRAPHIE	169

